La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

ÉDITION DU
DIMANCHE

Montréal, ◆
dimanche 1er novembre 1998
115e année No 13
56 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
RÉGION EST DE QUÉBEC 65 ¢ / ÎLES-DE-LA-MADELEINE 1 $ / FLORIDE 1,75 $ U.S.

AILES
LES AILES DE LA MODE
Je me fais plaisir
2683235-D



Personnalité de la semaine
Mercedes Palomino
page A16



Disque
Alanis Morisette : moins rebelle, toujours intense
page B1



Cinéma
Marie Trintignant a apprivoisé la tolérance
page B9



Hockey
1
5
page S3

L'ADQ veut mettre la hache dans la fonction publique

MARIO FONTAINE

Les fonctionnaires n'ont qu'à bien se tenir : l'Action démocratique préconise une réduction de 25 % de la taille de la bureaucratie québécoise, ce qui entraînerait d'inévitables mises à pied. Mais les services directs à la population seront non seulement maintenus, mais même améliorés, affirme son chef, Mario Dumont.

Dévoilant hier sa plate-forme électorale, l'ADQ s'est aussi engagée à ce que les économies ainsi générées servent à réduire le fardeau fiscal des Québécois, les plus taxés en Amérique du Nord. Quant aux surplus budgétaires qui se matérialiseront avec l'atteinte du déficit zéro, ils iront entièrement à la réduction de la dette. L'Action démocratique devient ainsi la seule formation à vouloir consacrer la totalité des excédents à venir au remboursement des dépenses du passé.

« Depuis des années, les Québécois vivent à crédit. En accumulant une dette totale de 80 milliards, les gouvernements libéralo-péquistes ont hypothéqué l'avenir de la nouvelle génération. On a ainsi fait le choix de dépenser maintenant, quitte à laisser la facture aux générations

Voir **L'ADQ** *en A2*



- **Charest est-il l'homme du refus?** *Page A8*
- **Béton ou sables mouvants?** *Page A8*
- **Malavoy croit battre Charest.** *Page A10*

Mika Hakkinen sacré champion du monde des pilotes de F. 1

— À lire en page S7



Alea jacta est

MICHÈLE OUIMET

Les Montréalais élisent aujourd'hui leur 41e maire, à l'aube de l'an 2000.

Au total, 254 candidats — 78 femmes et 176 hommes — se disputent les 51 districts électoraux et huit candidats se présentent à la mairie, soit Pierre Bourque d'Équipe Bourque/Vision Montréal, Jacques Duchesneau de Nouveau Montréal, Jean Doré d'Équipe Montréal, Michel Prescott du RCM, Michel Bédard du parti Montréal 2000 et trois indépendants, Laurent Alie, Michel Dugré et Patricia Métivier.

Une véritable armée de travailleurs — ils sont près de 6000 — s'active aujourd'hui pour s'assurer que le vote se déroulera selon les règles de l'art. Les 629 932 électeurs peuvent se présenter dans un des 2400 bureaux de scrutin répartis dans 425 lieux différents.

Mais il ne faut pas se faire d'illusion : en moyenne, à peine un Montréalais sur deux prend la peine d'aller voter. En 1994, 47,5%

Voir **ALEA** *en A2*

■ **Autres informations sur les municipales: pages A3 à A6**

Ça va mal...

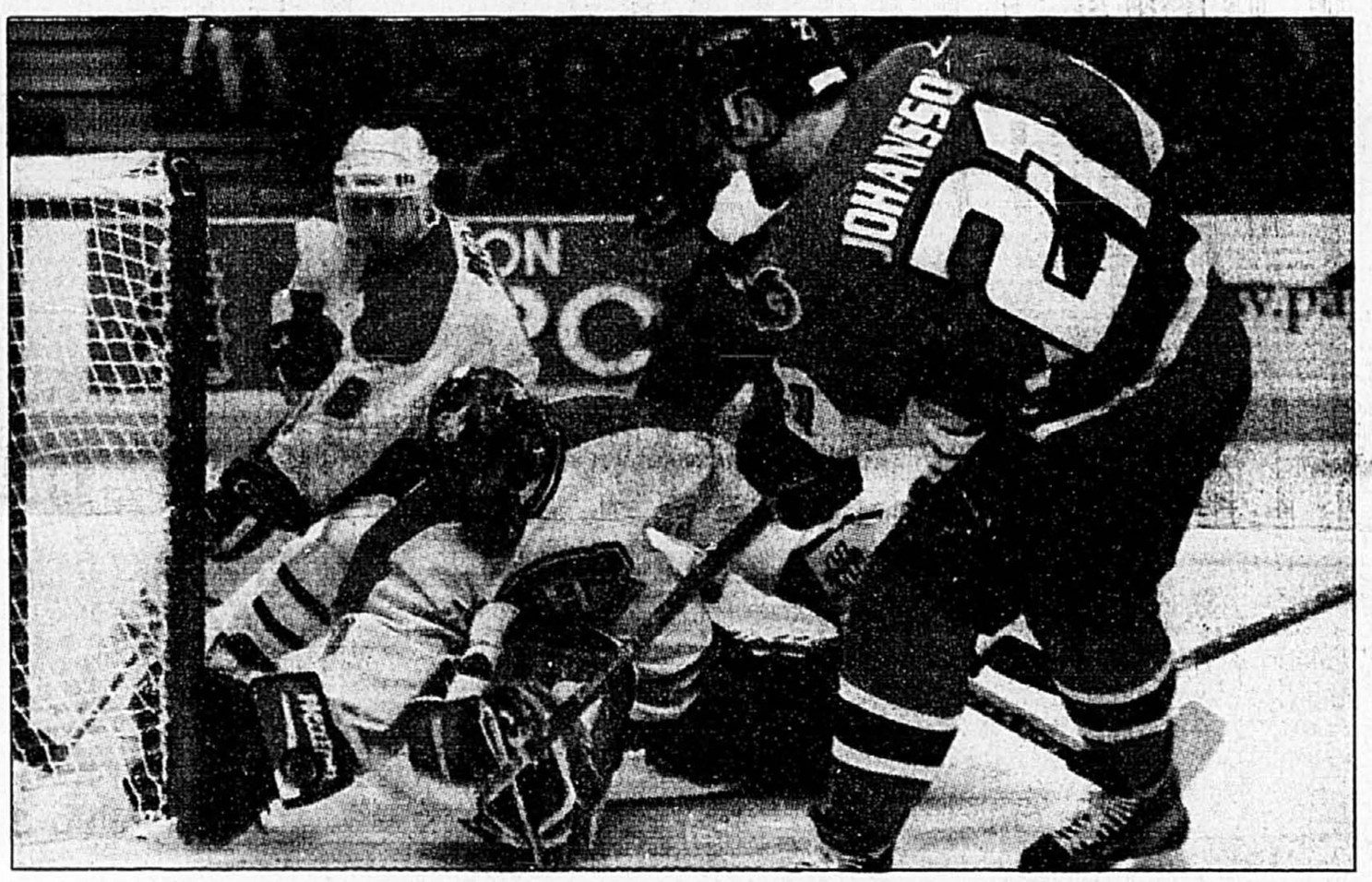


PHOTO *Presse Canadienne*

Tout comme Jocelyn Thibault qui a accordé trois buts en dix tirs au début du match, José Théodore a subi les assauts des attaquants des Sénateurs d'Ottawa qui ont infligé un revers de 5-1 au Canadien, hier soir à Ottawa. Sur ce jeu, Théodore frustre Andreas Johansson pendant que Mark Recchi doit jouer les spectateurs. Recchi a marqué pour l'unique but du tricolore au troisième engagement. **À lire dans le tabloïd Sports**

Loblaw-Provigo: un mariage de raison

DENIS ARCAND et MIVILLE TREMBLAY

La prise de contrôle de Provigo par Loblaw s'est faite dans un environnement concurrentiel semblable à celui des fusions bancaires annoncées l'automne dernier. Selon les patrons de Provigo, les dirigeants des cinq grands épiciers canadiens craignent comme la peste de se retrouver dans la position de la Banque Scotia ou de la Banque Nationale, chacune toute seule dans son coin, sans partenaire.

« On a reçu l'offre non sollicitée de Loblaw jeudi soir, mais tous les épiciers canadiens travaillent sur des scénarios de fusion-acquisition depuis plusieurs mois », a dit avant-hier Pierre Migneault, président et chef de la direction de Provigo.

« Et c'est l'offre de Sobeys sur le Groupe Oshawa (IGA et Boni, au Québec), lundi, qui a tout précipité, dit M. Migneault. Ça me fait beaucoup penser à la fusion des grandes banques canadiennes : les premiers qui ont trouvé un

Voir **LOBLAW** *en A2*

Le vote des mamans serveuses

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, NEW YORK

La Presse à **NEW YORK**

Chaque fois, les élections américaines donnent naissance à un mythe, à un groupe emblématique cultivé par les spécialistes du marketing politique. En 1994, les hommes blancs en colère ont porté au pouvoir les troupes « révolutionnaires » de Newt Gingrich. En 1996, les mamans soccer ont jeté leur dévolu sur Bill Clinton. En 1998, c'est au tour des mamans serveuses de se prononcer.

Les mamans serveuses ne travaillent pas toutes dans des *burger joints*, mais elles gagnent toutes des petits salaires. Âgées de moins de 50 ans, elles sont généralement de race blanche et ne possèdent qu'un mince diplôme d'études secondaires. L'affaire Lewinsky les a déprimées. Une fois de plus, les politiciens de Washington se sont énervés pour une histoire qui n'a absolument rien à voir avec les difficultés de leurs vies. Qui aura leurs voix ?

À deux jours des élections de mi-mandat aux États-Unis, le vote des mamans serveuses fait partie d'un panorama politique fascinant. Les Américains éliront les membres de leurs assemblées législatives locales, quelques gouverneurs, une trentaine de sénateurs et les 435 membres de la Chambre des représentants, dont la majorité républicaine a enclenché la procédure de destitution du président au début d'octobre.

À la surprise générale, les derniers jours de la campagne sont marqués par un retour en force de l'affaire Lewinsky dans le débat national. Au début de la semaine, Gingrich a donné le feu vert à la diffusion de trois publicités télévisées ramenant sur le tapis les mensonges de Clinton sur sa liaison sexuelle avec l'ex-stagiaire de la Maison-Blanche. Dans l'une d'elle, un narrateur à la voix insistante exhorte les téléspectateurs à ne pas « récompenser » le président en votant pour les candidats de son parti. Dans une autre publicité, deux femmes dans la trentaine jasent au salon. L'une demande : « Qu'as-tu dit à tes enfants ?

— Je ne sais pas quoi dire, répond l'autre.

— C'est mal, reprend la première femme. Pendant sept mois, il nous a mentis. »

Gingrich joue gros en misant sur une affaire dont la majorité des Américains ont soupé. De toute évidence, il cherche à fouetter la base conservatrice du Parti républicain. C'est peut-être dur à croire, mais la droite américaine est déboussolée ces jours-ci. À son grand désespoir, Clinton est à peu près certain de survivre au Monicagate. Et les sièges qu'elle espérait gagner au Sénat et à la Chambre des représentants en raison du scandale pourraient se compter sur les

Voir **LE VOTE** *en A2*

426
JOURS AVANT L'AN 2000

INDEX

Petites annonces		- affaires	C9	Décès	C9	Laporte Stéphane	A5	Mots croisés	C6,C11
- index	C5	Arts et spectacles	B1 à B12	Êtes-vous observateur	C5	La presse d'ailleurs	A13	Robitaille Louis-B.	A14
- immobilier	C5	- horaire spectacles	B11	Génies en herbe	C11	Le bridge	C7	Sciences	C11, C12
- marchandises	C5, C6	- horaire télévision	B2	Feuilleton	C8	Le monde	A12	Têtes d'affiche	A15
- emplois	C6	Bandes dessinées	C7	Horoscope	C6	Loteries	A2, A7	Tabloïd Sports	
- automobile	C6 à C9			La Jeune Presse	C10	Politique	A8 à A10	- Réjean Tremblay	S5

SANTÉ
Antibiotiques: le bon usage
- cahier C

MÉTÉO
Nuageux avec percées de soleil
Max. 9, min. 1
Cahier Sports, page 16

6 21924 98765 1



Suites de la une

L'ADQ veut mettre la hache dans la fonction publique

L'ADQ / *Suite de la page A1*

qui suivront. En ce sens, l'Action démocratique du Québec considère prioritaire le remboursement de la dette », lit-on dans le résumé de sa plate-forme.

Le calcul de Mario Dumont est simple : remboursons pendant que nous sommes encore nombreux à pouvoir le faire. Car après, avec le vieillissement de la population, ce ne sera plus guère possible et les générations futures hériteront de l'insouciance des précédentes. Le « pont entre les générations » préconisé par l'ADQ, c'est cet arrimage entre les plus jeunes et les générations qui les ont précédés.

Pour cela il faudra réduire l'appareil gouvernemental encore plus que ce qu'on a vu ces dernières années. Les détails seront explicités demain mais, déjà, le parti donne des pistes de travail. Ainsi, l'Action démocratique préconise l'abolition de ministères entiers, comme ceux de la Famille et de la Métropole. Celle, aussi, de dizaines d'organismes et de conseils consultatifs du gouvernement. Adieu Conseil du statut de la femme, Conseil permanent de la jeunesse, Conseil supérieur de l'éducation, etc.

En revanche, ce n'est pas parce que la taille de la fonction publique et parapublique sera amputée du quart — moins d'argent dans les tours à bureaux de Québec, aiment à répéter les candidats adéquistes et leur chef — que le nombre de postes sera réduit dans la même proportion. Mais des emplois perdus, il y en aura. Et plus question de « tabletter » des fonctionnaires à ne rien faire. C'est le genre de décision qu'un gouvernement courageux doit prendre, un travail qui doit être accompli, affirme Mario Dumont.

L'Action démocratique entend aussi appliquer d'autres éléments de son programme au cours de la présente campagne, pour préconiser par exemple l'abolition des emplois garantis à vie dans le secteur public ainsi que les « abus de l'ancienneté ». Très à droite, ce programme ? Plus que celui de Jean Charest ? « Ce qui fait la crédibilité d'un programme, c'est pas les étiquettes », répond Mario Dumont. Quant au Parti libéral, « on ne sait plus où ils sont. Ils promettent tout en même temps. C'est leur crédibilité qui est en question, les gens ne les croient tout simplement plus, ils pensent qu'ils ne feront pas ce qu'ils disent ».

Le programme électoral de l'Action démocratique porte en bonne partie sur l'économie, mais aussi sur la santé, l'éducation et la Constitution. Avec, comme trame générale, un attachement aux valeurs dites traditionnelles. « Nous croyons en des valeurs telles que le travail, la famille, la liberté d'entreprise, l'entraide, la justice et l'intégrité, et nous voulons les remettre à l'avant-plan de la société québécoise », explique le plus jeune chef de formation au Québec.

Le message passe admirablement, dit-il, depuis le début de la campagne électorale. L'Action démocratique recommande des changements que les gens verront dans leur vie quotidienne, dans les écoles, les hôpitaux, couplés à des baisses d'impôts, un remboursement de la dette publique et une présence moindre de l'État dans la vie des citoyens. Une formule qui fait son chemin, assure-t-on à l'ADQ.

Alea jacta est

ALEA / *Suite de la page A1*

des électeurs ont voté. En 1991, le pourcentage avait chuté à 36 %, comparé à 50 % en 1986, 52 % en 1982, 58 % en 1978, 41 % en 1974 et 51 % en 1970.

La campagne qui s'achève a duré 58 jours. C'est long, très long, surtout si on compare avec le provincial, où le sprint ne dure cette fois que 33 jours, et le fédéral, où la période électorale se termine au bout de 39 jours.

En 1994, Pierre Bourque a causé une surprise en raflant 39 des 51 districts électoraux, alors que les sondages indiquaient que Jean Doré était légèrement en avance (42 % des intentions de vote, après répartition des indécis, comparé à 39 % pour M. Bourque).

Cette année, les sondages donnent M. Bourque gagnant. Le dernier SOM, réalisé du 18 au 22 octobre, indique que le maire récolte, avant répartition des indécis, 36,1 % des intentions de vote, coiffant facilement ses adversaires Jacques Duchesneau (18,2 %), Jean Doré (17,9 %) et Michel Prescott (9,5 %).

Si les chefs sont battus, ils peuvent toujours prendre la place de leur colistier pour siéger à l'hôtel de ville, s'il est élu dans son district évidemment. Pierre Bourque a choisi Kettly Beauregard dans Marie-Victorin, Jacques Duchesneau a jeté son dévolu sur Jimmy Capogreco dans Ahuntsic et Michel Prescott fonde tous ses espoirs sur Lucia Kowaluk dans Jeanne-Mance.

Quant à Jean Doré, il n'a pas de colistier. S'il perd, il ne pourra siéger à l'hôtel de ville.

Le maire élu pourra-t-il s'appuyer sur une majorité au conseil municipal (il a besoin d'au moins 26 conseillers) ou devra-t-il gouverner avec l'opposition, comme M. Bourque le fait depuis plus d'un an ? À la dissolution du conseil, la position des partis était la suivante : Équipe Bourque/Vision Montréal 24, indépendants 9, Nouveau Montréal (Jacques Duchesneau) 8, Équipe Montréal (Jean Doré) 4, RCM 2, Coalition démocratique 2, Action municipale de Montréal 1.

Les Montréalais disposent de deux bulletins de vote : un pour élire le maire et un pour désigner le conseiller. Selon SOM, les gens ont de la difficulté à associer le nom du candidat à la mairie avec le bon parti politique. En effet, à peine un électeur sur cinq (22 %) est capable d'affirmer qu'Équipe Montréal est dirigé par Jean Doré et que Michel Prescott est le chef du RCM. Par contre, 35 % des Montréalais savent que Jacques Duchesneau est le chef de Nouveau Montréal.

Quant à Pierre Bourque, il a contourné l'ignorance des électeurs en faisant changer le nom de son parti en y accolant son nom. Vision Montréal est devenu Équipe Bourque/Vision Montréal. Ses partisans ont donc peu de chances de se fourvoyer dans l'isoloir en apposant leur croix sur le mauvais candidat.

Plusieurs candidats risquent de vivre des moments douloureux ce soir. S'ils ne réussissent pas à récolter au moins 20 % des voix, la Ville ne leur remboursera pas la moitié de leurs dépenses électorales. En moyenne, un candidat a le droit de dépenser 6000 $.

Loblaw-Provigo: un mariage de raison

LOBLAW / *Suite de la page A1*

partenaire se sont taillé les meilleures places. Ceux qui ont attendu se sont retrouvés tout seuls », a dit M. Migneault en évoquant la Banque Nationale.

« Alors tout le monde dans l'épicerie s'est mis sur le téléphone (lundi) pour trouver un partenaire. Nous, ici, on ne fait que ça depuis une semaine et c'est pareil chez les quatre autres. »

Provigo avait engagé Merryl Lynch (dont le président Guy Savard est un ancien président de la Caisse de dépôt), tandis que Nesbitt Burns épaule Métro-Richelieu.

Mais Michaud dit que la danse nuptiale avait commencé il y a plusieurs mois et que la saison des amours s'est ouverte aux États-Unis. « Là-bas, il y a eu 22 fusions ou acquisitions durant les 21 derniers mois, et pas une au Canada. C'est clair que quelque chose s'en venait ici aussi. » Migneault dit que Provigo a même pensé « acheter ou fusionner aux États-Unis ».

Une fois la nécessité de fusionner acceptée, la dynamique était inéluctable.

« Ce n'est pas compliqué, il y a six acteurs sur le marché canadien, cinq si on met de côté l'Américaine A&P, qui est juste en Ontario. Empire (Sobeys) est une entreprise familiale, donc rien à faire de ce côté-là. Loblaw aurait été trop gros à avaler. Ça laissait Oshawa et Métro-Richelieu, comme partenaires de fusion, qu'on a examiné très sérieusement », jusqu'à ce que l'offre de Sobeys sur Oshawa, lundi, vienne tout bousculer.

Quand on lui parle de Métro-Richelieu, Migneault dit que « les petits vont survivre », mais que Provigo « aime mieux être marié avec le meilleur et le plus gros ».

Métro-Richelieu a beau avoir du chagrin, MM. Michaud et Migneault ne sont pas émus : « De tous les mariages possibles, ça aurait été le pire pour les consommateurs, le pire pour les employés et le pire pour les actionnaires », dit Michaud, qui dit que l'offre formelle de Métro-Richelieu n'est jamais venue. « Selon nos avocats, ça aurait pris au moins neuf mois pour faire passer ça au Bureau de la concurrence et il aurait fallu nous défaire de deux milliards en chiffre d'affaires. »

L'entreprise aurait contrôlé plus de 60 % du marché québécois. Il donne l'exemple de Joliette, où deux Métro et deux Provigo ont pignons sur rue. « Au Québec, il aurait fallu fermer au moins 100 magasins, fermer un siège social et licencier Dieu sait combien d'employés. Et même après tout ça, les actionnaires se seraient retrouvés avec une action valant moins que son prix d'hier. »

Quoi qu'il en soit, peut-être est-il utile de rappeler que déjà, le 17 février dernier, Provigo avait signé un contrat avec les Boulangeries Weston (Loblaw appartient à Weston) lui accordant le contrat de fabrication des pains des marques Provigo, Maxi et Maxi et Cie...

Provigo a eu une bonne offre notamment parce que « c'est un mariage parfait pour Loblaw » a dit l'analyste Pierre Cyr, de Tassé et Associés, qui note que l'implantation de Loblaw au Québec a été plus dure que prévu, même si elle a fait mal à Provigo.

« En achetant Provigo, Loblaw n'a plus besoin de se battre pour trouver des terrains, n'a plus besoin de monter un système de distribution et, en plus, achète des magasins qui correspondent à son concept de grande surface. Provigo a ouvert 12 Maxi et Cie de 82 000 pieds carrés (dont trois en Ontario) et 71 Maxi (trois en Ontario) de 36 000 pieds carrés. Il y a aussi 162 Provigo (85 corporatifs, le reste en franchisés) de 20 000 pieds carrés en moyenne. »

Loblaw a 360 magasins corporatifs dont la superficie moyenne est de 43 600 pieds carrés, et a des contrats avec 547 franchisés.

« L'offre en actions et cash permet à Loblaw de sortir peu d'argent de sa poche (si assez d'actionnaires de Provigo préfèrent des actions Loblaw à l'argent) sans diluer pour la peine son contrôle. »

Le vote des mamans serveuses

LE VOTE / *Suite de la page A1*

doigts de la main plutôt que par dizaines.

Il y a peut-être un revirement politique dans l'air aux États-Unis. C'est comme si les Américains en avaient marre du côté excessif de la droite républicaine. Et comme d'habitude, la Californie semble être prête à jouer son rôle de précurseur. À moins d'une surprise, les électeurs de l'État éliront mardi un démocrate modéré — Gray Davis — au poste de gouverneur, mettant ainsi un terme à 16 années consécutives de conservatisme républicain à Sacramento.

Il est intéressant de noter que la Californie, berceau du reaganisme, est aujourd'hui l'un des États américains où Clinton est le plus populaire. De quoi faire enrager encore davantage les troupes « révolutionnaires » de Gingrich, qui se réclament de Ronald Reagan.

Pauvres républicains. Que peuvent-ils faire contre Clinton, ce *Come Back Kid* perpétuel qui s'attribue le mérite de la réforme de l'aide sociale et de l'équilibre du budget, deux de leurs principaux chevaux de bataille ? Que peuvent-ils dire à la lumière des sondages reflétant un sentiment de bien-être économique au sein d'une bonne partie de la population, y compris chez les Noirs ?

En désespoir de cause, Gingrich a choisi de ressortir Monica. Ce faisant, il a voulu transformer le scrutin de mardi en référendum. « Telle est la question de ces élections », dit le narrateur d'une des publicités républicaines. « Récompensez Bill Clinton. Ou votez républicain. »

Les publicités de Gingrich ont été diffusées dans seulement 30 districts électoraux où Clinton est particulièrement détesté. Mais elles ont eu un écho national. Et les démocrates y ont répondu en diffusant leurs propres spots publicitaires sur la question. Ils espèrent un contrecoup.

« Ce n'est pas une époque ordinaire », dit le narrateur d'une des publicités démocrates. « Les républicains ont comme priorité de déloger le président de son poste. Ils veulent gaspiller des millions de dollars en enquêtes interminables. Les démocrates veulent régler nos vrais problèmes — le régime de retraite, les droits des patients, la réduction des classes dans les écoles, l'embauche des enseignants. »

Et le narrateur de conclure : « Mardi prochain, votez démocrate. Et dites au Congrès que nous sommes prêts à passer à autre chose. » Dans les restaurants du New Jersey ou de l'Illinois, les mamans serveuses sont probablement du même avis.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détaillants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions, Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

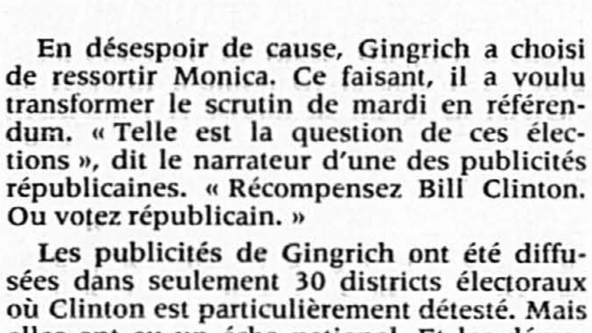
La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée,* 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.
Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650» Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **7-1-7**
à quatre chiffres : **2-1-3-1**
6/49: **3-11-24-37-38-39Compl.42**
extra: **197759**

19 844 340$
Merci!
Centraide du Grand Montréal
Objectif 32,2 millions
493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tél.: (514) 288-1261
PRÊTONS MAIN-FORTE

DEMAIN DANS LA PRESSE



Honda Odyssey : capable d'affronter la concurrence

■ La compagnie Honda avait tardé à s'intéresser au secteur des fourgonnettes. Cette fois, Honda a cessé de faire bande à part avec la deuxième génération de l'Odyssey. Celle-ci est non seulement le plus gros véhicule jamais construit par Honda, mais aussi le plus imposant de la catégorie. Pour en savoir plus, lisez la chronique de Denis Duquet dans le cahier Auto de lundi.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre? Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Selon vous, est-ce que l'achat de Provigo par Loblaw est une bonne chose?

Appuyez-vous Jean Charest lorsqu'il somme Jean Chrétien de «se tasser» dans le dossier constitutionnel?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 87 %
Non: 13 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.



Les aspirants maires... aux urnes

MARIE-CLAUDE GIRARD

Décidément, la fin de la campagne électorale semble favoriser Pierre Bourque. Le maire sortant n'aura pas à mettre le nez dehors ce matin pour aller voter puisque le bureau de vote se trouve dans l'immeuble qu'il habite, boulevard de L'Assomption. Sa journée sera consacrée à la tournée d'une trentaine des 51 districts. Vers 20 h, il rejoindra ses partisans au Club Dôme, une discothèque de la rue Sainte-Catherine.

Jean Doré ira voter à 10 h au 105, rue Ontario Est, dans le district Saint-Jacques. Après un appel d'encouragement à ses candidats, il tentera de s'évader dans la nature pour quelques heures de plein air. Puis, une fois les résultats connus, il ira rejoindre ses troupes au quartier général d'Équipe Montréal, en face du parc Lafontaine.

Hier encore, après la parution d'un nouveau sondage qui le place à 12,8 % des intentions de vote, avant répartition des indécis, il a appelé les électeurs à appuyer « la seule équipe apte à administrer efficacement ». Par voie de communiqué, il s'adresse particulièrement à ceux qui s'apprêtent à voter pour le RCM. « Équipe Montréal incarne les valeurs de justice sociale, de solidarité, d'égalité entre les hommes et les femmes et de démocratie traditionnellement portées par le RCM, tout en ajoutant la rigueur nécessaire à la gestion efficace des finances. »

M. Doré dénigre au passage les possibilités de 500 millions d'investissement dans des immeubles existants par une firme anglaise dont des membres liés à Montréal appuient Jacques Duchesneau. « Il s'agirait plutôt d'une augmentation de la mainmise étrangère sur des propriétés montréalaises, sans la moindre perspective de création d'emplois. »

Tel que prévu, Jacques Duchesneau, ses candidats et plusieurs dizaines de supporters ont profité de l'après-midi de l'halloween pour se rendre à l'hôtel de ville en métro. Coiffé d'un casque de construction (pour « construire un nouveau Montréal »), M. Duchesneau a invité ses partisans à l'y rejoindre ce soir, advenant son élection. À son tour, il appelle les électeurs du RCM et d'Équipe Montréal à l'appuyer.

Ce matin, M. Duchesneau va à la messe à l'église Saint-Benoît, dans le quartier Ahuntsic, avant de se rendre à pied au bureau de vote à l'école du même nom, vers 10 h 15. Il passera ensuite l'après-midi à visiter les locaux électoraux de Nouveau Montréal. Il suivra le dépouillement du scrutin avec sa famille avant de rejoindre ses militants au quartier général de son parti, au 7400, boulevard Saint-Laurent.

Le chef du Rassemblement des citoyens de Montréal, Michel Prescott, va voter vers 10 h 30 à l'école Jean-Jacques-Olier, avenue des Pins Est. De 14 h à 19 h, il parcourra les bureaux de vote et les locaux de ses 43 candidats. Toute l'équipe se rassemblera en début de soirée au Comité social Centre-Sud, rue Beaudry.

La soirée des élections de la Coalition démocratique, qui présente 21 candidats, se déroulera dans un restaurant de la rue Sherbrooke Ouest, près du boulevard Décarie.



PHOTO ANDRÉ FORGET, *La Presse*

C'est la saison des élections, mais aussi des bazars. Pierre Bourque était de passage hier midi à celui de la paroisse Saint-Bernard, dans l'est de l'île.



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Après un rallye dans le métro, Jacques Duchesneau et ses troupes ont envahi les abords de l'hôtel de ville, hier après-midi, dans l'espoir d'y entrer pour de bon ce soir.

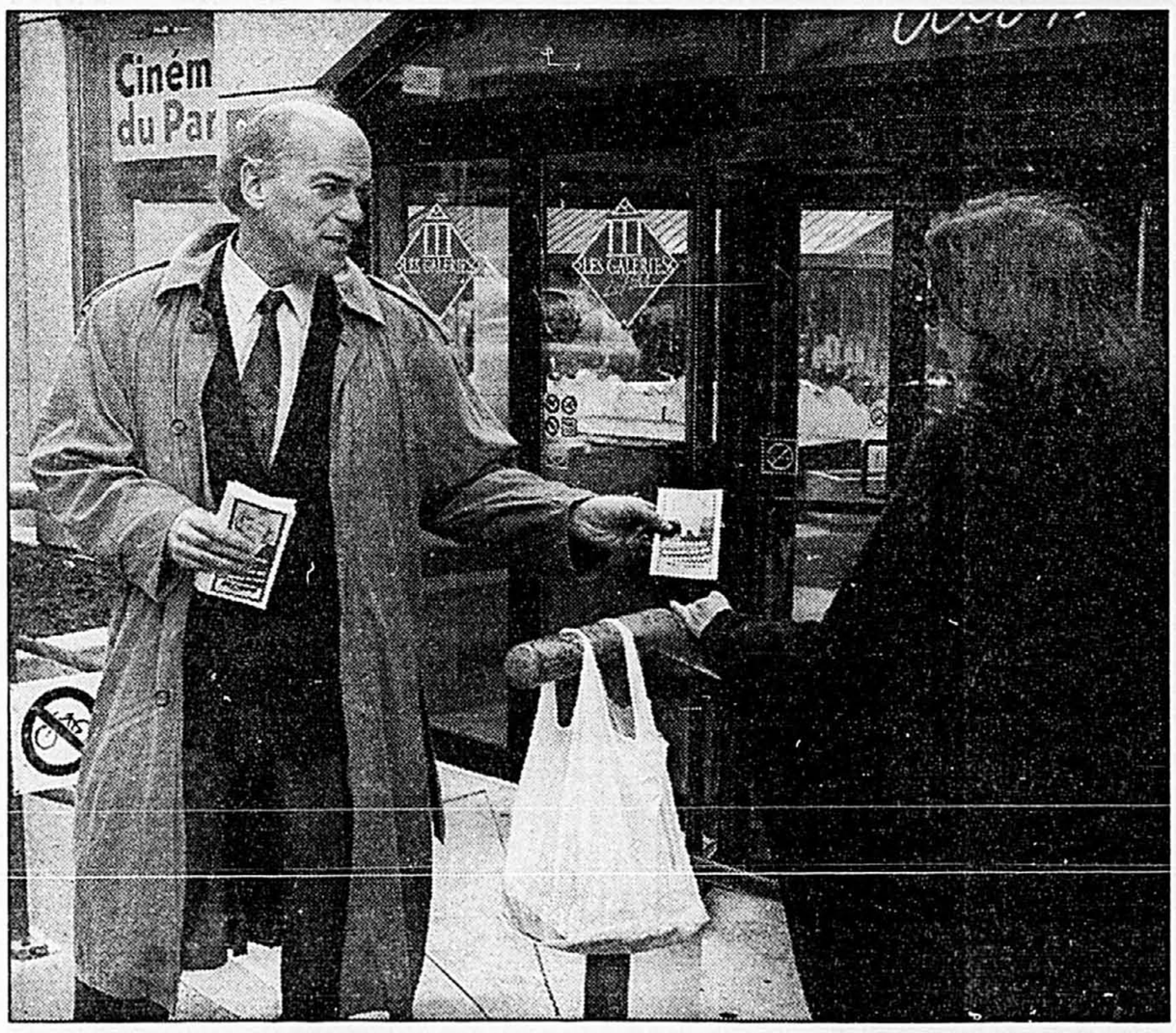


PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

Avenue du Parc, hier matin, le conseiller sortant de Jeanne-Mance, Michel Prescott a renoué avec les électeurs de son district, devant le complexe La Cité.



PHOTO ROBERT SKINNER, *La Presse*

En compagnie de la candidate Helen Fotopulos, Jean Doré est allé manger hier avec les personnes âgées de la résidence Saint-Dominique, boulevard Saint-Joseph Est.

Des soucis financiers à l'horizon

Plusieurs candidats risquent de ne pas avoir droit à un remboursement de dépenses

GILLES GAUTHIER

Les résultats des élections d'aujourd'hui à Montréal pourraient donner des maux de tête financiers à plusieurs candidats dans les districts et aussi à la mairie. Ils doivent être élus ou obtenir au moins 20 % des votes pour avoir droit au remboursement de la moitié des dépenses qu'ils ont effectuées pendant la période électorale officielle. Elle a débuté le 4 septembre et se termine à minuit ce soir.

À la mairie, Michel Prescott (RCM) et Jean Doré (Équipe Montréal) pourraient être obligés de faire leur deuil d'un remboursement d'une partie importante de leurs dépenses. Il en va évidemment de même de tous les candidats moins en vue, Michel Bédard (Montréal 2000), Laurent Alie, Michel Dugré et Patricia Métivier.

Les partis de Pierre Bourque et Jacques Duchesneau recevront probablement de la Ville, donc des contribuables montréalais, un chèque représentant la moitié de leurs débours. Ces derniers sont assujettis à un plafond, calculé principalement en fonction du nombre d'électeurs et du nombre de candidats dans les districts.

Ceux qui avaient des aspirants dans les 51 districts (Bourque, Doré, Duchesneau) avaient droit de dépenser un maximum de 615 003,40 $. Ce montant est le résultat de l'addition des dépenses autorisées pour la mairie (297 619,40 $) et des débours permis dans chacun des districts. Ces derniers dépendent du nombre d'électeurs et varient cette année de 5465,45 $ à 7057,95 $. Le RCM (43 candidats) la Coalition démocratique (21) et Montréal 2000 (20) étaient soumis à des limites moins élevées.

Même si un aspirant à la mairie n'obtient pas 20 % du vote, ses candidats dans les districts qui auront dépassé ce seuil permettront à la formation de recevoir un remboursement calculé en fonction de leurs dépenses au niveau local.

Les dépenses sont soumises à des règles rigides et un fonctionnaire municipal précise qu'elles font l'objet d'une première vérification par le service des Finances de la Ville et d'une deuxième par le bureau du Directeur général des élections du Québec.

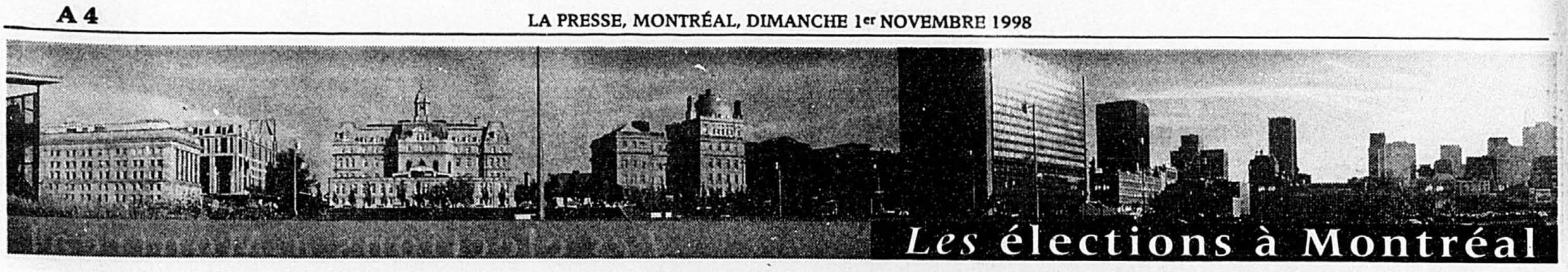
La situation le plus catastrophique pour les perdants est de s'incliner devant un gagnant très populaire. La moins désastreuse est celle où les forces sont à peu près égales.

Les élections de 1994 nous en fournissent des exemples. Dans le district de Saint-Henri, Germain Prégent, alors candidat de Vision Montréal et maintenant avec Nouveau Montréal, avait obtenu 69,6 % des votes, reléguant tous ses adversaires sous la barre des 20 %. Le deuxième, Benoît St-Jean du RCM, avait recueilli 17,4 % des suffrages et les deux autres un peu plus de 5 %. Dans Snowdon, Marvin Rotrand (Coalition démocratique) avait également empêché tous ses opposants d'avoir droit à un remboursement en obtenant 65 %. Le deuxième et le troisième avaient reçu 13 % chacun.

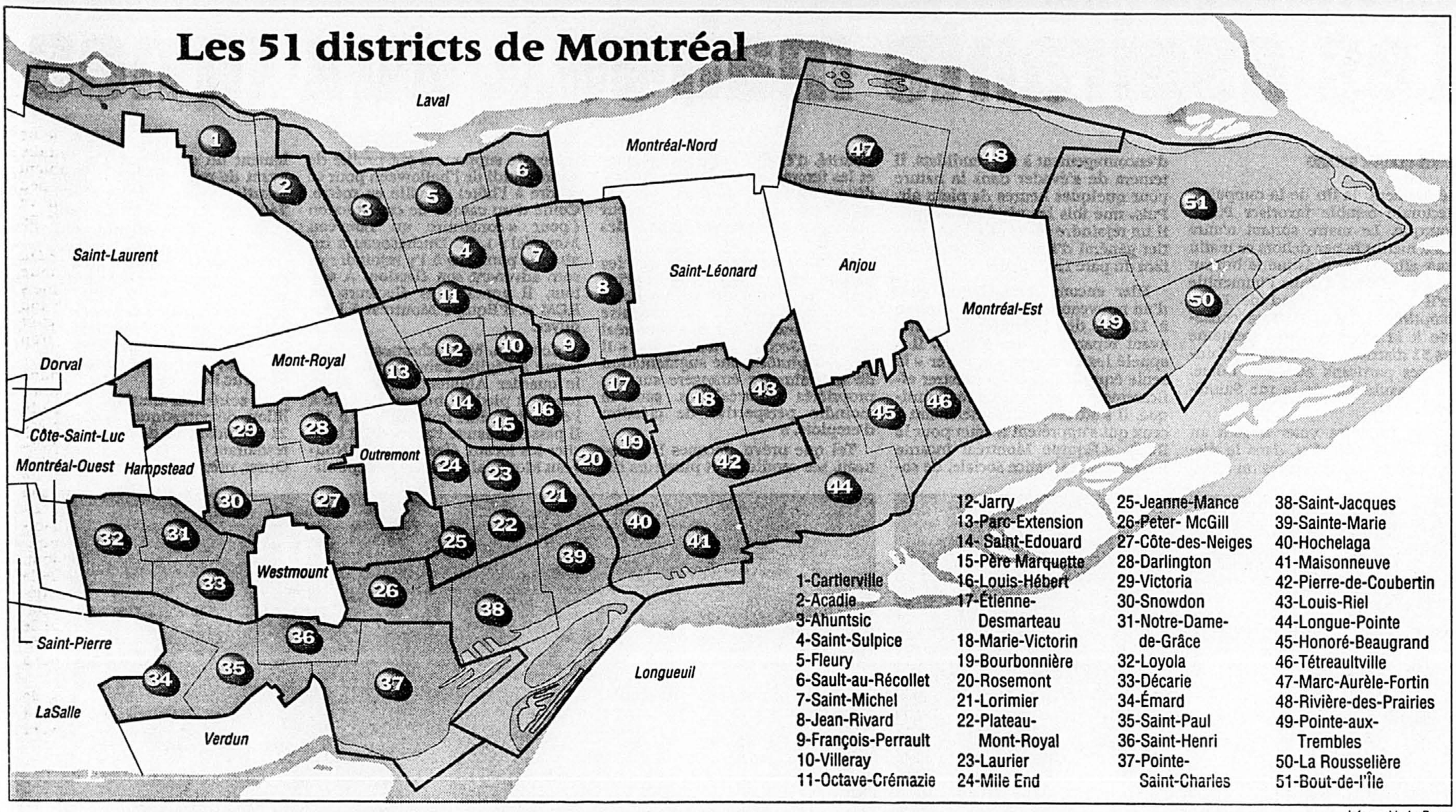
Dans Notre-Dame-de-Grâce par contre, Michael Applebaum (avec Jérôme Choquette à l'époque et aujourd'hui avec Jacques Duchesneau) avait été élu avec 30 % et ses adversaires avaient recueilli 29,4 %, 20 % et 18,3 %. Dans Pointe-Saint-Charles : Marcel Sévigny, encore candidat indépendant cette année, 31,1 % et ses opposants 26,9 %, 20,4 % et 18,6 %.

Il y a quatre ans, Pierre Bourque avait obtenu 46,6 % des votes et avait fait élire le plus grand nombre de candidats. Jean Doré était deuxième (31,5 %) suivi de Jérôme Choquette (12,8 %). Pourtant le RCM de M. Doré avait reçu un remboursement de 256 350,58 $ et Vision Montréal, de 185 387,90 $. Plusieurs dépenses du parti de M. Bourque n'avaient pas été retenues par les vérificateurs, entre autres parce qu'elles n'avaient pas été effectuées pendant la période électorale officielle. Le Parti des Montréalais de M. Choquette avait eu droit à un maigre 13 284,67 $.

Pour un candidat indépendant, le remboursement ne peut excéder le montant des dettes qu'il a encourues pour ses dépenses électorales.



Les 51 districts de Montréal



Infographie *La Presse*

Liste des candidats à Montréal

Légendes :
x = Maire sortant ou candidat sortant
CDM = Coalition démocratique de Montréal
EB = Équipe Bourque Vision Montréal
EM = Équipe Montréal
IND = Indépendant
NM = Nouveau Montréal
PM = Parti Montréal 2000
RCM = Rassemblement des citoyens de Montréal

Mairie

Laurent ALIE IND
Michel BÉDARD PM
xPierre BOURQUE EB
Jean DORÉ EM
Jacques DUCHESNEAU NM
Michel DUGRÉ IND
Patricia MÉTIVIER IND
Michel PRESCOTT RCM

District 01 Cartierville

Fatima EL AMRAOUI RCM
xPierre GAGNIER NM
Gérard LEGAULT EB
Marc RUBIN CDM
Ricardo ZARRUK EM

District 02 Acadie

Georges S. BERBERI NM
xNoushig ELOYAN EB
Roger LABELLE RCM
Patrice LEBLANC PM
Nadia MOUSSA CDM
Pedro UTILLANO EM

District 03 Ahuntsic

xHasmig BELLELI EB
Jimmy V. CAPOGRECO NM, colistier de Jacques DUCHESNEAU
Néomie LA ROQUE de ROQUEBRUNE CDM
Renée MILLETTE RCM
Yvan TREMBLAY PM
Pierre VEILLEUX EM

District 04 Saint-Sulpice

xMaurice BEAUCHAMP EB
Jean DES TROIS MAISONS NM
André-Pierre DUCHAMP RCM
France HUBERT EM
Frédéric LA BRIE PM

District 05 Fleury

Martine BLANC EM
Pierre DE MONTIGNY NM
Stéphanie DUBOIS PM
Pierre LACHAPELLE IND
Pierre LAPOINTE EB
Henry SEE CDM

District 06 Sault-au-Récollet

xSerge-Éric BÉLANGER EB
Micheline JOURDAIN EM
Vincenzo MERCADANTE NM
Jean RÉMILLARD RCM

District 07 Saint-Michel

Pasquale COMPIERCHIO EM
Marcel FIRMIN IND
Valentino NELSON RCM
Myrlande PIERRE NM
xPaolo TAMBURELLO EB

District 08 Jean-Rivard

Solange ALLEN RCM
xDaniel BOUCHER IND
Claude BRICAULT NM
Keder HYPPOLITE EM
Nicole ROY-ARCELIN EB

District 09 François-Perrault

Yasmin BAUTISTA EM
xVittorio CAPPARELLI RCM
Michel HANDFIELD IND
Lanise HAYES NM
Frank VENNERI EB

District 10 Villeray

Serge FLEURY EM
xSylvain LACHANCE EB
Salvatore RUBBO RCM
Naïma SEBBAH NM

District 11 Octave-Crémazie

Roger CARON RCM
Guy GEOFFRION NM
Danielle LIA EM
xAnie SAMSON EB

District 12 Jarry

Tito ALVARADO RCM
Ghislaine CHARLAND NM
Danielle MÉTRAS EM
Étienne PÉLISSIER PM
xAchille POLCARO EB

District 13 Parc-Extension

Naveed ANWAR IND
Sylvia d'APOLLONIA CDM
Mary DEROS EB
Thanasi DIONISOPOULOS RCM
Effie GOURNAKI NM
Christos KARIDOGIANNIS EM
Sofoklis RASOULIS PM

District 14 Saint-Édouard

Anna BAGGIO IND
Richard CROCHETIÈRE NM
xPierre GOYER EM
Line GOYETTE CDM
François PURCELL EB
Alain TREMBLAY RCM

District 15 Père-Marquette

Maxime BERGERON LAURENCELLE EM
Normand GOSSELIN CDM
xRobert LARAMÉE NM
Isabelle LEDUC RCM
Elssa MARTINEZ IND
Jean-François PLANTE EB

District 16 Louis-Hébert

Carl BAILLARGEON EB
Diane BARBEAU EM
André BOUTHILLIER CDM
Uldège COUTURE IND
Louise DORÉ NM
Ginette LAJOIE RCM

District 17 Étienne-Desmarteau

Normand D'AMBROSIO NM
Serge DUBOIS PM
Daniel MICHAUD EM
Yves PELLERIN RCM
Nicole THIBAULT EB

District 18 Marie-Victorin

Anne BARIBEAU RCM
xKettly BEAUREGARD EB, colistière de Pierre BOURQUE
Claude BOISMENU PM
André MEUNIER NM
Manon TANGUAY EM

District 19 Bourbonnière

Claude BÉGIN EM
Christian BOLDUC NM
Denise LAROUCHE EB
Bohdan PASKA RCM
Stéphane THIBEAULT PM

District 20 Vieux-Rosemont

Jacques ARCHAMBAULT NM
Aurèle BOURASSA RCM
Paul COUSINEAU EM
Mélanie DUBOIS PM
Marcel GRÉGOIRE EB
Sylvain LAPALME CDM

District 21 Lorimier

Danielle LACHANCE EM
Janik LITALIEN PM
xRichard THÉORÊT RCM
René THÉROUX EB
Gilbert THIBODEAU NM

District 22 Plateau-Mont-Royal

Douglas BUCKLEY-COUVRETTE NM
André CARDINAL RCM
Magella GAGNÉ IND
Sylvie GAGNON EM
Béranger LESSARD EB
Alain PERRIER PM, colistier de Michel BÉDARD

District 23 Laurier

Jean-Guy AUBÉ CDM
Odile HÉNAULT EB
Hélène JOLICOEUR RCM
Benoît MAINGUY PM
Denis MUNGER IND
Simon ROBILLARD EM
xLouise ROY NM

District 24 Mile End

xHelen FOTOPULOS EM
Evripidis GEORGIOU IND
Maria Teresa HILLAR RCM
Ilias KAPERONIS EB
Arminda MOTA NM

District 25 Jeanne-Mance

Jean-Jacques GALLAGHER IND
Tarik MIHOUBI EB
Carolle PICHÉ-BURTON EM
Lucia KOWALUK RCM, colistière de Michel PRESCOTT
Nelson SANTOS NM

District 26 Peter-McGill

Louise BOYNE NM
René DELBUGUET IND
Jean LAMARRE EM
Normand POTVIN PM
Shawn ROSENGARTEN RCM
Reuven SHULTZ CDM
Gerry WEINER EB

District 27 Côte-des-Neiges

Gilles BERGER RCM
Yolande COHEN EM
François DUMOULIN PM
xPierre-Yves MELANÇON EB
Conrad SAUVÉ NM

District 28 Darlington

xJack CHADIRDJIAN NM
Lilia ESGUERRA RCM
Ronald FINEGOLD CDM
Jean FORTIER EB
Alain LANDRY EM

District 29 Victoria

Dan PHILIP RCM
Michael POLAK NM
Bracha UDASHKIN EM
xSaulie ZAJDEL EB

District 30 Snowdon

Gail CAMPBELL EM
George KOVAC NM
Patricia RIMOK EB
xMarvin ROTRAND CDM

District 31 Notre-Dame-de-Grâce

Michael APPELBAUM NM
Rob BULL EB
Yves LA ROQUE de ROQUEBRUNE CDM
David MOWAT EM
Deborah RANKIN RCM

District 32 Loyola

Stephen LAUDI NM
David OLIVER EM
xJeremy SEARLE IND
Moshe SHAKI EB
Bruce TOOMBS CDM

District 33 Décarie

Sonya BIDDLE EB
xSam BOSKEY CDM
Michèle CIAMPINI NM
Hubert SIMARD EM

District 34 Émard

Robert DOBIE NM
Pascal DUSSAULT EM
Benoît FORTÉ RCM
Christopher B. GRAY CDM
Pierre PAQUIN EB
Daniel TREMBLAY IND

District 35 Saint-Paul

xPhilippe BISSONNETTE NM
Caroline BOUDREAU EM
Nicole CARON GAGNON RCM
Louis MAC HABEE EB

District 36 Saint-Henri

Line HAMEL EB
Jo LECHAY CDM
Maria-Ines OSSES EM
xGermain PRÉGENT NM

District 37 Pointe-Saint-Charles

Olga LEBRON EB
Dominique OLLIVIER EM
Claude RIVARD NM
xMarcel SÉVIGNY IND

District 38 Saint-Jacques

Luc BELHOMME RCM
Diane CORMIER EB
Alain DESCHAMBAULT PM
xSammy FORCILLO EM
Serge LAREAULT NM
Robert SAINT-LOUIS CDM

District 39 Sainte-Marie

Francine BOUDREAULT NM
Serge LAJEUNESSE EB
xMartin LEMAY EM
Marie-France LEVESQUE PM
Alain TREMBLAY CDM
Alain VAILLANCOURT RCM

District 40 Hochelaga

Jacques BEAUDOIN EM
Clément BOUCHARD CDM
Danielle BRAZEAU NM
Marc LAMARCHE RCM
xLuc LARIVÉE EB

District 41 Maisonneuve

Jean BARIBEAU NM
Richer DOMPIERRE EB
Jean-Vianney JUTRAS EM
Jacynthe SIMARD RCM

District 42 Pierre-de-Coubertin

Roland CARRIER RCM
Harry ETIENNE NM
xBenoît PARENT EB
Sylvie TRUDEL EM

District 43 Louis-Riel

David BÉDARD PM
xJacques CHARBONNEAU EB
Nathalie LANGLOIS EM
Bernard LAUZON NM
Daniel THÉRIEN RCM

District 44 Longue-Pointe

Nicole BOUDREAU RCM
Martin DUMONT NM
xClaire ST-ARNAUD EB
Jean-Jacques VIGIER EM

District 45 Honoré-Beaugrand

xIvon LE DUC EB
Pierre LIZOTTE EM
Patrice LORRAIN-CHENU RCM
André POTHIER NM

District 46 Tétreaultville

Danielle BIRON RCM
xJean-Guy DESCHAMPS EB
Jacques GENDRON NM
Arthur PRINCE EM

District 47 Marc-Aurèle-Fortin

xGiovanni DE MICHELE EB
Joe MAGRI NM
Jack Thierry MORENCY EM
Michel RAINVILLE PM

District 48 Rivière-des-Prairies

xAimé CHARRON EB
John DE LUCA NM
Raymond DUBÉ PM
Léopold STE-MARIE EM

District 49 Pointe-aux-Trembles

Ginette BEAUDRY EM
Ghislaine BOISVERT RCM
xMarie LEBEAU NM
Marius MINIER EB
Alexandre PRENEVEAU IND

District 50 La Rousselière

Linda BERTHELOT RCM
Johanne CHAYER NM
xColette PAUL EB
Jacques SAVARD EM

District 51 Bout-de-l'Île

Ginette HOULÉ NM
Réal LEFEBVRE EM
Pierre MORAND RCM
Michel PLANTE EB

Les candidats à Longueuil

Légendes :
x = Maire sortant ou candidat sortant
PML = Parti municipal de Longueuil
AL = Alliance de Longueuil

Mairie

xClaude Gladu PML
Gisèle Hamelin AL

District 1

xJoël Gamache PML
Richard Gagnon AL

District 2

Doris Guérette PML
xCécile M. Langevin AL

District 3

xHenri Dubois PML
Paule Desjardins AL

District 4

Réal Chevalier PML
xNormand Caisse AL

District 5

xNicole Béliveau PML
Maurice Richard AL

District 6

xJohane Fontaine-Deshaies PML
Ghislaine Langlois AL

District 7

Robert Charland PML
Claude Préfontaine AL

District 8

xNicole Lafontaine PML
Suzanne Cyr AL

District 9

xManon D.Hénault PML
Réal Collerette AL

District 10

xMarie-Lise Sauvé PML
Julie Morabito AL

District 11

xBertrand Girard PML
Mario P. Grisé AL

District 12

Régent Bisson PML
xMichel Timperio AL

District 13

xPierre Beaudry PML
Paul Pepin AL

District 14

Michel Desjardins PML
xPierre Racicot AL

District 15

Monique Picard-Sullivan PML
Daniel Marineau AL

District 16

xSimon Crochetière PML
xSylvie Robidas AL

District 17

xClaudette Tessier PML
Benoit l'Écuyer AL



Le devoir de citoyen



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

En ce beau dimanche après-midi, je vais m'écraser dans mon fauteuil préféré. Avec la ferme intention de ne plus bouger de là. Aie, Miami à Buffalo ! Minnesota à Tampa Bay ! Et surtout, San Francisco à Green Bay ! Qu'est-ce qu'un homme peut demander de plus ? Rien.

Au moment précis où les joueurs vont sauter sur le terrain, Titi va arriver dans le salon. L'imperméable sur le dos. Et le pas décidé. Elle va se planter directement devant l'écran. Là, elle va baisser le volume du téléviseur et monter le sien. Elle dira :

« — Allez viens-t'en !

— Où ça ?

— Faut qu'on aille voter !

— Qu'est-ce que tu dis là ? C'est le 30 novembre, les élections.

— Pas celles-là ! Les élections municipales, c'est aujourd'hui !

— Les élections municipales, y'a rien là, c'est pas des vraies élections ! Si tu penses que je vais manquer mon football à cause de ça.

— Comment ça, c'est pas des vraies élections ?

— Des vraies élections, c'est quand Bernard Derome est dans un grand studio qui ressemble à un entrepôt de Future Shop. Plein d'ordinateurs et de moniteurs. Ça dure trois heures. Pis un moment donné, tout arrête, pis là Bernard, il se plisse le front, il se lève un sourcil, il sort ses dents, pis il dit : « À 22 h 08, Radio-Canada annonce que si la tendance se maintient... » Là, on apprend le nom du gagnant, pis on va se coucher. C'est ça, des vraies élections. Ce soir, on va apprendre le résultat des élections municipales entre deux annonces de Molson durant le gala de l'ADISQ. Alors si pour Radio-Canada, c'est plus important de montrer si Lili Fatale remporte la victoire dans la catégorie vidéoclip de l'année, que de montrer si le maire Bourque remporte la victoire dans la catégorie moins pire candidat de l'année, ça ne vaut pas la peine que je perde mon temps pour aller voter. Donc s'il te plaît, tasse-toi de devant l'écran, la partie est commencée ! »

Titi ne se tassera pas. Elle sera scandalisée. Elle répliquera :

« — J'en reviens pas ! On a la chance de vivre dans un pays libre où c'est le peuple qui choisit ses dirigeants et toi, tu préfères le football américain à l'exercice de la démocratie. Pauvres hommes ! Vous faites pitié !

— La démocratie, la démocratie ! Comme si mon vote allait faire la différence. On sait déjà qui gagne. Les sondages nous l'ont dit. Tandis que le match San-Francisco-Green Bay, on ne sait pas encore qui va le gagner...

— Non, mais te rends-tu compte que si tout le monde faisait comme toi, y'aurait plus d'élections ? !

— Ça coûterait moins cher de pancartes !

— C'est effrayant ! Tu réalises pas que le droit de vote est un droit sacré. Que c'est notre devoir de citoyen. C'est en allant voter qu'on démontre notre engagement à vivre en société. Que l'on démontre notre intérêt à vivre avec les autres. Et pas seulement avec notre char et notre télé !

— Mon doux, tu parles bien, tu devrais te présenter !

— Pour que des morons, comme toi, préfèrent regarder leur football plutôt que de voter pour moi !

— Aie chus pas si moron que ça, je sais que t'as raison. Mais là, même si j'allais voter, je ne saurais pas pour qui. Les quatre candidats ont tous dit la même affaire. Qu'ils étaient pour bien administrer la Ville. Mais y'ont pas dit comment. Alors lequel croire ? Et lesquels ne pas croire ? Faire comme les Américains, voter pour le candidat qui a la plus belle image, pis être pris avec un courailleux ? ! Ou faire comme les Canadiens, voter pour le candidat qui a la moins belle image, pis être pris avec un frustré ! ?

— Y'a sûrement un candidat qui répond le plus à tes besoins...

— Ben en tant qu'humoriste, mes besoins c'est de pouvoir faire des farces.

Et c'est sûr que de ce côté-là, le maire Bourque est une valeur sûre. Avec lui, je ne manquerai pas de matériel, c'est certain. Mais les trois autres candidats semblent avoir aussi beaucoup de potentiel. Alors peu importe lequel est élu, c'est sûr qu'on va pouvoir rire de lui. C'est pour ça que je ne m'en fais pas et que je regarde le football.

— Et ta liberté, qu'est-ce que t'en fais ? On est dans un pays libre, et c'est grâce à notre droit de vote. En n'allant pas voter, tu mets en péril ta liberté ! Alors tu vas mettre ton manteau pis tu vas venir voter. Un point c'est tout. Dis pas un mot. La liberté, c'est trop important ! »

Pour protéger ma liberté, ma blonde m'obligera à aller voter. Nous partirons donc main dans la main vers le bureau de scrutin le plus proche. Je me plierai de bonne grâce à ses ordres, parce que je saurai qu'au fond, elle a raison. La femme a toujours raison. Mais soudain, sur le chemin, je réaliserai un tout petit détail, que ma blonde, dans son grand désir de remplir son devoir de citoyenne, aura oublié. C'est que nous n'habitons pas Montréal. Nous habitons Outremont. Et il n'y a pas d'élections à Outremont. Mais je n'oserai pas le lui dire. Parce que la femme, comme toute grande démocrate, déteste être contrariée. Lorsqu'elle est contrariée, il y a un de ses devoirs qui prend le bord automatiquement. Pas le devoir de citoyenne. Non, le devoir conjugal. La femme a toujours raison. Même lorsqu'elle a tort.

Alors messieurs, ne prenez donc pas de chance, pour éviter que votre dimanche soit complètement gâché, allez vite voter avant que le football commence !

Les résultats sur le site Web de la Ville

MARIE-ANDRÉE AMIOT

Pour la première fois dans l'histoire des élections montréalaises, les internautes pourront consulter les résultats des élections à partir du site Web de la Ville.

Et pour la première fois également, les médias recevront les résultats, à mesure qu'ils seront diffusés par le Bureau des élections, sur un extranet mis spécialement à leur disposition.

Le grand public recevra les données rafraîchies aux demi-heures sur le site Web. Dès 20h, les internautes branchés pourront suivre leurs candidats sur le site de Montréal.

Les médias, qui ont fait une répétition générale jeudi dernier pour s'assurer que tout soit bien rodé aujourd'hui, recevront les données de trois façons sur l'extranet, un réseau fermé rattaché à Internet accessible grâce à des mots de passe.

Les plus futés (et les plus pressés) pourront accéder au réseau FTP (pour File Transfer Protocol ou protocole de transfert de fichiers), un service qui fait partie d'Internet, mais qui n'est utilisé que pour transférer des données de grande taille. La lecture est plus ardue et ne comprend pas de graphiques. Ces données, toutefois, seront accessibles en temps réel à mesure que le Service du greffe les affichera.

Dans un second temps, les journalistes pourront recevoir les données affichées en HTML (Hyper Text Markup Language) sur le site Web de la Ville. Les résultats seront alors affichés avec un retard de trois minutes.

Finalement, ils pourront opter pour la méthode la plus lente (délai de cinq minutes !) et utiliser l'engin de recherche Showbase Extra pour vérifier statistiques, données, résultats, etc.

Tout devrait baigner dans l'huile et Diane Mercier, webmestre du site de la Ville, n'est pas inquiète. « Nous avons tout prévu. S'il y a une panne d'électricité, nous avons une génératrice branchée sur un serveur qui lui, sera relié à un écran géant. Les données seront affichées en DOS, mais ce sera tout à fait lisible. » En plus, les techniciens de la Ville seront sur place au cas où...

L'an dernier, au pire de la crise de verglas, Mme Mercier a réussi à garder le site ouvert pendant presque toute la durée de la crise. « On a dû fermer pendant quatre heures, mais le reste du temps, le site était en ligne sur mon ordinateur personnel à la maison, alimenté par une génératrice. Nous mangions à la chandelle, mais le site roulait ! »

Les Montréalais connaissent bien leur site car depuis un an, plus de 2500 internautes le visitent quotidiennement. Diane Mercier dit que cela représente entre quatre et dix gigaoctets de téléchargement par mois.

Toutes ces nouveautés permettront sans doute d'améliorer les services aux visiteurs. Certains sont d'ailleurs en ligne présentement. « Depuis le 8 octobre, nous offrons un Explorateur urbain qui permet aux électeurs de trouver leur bureau de vote en inscrivant leur adresse. »

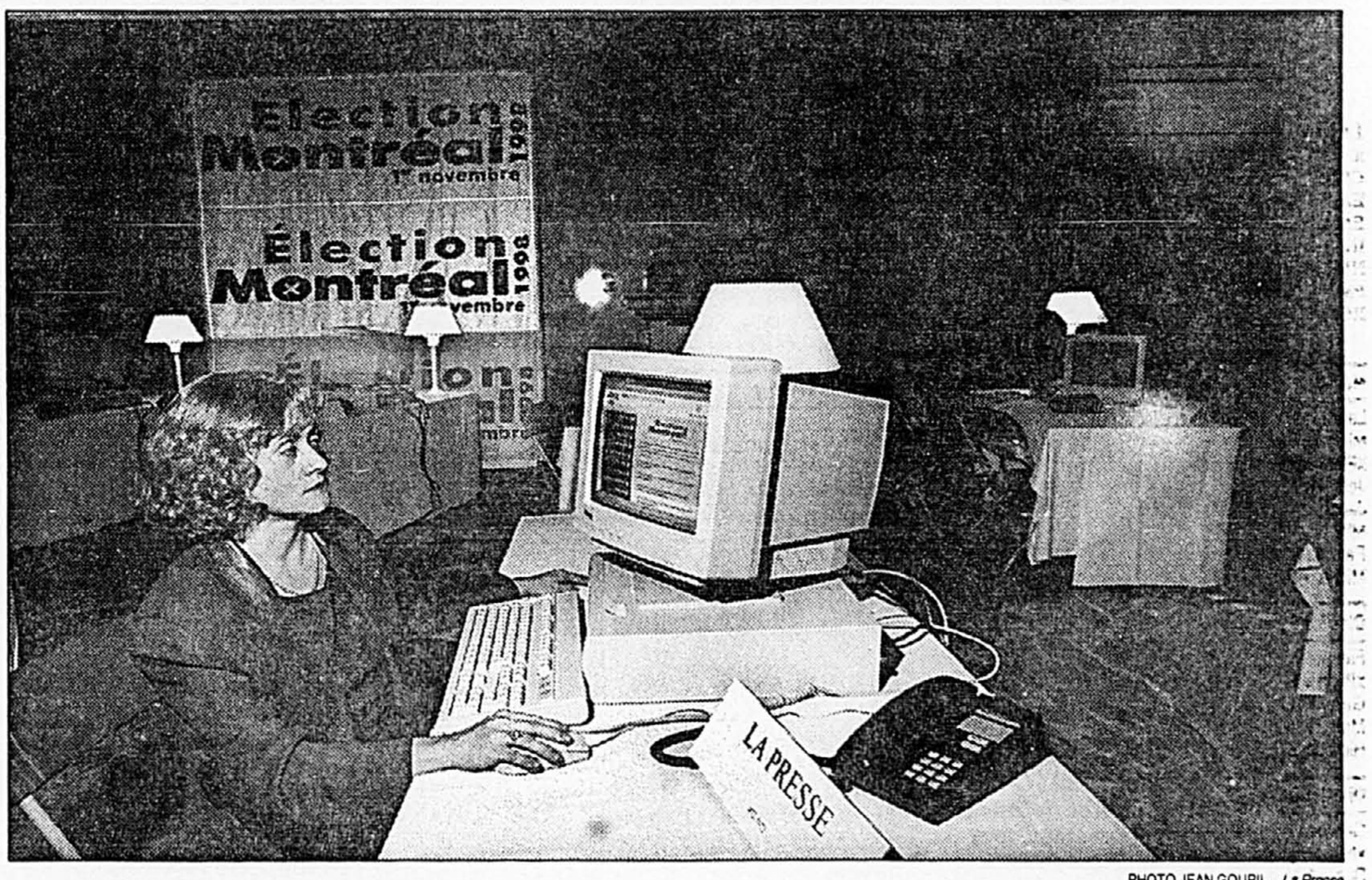


PHOTO JEAN GOUPIL, *La Presse*

Les médias ont fait une répétition générale jeudi dernier pour s'assurer que tout soit bien rodé pour aujourd'hui.

Sept personnes environ travaillent depuis la fin août à la réalisation du site. Tout ce que souhaite Mme Mercier, c'est que les téléspectateurs qui seront affairés à regarder l'ADISQ sur le réseau Radio-Canada, ne se précipiteront pas tous ensemble sur le site durant les pauses.

Adresse du site de la Ville :
www.ville.montreal.qc.ca/election/bureau/bureau.htm

Conseils pour suivre les résultats sans pépin :

☐ Vider l'antémémoire de son fureteur avant la diffusion des données;

☐ Actualiser (reload) à l'occasion, mais éviter de le faire trop souvent. Cela risque de ralentir le processus de transmission et créera des bouchons inutilement.

Les téléspectateurs ont le choix: Céline Dion ou Pierre Bourque...

SUZANNE COLPRON

Mis à part de petits résumés insérés dans les pauses publicitaires, les grands réseaux ignorent, ce soir, les élections municipales.

Radio-Canada diffuse le 20e Gala de l'ADISQ animé par Céline Dion. TVA présente *Broken Arrow* et TQS met à l'affiche *Entretien avec un vampire*. Il faudra attendre les bulletins d'information de fin de soirée pour tout savoir sur les vainqueurs et les perdants des courses à la mairie ou se tourner vers les réseaux spécialisés.

RDI : de 20h à 23h, RDI présente une émission spéciale, animée par Pascale Nadeau, sur les résultats du scrutin dans une trentaine de villes du Québec. Des équipes sont à l'hôtel de ville et dans trois permanences de parti, à Montréal. Dans la salle des nouvelles de Radio-Canada, le journaliste Claude Frigon donne les résultats des villes de banlieue. Des reporters sont à Longueuil, à Québec, à Trois-Rivières et à Sherbrooke. Cette émission — *Municipales 98* — est entrecoupée de deux bulletins d'information, à 21h et à 22h.

LCN : le Canal Nouvelles de TVA diffuse une soirée des élections animée par Pierre Bruneau, à compter de la fermeture des bureaux de vote, à 19h.

SRC : deux courtes pauses (60 secondes et une minute) sont prévues durant le Gala de l'ADISQ, à 21h15 et 22h25, sur les résultats des élections municipales. Plus de détails dans le bulletin de 22h30, après la grande fête de l'industrie du spectacle.

TVA : les téléspectateurs peuvent également suivre la progression des résultats des élections durant les pauses publicitaires du film *Broken Arrow*. Une édition spéciale du *TVA, édition réseau* est présentée à 22h30, suivie d'un bloc d'informations générales.

TQS : présentée à 22h30, l'édition de fin de soirée du *Grand Journal* est prolongée de 15 minutes. TQS a dépêché des reporters dans les permanences des quatre principaux partis pour recueillir les réactions des candidats à la mairie. Une attention particulière est portée aux élections de Longueuil, Lévis, Sherbrooke et des villes en banlieue où on prévoit de chaudes luttes.

CBC : le réseau anglais de Radio-Canada présente une émission de 30 minutes à 23h, uniquement sur les élections. Outre les résultats et les analyses, on présente des entrevues avec les gagnants et les perdants.

CFCF : la diffusion du film *The American President* a été devancée d'une demi-heure pour présenter, à 23h, un bulletin d'information local de 15 minutes axé sur les élections.

À la radio, les auditeurs francophones ont le choix entre la première chaîne de Radio-Canada, diffusée sur la fréquence 95,1 FM, et CKAC, au 730 sur la bande AM.

Radio de la SRC : à compter de 20h, Frank Desoer anime les *Élections municipales au Québec*, entouré du journaliste Ubald Bernard et de reporters spécialistes des points chauds de la campagne.

CKAC : Bernard Fortin anime une émission spéciale sur le scrutin dès 19h, en compagnie de Jean Lapierre et de Jérôme Choquette, ancien maire d'Outremont et candidat défait aux élections de 1994 contre Pierre Bourque. Des reporters surveillent les résultats à Montréal et dans les villes de la banlieue et d'autres journalistes sont dans les bureaux des candidats à la mairie et à l'hôtel de ville.

Les résidants de trois autres municipalités de l'île vont aussi aux urnes

ÉRIC TROTTIER

Les citoyens de la métropole ne seront pas les seuls dans l'île de Montréal à exercer leur droit de vote, aujourd'hui : trois autres municipalités de la CUM vont aux urnes pour élire un maire.

À Dorval (17 570 habitants), le maire Peter Yeomans tente d'obtenir un cinquième mandat consécutif, alors que pour la première fois depuis son accession au pouvoir en 1982, un candidat s'oppose à lui.

Il s'agit de Jan Eisenhardt, ancien champion de soccer, membre de l'ONU durant les années quarante, âgé de 92 ans.

Se présentant d'abord comme un candidat bidon qui ne voulait que donner la chance aux citoyens de Dorval de s'exprimer (car M. Yeomans a été reporté à la mairie sans opposition en 1986, 1990 et 1994), M. Eisenhardt a fini par prendre son rôle au sérieux et a rédigé un programme électoral contenant plusieurs engagements.

Pour sa part, M. Yeomans n'a pas vraiment mené de bataille électorale, se disant persuadé de remporter facilement cette élection.

Plus à l'ouest, à Pointe-Claire (28 435 habitants), trois candidats s'affrontent pour remplacer le maire sortant, Malcolm Knox, qui a pris sa retraite cet été à l'âge de 77 ans. Le maire par intérim, Bill McMurchie, un enseignant, Michel Beauchamp et une infirmière, Anne Eaves, se font la lutte pour lui succéder. La campagne dans cette municipalité a été plutôt tranquille.

Ce fut loin d'être le cas, toutefois, à Beaconsfield (19 400 habitants), où les rumeurs, les accusations et les menaces de poursuites civiles ont plu de toute part pendant toute la durée de la campagne..Le maire sortant, Roy Kemp, tente d'obtenir un troisième mandat. Son adversaire est Doug Smith, gérant de projet à Spar Aérospatiale.

Une dizaine d'autres municipalités de l'île de Montréal (qui contient 29 villes au total) devaient aussi organiser des élections à la mairie aujourd'hui, mais les maires ont été élus ou réélus sans opposition.

Élections municipales 98

Le choix à Longueuil : la continuité ou le changement

MARTHA GAGNON

Après une campagne plutôt calme, les Longueuillois décident aujourd'hui s'ils maintiennent leur confiance en Claude Gladu ou s'ils veulent un changement avec Gisèle Hamelin.

Ils ont le choix entre le Parti municipal au pouvoir depuis 16 ans et l'Alliance de Longueuil qui regroupe les forces de l'opposition. Chaque parti présente une brochette de 17 candidats. Dans un but d'économie, le nombre de districts électoraux a, comme on le sait, été réduit cette année de 20 à 17.

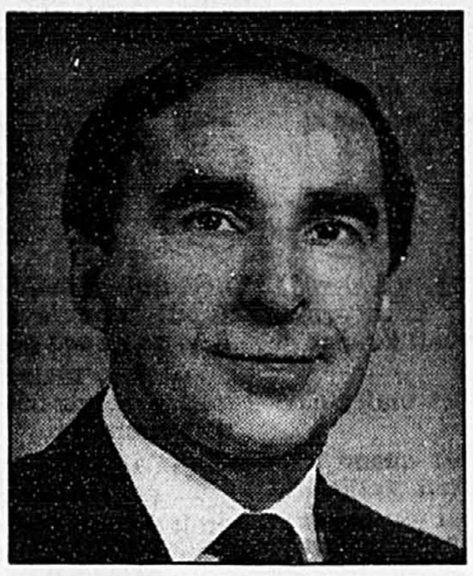
La quatrième ville du Québec, dont le budget s'élève à plus de 141 millions, compte 82 644 électeurs sur une population de 128 000. Une diminution importante de plus de 13 000 électeurs par rapport à 1994, alors que le nombre dépassait 96 000.

Aux dernières élections, le taux de participation avait été de 49,8 %. Trois partis se faisaient la lutte à cette époque. Claude Gladu a remporté les élections avec plus de 40 % des voix, tandis que Gisèle Hamelin, qui était elle aussi dans la course, avait obtenu près de 30 %, décrochant la deuxième place devant l'autre candidat, Jacques Finet. La campagne avait été beaucoup plus mouvementée que celle qui vient de se terminer.

Il s'agit des troisièmes élections pour Mme Hamelin. En 1990, alors qu'elle était à la tête du Parti civique, elle avait récolté 40 % des votes. Après deux défaites, le résultat du scrutin d'aujourd'hui sera déterminant pour son avenir politique sur la scène municipale où elle oeuvre activement depuis près de dix ans.

Âgée de 55 ans, mère de trois filles, très engagée dans la communauté, Mme Hamelin a une formation dans le domaine des communications et relations publiques. Avec une organisation modeste, elle a surtout mené une campagne d'idées, dénonçant les dépenses « injustifiées » dans le golf municipal, le taux élevé de criminalité et la « piètre situation financière » de Longueuil par rapport aux villes voisines.

Quant à Claude Gladu, 58 ans, père de quatre enfants, ancien commerçant d'articles de sport, il a fait une campagne sans bruit, collée sur le terrain, appuyé par une solide organisation. Sollicitant un deuxième mandat, il estime avoir rempli ses engagements et assuré une saine administration. Il compte sur sa notoriété et le « bilan positif » de ses quatre années pour être réélu.



Claude Gladu



Gisèle Hamelin

M. Gladu est le 24e maire depuis l'incorporation de la « Cité de Longueuil » en 1874 et le sixième depuis 1935. Paul Pratt est celui qui est demeuré le plus longtemps au pouvoir, de 1935 à 1963.

À l'exception de quelques manifestations publiques du parti de Mme Hamelin, la campagne électorale a été plutôt terne. Claude Gladu, malgré les demandes répétées de son adversaire, a refusé de participer à un débat public qui aurait peut-être réveillé davantage l'électorat. Car, si l'on se fie au sondage SOM-*La Presse*, dévoilé mardi dernier, une grande proportion des gens sont demeurés indifférents à la campagne électorale.

En effet, 73 % des répondants ont déclaré qu'ils étaient peu ou nullement intéressés à cette campagne. Il reste à savoir si cela se reflétera dans la participation au scrutin. D'après le sondage, M. Gladu jouit d'une avance avec 49,7 % des intentions de vote comparativement à 25,9 % pour Gisèle Hamelin, avant répartition des indécis (24,4 %).

Les électeurs doivent choisir entre deux partis aux visions différentes. L'équipe de M. Gladu propose la stabilité administrative, un gel du compte de taxes pour quatre années supplémentaires, des investissements privés de 200 millions et la continuité dans les différents programmes.

Le parti de Gisèle Hamelin mise sur une nouvelle gestion dont les objectifs principaux sont la diminution du compte de taxes de 10 % et de la dette de 25 %. Elle pense que Longueuil a besoin d'un coup de fouet pour améliorer son sort. Elle promet aussi une plus grande transparence dans l'administration et des mesures pour lutter contre la criminalité.

Plusieurs coups bas à Joliette

ISABELLE HACHEY

Dans les rues de Joliette, rien ne laisse deviner qu'une course à la mairie, au cours de laquelle tous les coups semblaient permis, se termine aujourd'hui.

Pas de pancartes, pas de débats, pas de candidats sollicitant les appuis de porte en porte. Le calme plat. Si les Joliettains n'oublient pas d'aller voter, la mairesse actuelle, Danièle Laferrière, croit pouvoir l'emporter facilement ce soir contre son adversaire, le notaire Charles-André Fontaine.

La candidature-surprise de M. Fontaine a forcé les organisateurs de Mme Laferrière à préparer à la hâte une campagne électorale, axée sur la continuité. Élue depuis deux ans seulement — l'ancien maire de Joliette, Gilles Beaudry, est mort en novembre 1995 —, Mme Laferrière invoque surtout le fait qu'elle n'a pas eu le temps de réaliser tous ses objectifs. En 1996, elle faisait campagne sur le thème « Des idées et du coeur ». Cette année, son slogan est « Encore des idées et du coeur » !

Même les journaux locaux ne se sont pas vraiment intéressés à la campagne électorale. L'éditorialiste de l'hebdomadaire local *L'Expression*, Jean-Pierre Malo, s'interrogeait, la semaine dernière, sur la pertinence du scrutin. « D'aucuns admettront que Me Fontaine n'a aucune chance de remporter les élections et que sa candidature n'est qu'une vengeance parmi tant d'autres, écrivait-il. Pis encore, celui qui crie à la dilapidation des fonds publics provoquera des dépenses électorales dont on se serait bien passé, après trois élections à la mairie en moins de trois ans. »

Malgré ses nombreux appuis, la mairesse sort particulièrement amère de cette campagne, qu'elle qualifie d'« opération de salissage ». M. Fontaine l'a notamment accusée d'être en conflit d'intérêts, de patronage et d'absence de transparence. Le candidat à la mairie a toutefois lui-même été condamné pour s'être placé en conflit d'intérêts par le comité de discipline de la Chambre des notaires, et il est accusé au criminel pour avoir tenté de changer six billets de 1000 $ à la caisse populaire de Joliette, l'an dernier.

« C'est une campagne extrêmement regrettable, dit la mairesse. Je ne considère pas qu'elle a fait avancer les débats de société. » Se disant « blessée » par cette expérience, Mme Laferrière souhaiterait que les règles entourant les mises en candidature soient resserrées, en accordant, par exemple, davantage de pouvoir d'intervention aux présidents d'élections des municipalités. « Ce n'est pas sain. Si notre société tolère ça, bientôt il n'y aura plus personne qui osera occuper un poste public. » M. Fontaine, quant à lui, estime être une « victime », sur laquelle la Chambre des notaires et les médias s'acharnent. « Je suis candidat à la mairie et j'attaque l'administration municipale, et vous vous lancez sur moi pour essayer de salir ma réputation ! » Il dénonce le fait que le syndic de la Chambre des notaires ait ouvert une enquête sur ses déclarations au cours de la campagne. Il soutient que Denis Marsolais, président de la Chambre et notaire à Joliette, tente de le faire disparaître.

D'autre part, les citoyens de sept autres petites localités de Lanaudière sont appelés à se choisir un maire, aujourd'hui. Il s'agit des municipalités de Chertsey, Notre-Dame-de-la-Merci, Rawdon, Saint-Calixte, Saint-Cuthbert, Sainte-Marie-Salomé et Saint-Gabriel.

28 municipalités de la Montérégie et de l'Estrie élisent un maire aujourd'hui

RIMA ELKOURI

Les électeurs de 22 municipalités de la région administrative de la Montérégie votent pour choisir un maire aujourd'hui.

À Saint-Jean-sur-Richelieu, quelque 25 000 électeurs décideront s'ils veulent reporter au pouvoir le maire Myroslaw Smereka. La lutte pourrait être plus serrée que prévue puisqu'un des trois opposants au maire, Gilles Perreault, s'est retiré de la course la semaine dernière. Le maire sortant n'a plus maintenant que deux adversaires : Robert Lanciault (Équipe Lanciault) et Robert Lafontaine (Parti johannais).

À Greenfield Park, qui compte 11 000 électeurs, le maire sortant Marc Duclos affronte Jean-Marc Lemieux. La campagne électorale à cet endroit a fait plus de bruit qu'à l'habitude parce que la greffière de la Ville, Carole Leroux, qui est l'ex-conjointe de M. Lemieux, est la compagne du maire sortant. À la fin de septembre, le conseil municipal a décidé de suspendre avec solde Mme Leroux, en attendant qu'un expert en relations de travail finisse d'examiner le dossier. Le poste de président d'élection, normalement confié à la greffière, est occupé par le secrétaire d'élection comme le prévoit la loi.

À Vaudreuil-Dorion, où on trouve près de 12 700 électeurs, le maire sortant Jean Lemaire, à la tête de Défi 2000, sollicite un deuxième mandat. M. Lemaire a déjà été maire de Dorion tandis que son opposant, Réjean Boyer, a été maire de Vaudreuil de 1985 à 1989 (avant la fusion des villes de Vaudreuil et de Dorion, il y a quatre ans). M. Boyer se présente avec le parti Action 2000.

À Sainte-Catherine, 8900 électeurs sont appelés à se rendre à l'isoloir. Gérald Allaire d'Action/Vision 2000 Sainte-Catherine se présente contre la mairesse sortante, Jocelyne Bates (parti de l'Équipe Bates).

À Bromont, près de 3400 électeurs auront à choisir entre le maire sortant, Robert Désourdy, et son opposante, Pauline Quinlan, une ex-directrice d'école qui est aussi cofondatrice de la bibliothèque de Bromont.

Notons que les maires de 15 municipalités de la Montérégie qui devaient être en élection cette année, dont Boucherville, Brossard, Saint-Lambert et Saint-Luc, ont été élus par acclamation le 9 octobre, date de la fin de la période de mise en candidature. Les données du ministère des Affaires municipales révèlent que plus la taille d'une municipalité est petite, plus le taux d'élection sans opposition est élevé.

Dans la région administrative de l'Estrie, où neuf maires ont déjà été élus sans opposition, des élections à la mairie ont lieu dans six municipalités : Magog, Sherbrooke, Deauville, Omerville, Stanstead et Val-Joli.

À Sherbrooke, 57 900 électeurs sont appelés à voter. Jean Perreault, le maire sortant, affronte l'ex-conseiller du district du Carrefour, Jacques Jubinville, qui siège depuis 12 ans à l'hôtel de ville, ainsi qu'un nouveau venu sur la scène municipale, Hubert Richard.

À Magog, le maire sortant Denis Lacasse ne se représente pas. Les 9400 électeurs devront choisir entre le conseiller sortant Marc Poulin et Noël Lacasse.

Des élections plutôt calmes dans les Laurentides

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les élections municipales seront plutôt calmes aujourd'hui dans la région des Laurentides : sept des 11 maires dont le mandat venait à échéance ont été réélus sans opposition.

Dans le secteur des Basses-Laurentides, la mairie est en jeu seulement à Boisbriand et à Sainte-Marthe-sur-le-Lac. C'est à Broisbriand, qui compte près de 15 000 électeurs, qu'il y a eu le plus d'action au cours des dernières semaines.

Solidarité Boisbriand, du candidat à la mairie Robert Poirier, a multiplié les charges à l'endroit du maire sortant Georges Dubois (Progrès Boisbriand) qui demande un deuxième mandat. On retrouve à Solidarité Boisbriand des conseillers sortants et des personnes qui faisaient équipe avec l'ex-maire Michel Gagné, défait par Georges Dubois en 1994.

Cette semaine, la formation de Robert Poirier a poursuivi ses attaques en déposant une requête en inhabilité en Cour supérieure contre le maire Dubois. Celui-ci a répliqué avec une requête en irrecevabilité. Aucune n'a pu être débattue avant les élections. « C'est la population qui va décider qui est le plus habile à agir comme maire », a indiqué Georges Dubois.

Un troisième candidat à la mairie est en lice dans cette municipalité. Il s'agit de Denis Trottier, qui dirige le Mouvement municipal de Boisbriand.

À Sainte-Marthe-sur-le-Lac, qui compte 5800 électeurs, la lutte est aussi féroce, mais beaucoup moins médiatisée. L'avocat Michel Leroux, redevenu maire en 1994 après une absence de quatre ans, fait face à deux adversaires : Gilles Boisvert qu'il a défait au dernier scrutin, et Gilles Lavigueur. M. Leroux avait décidé de ne pas se représenter en 1990 et c'est M. Boisvert qui avait été élu maire.

Dans les Basses-Laurentides, des élections à la mairie étaient aussi prévues à Rosemère, Deux-Montagnes, New Glasgow et Saint-Antoine, mais faute d'adversaire, les maires sortant ont été réélus.

À Saint-Placide, municipalité voisine d'Oka, deux candidats, Denis Lavigne et André Martineau, se font la lutte afin de succéder à Jean-Paul Carrières qui a décidé de ne plus se présenter.

À Lac-Nominingue, dans les Hautes-Laurentides, le maire sortant Rosaire Sénécal demande un deuxième mandat et pour y arriver, il devra avoir raison de Jean Provost.

Montérégie / Laurentides / Estrie / Lanaudière

Légende :
x = Maire sortant

RIVE-SUD / MONTÉRÉGIE

ACTON VALE
xAnatole Bergeron (ne se représente pas)
Maurice Coutu
Denis Valiquette

BEAUHARNOIS
xHervé Charest (ne se représente pas)
Denyse Mackey
Michel Quevillon
Lise Richard-Alarie

BROMONT
xRobert Désourdy
Pauline Quinlan

COWANSVILLE
xJacques Charbonneau
Arthur Fauteux

GREENFIELD PARK
xMarc Duclos
Jean-Marc Lemieux

LÉRY
xJean-Pierre Pilon
Yves Mailhot

LES CÈDRES
xLucien Daoust
Armand Levac

MAPLE GROVE
xRoger Boisvert
Bernard Dufour

PINCOURT
Gilles Béliveau
Clément Bergeron
xMichel Kandyba

SAINT-ANICET
Alain Castagner
Pierre Caza
xClaude-Gilles Pilon

SAINTE-ANGÈLE-DE-MONNOIR
xCharles D'Auteuil (ne se représente pas)
Ronald Duchesneau
Michel Picotte

SAINTE-CATHERINE
Gérald Allaire
xJocelyne Bates

SAINT-HUGUES
xBernard Benoît (ne se représente pas)
Hélène Gauthier
Mario Racicot

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
Robert Lafontaine
Robert Lanciault
xMyroslaw Smereka

SAINT-LAZARE
Howard Galganov
xBertrand Myre
Ken Rouse

SAINT-LIBOIRE
Robert Harvey
xPaul Laplante
Gaétan Phaneuf
Marco Saint-Germain

SAINT-ZOTIQUE
Robert Hovington
xYvon Leroux (ne se représente pas)
Mario Major
Ronald Toupin

TERRASSE-VAUDREUIL
xPaul-Émile Lamarche (ne se représente pas)
Bernard Renaud
Louise Roy

VAUDREUIL-DORION
Réjean Boyer
xJean Lemaire

VAUDREUIL-SUR-LE-LAC
Claude Pilon
xLuc Tison

WATERLOO
Paul L. Masse
xBernard Provencher

ESTRIE

DEAUVILLE
Denyse Carrier-Lepitre
xGeorges Émond
Daniel Vanier

PAUL L. MASSE
xDenis Lacasse (ne se représente pas)
Noël Lacasse
Marc Poulin

OMERVILLE
Yvon Lamontagne
xSylvain Roy

SHERBROOKE
Jacques Jubinville
xJean Perreault
Hubert Richard

STANSTEAD
Albert Parent
Monique Pépin
xAlbert Simoneau (ne se représente pas)
Raymond Yates

VAL-JOLI
xDeryl Brock
Gilles Perron
André Therrien
Légende:
x = Maire sortant

LAURENTIDES

BOISBRIAND
xGeorges Dubois
Robert Poirier
Denis Trottier

LAC-NOMININGUE
xRosaire Sénécal
Jean Provost

SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC
xMichel Leroux
Gilles Lavigueur
Gilles Boisvert

SAINT-PLACIDE
xJean-Paul Carrières
Denis Lavigne
André Martineau
Légende :
x = Maire sortant

LANAUDIÈRE

CHERSTEY
xDaniel Brazeau
Donald Bérubé
Jean-Claude Boissy

JOLIETTE
xDanielle Laferrière
Charles-André Fontaine

NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI
xRaymond Brissette
Claudette Cardin-Forget
François Guillot

RAWDON
Donatien Dupuis
xRéjean Neveu
Denise Perreault-Brault

SAINT-CALIXTE
Raymond Beaupré
xClément Charest
Raymond Marcoux

SAINT-CUTHBERT
xRobert Fernet
Diane Beausoleil
Gilles Toupin

SAINTE-MARIE-SALOMÉ
xMaurice Richard
Jean-Guy Melançon

SAINT-GABRIEL
xNormand Prescott
Robert Desrosiers

Deux fraudeurs au guichet automatique...

Le truc : voler les cartes de vieilles personnes

ANDRÉ DUCHESNE

Deux hommes dans la trentaine qui fraudaient des personnes âgées en subtilisant leur carte de guichet automatique ont été arrêtés hier par des agents du Service de police de la CUM à la suite d'une filature de plusieurs heures.

Ils ont été pris sur le fait à 12 h 20 alors qu'ils venaient d'accomplir leur méfait dans une succursale bancaire du 7191, boulevard Newman, à l'angle de la rue Senkus, à LaSalle, près du Carrefour Angrignon.

Il s'agit d'un coup de filet important puisque les deux hommes, qu'on croit être d'origine est-européenne, sont soupçonnés de 78 cas de fraudes semblables à Montréal, Toronto et Kingston.

Dans le seul cas de Toronto, où 25 dossiers de fraude ont été enregistrés, les suspects auraient ainsi mis la main sur une somme frôlant les 100 000 $.

C'est d'ailleurs dans la Ville reine que cette affaire a commencé, a expliqué hier l'agent Ian Lafrenière du SPCUM. Des institutions financières ont noté une vague de fraudes auprès de personnes âgées faisant des retraits dans les guichets automatiques.

« Dans l'un des cas, on a relevé une plaque minéralogique du Québec. C'est à ce moment-là qu'on nous a contactés et que l'enquête engageant les services de police et les institutions financières a débuté», raconte l'agent Lafrenière.

Les hommes procédaient toujours de la même façon. Ils suivaient une personne âgée à un guichet et retenaient son numéro d'identification personnelle (NIP) pendant qu'elle le composait. Puis, au moment où la personne terminait son opération et que la carte ressortait, ils jetaient de l'argent ou quelque chose d'autre par terre.

« Les suspects disaient alors à la personne âgée qu'elle avait échappé un bien lui appartenant et pendant qu'elle se penchait pour le ramasser, ils prenaient la carte de guichet encore dans l'ouverture et la remplaçaient par une autre. Lorsque la victime avait quitté les lieux, les fraudeurs vidaient son compte en banque », poursuit M. Lafrenière.

Outre les 25 cas de fraudes à Toronto, on en dénombre quatre à Kingston et 49 à Montréal.

Des policiers de la section des fraudes du SPCUM filaient les deux suspects depuis 8 h 30, hier. Au moment de leur arrestation, ils étaient en possession de 55 cartes de débit et de crédit, 10 000 $ en argent canadien et 1500 $ en argent américain.

On n'était pas en mesure de dire si les cartes de débit et de crédit trouvées sur les deux hommes étaient fausses ou si elles appartenaient à des victimes fraudées précédemment.

Lorsqu'il a été interpellé, un des deux hommes a pris la fuite en traversant le boulevard Newman et a failli être renversé par des voitures. Il a tenté de résister au moment de son arrestation et a été blessé au cuir chevelu.

Par contre, dans un reportage diffusé hier soir à Radio-Canada, où l'on voyait un agent pousser la tête d'un suspect vers le sol et même mettre son pied dessus, on se questionnait sur la force de l'arrestation.

L'autre homme a été maîtrisé très rapidement. Le SPCUM s'attend aussi à ce qu'une troisième personne soit arrêtée.

L'ÉVÉNEMENT CUISINE!
ACHETEZ DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR ET ÉCONOMISEZ!
Plats de cuisson antiadhésifs Silverstone À partir de 5.99$ Cour. jusqu'à $39.99
Rabais JUSQU'À 50%
Essoreuse à salade de luxe 9.99$ Cour. 19,99 $
Ensemble de 3 poêles à frire (8'', 10'', 12'') 24.99$ Cour. 49,99 $
Ensemble de wok antiadhésif 7 pièces 24.99$ Cour. 49,99 $
Accessoires de cuisine en marbre À compter de 5.99$ Cour. jusqu'à 24,99 $
Ensemble de 7 ustensiles antiadhésifs 9.99$ Cour. 24,99 $
Batterie 10 pièces en acier inox 18/10 249.99$ Cour. 599,99 $
Coutellerie en acier inox Service pour 6 Choix de manches: bleu, gris, bourgogne, vert ou perle 29.99$ Cour. 59,99 $
Bouilloires À partir de 14.99$ Cour. jusqu'à 49,99 $
Service de vaisselle en fine porcelaine pour 8 Cour. 149,99 $ 59.99$
Élégants verres sur pied Ens. de 4 Cour. 29,99 $ 12.99$
Plats de service en céramique gaufrée Cour. 39,99 $ 17.99$
Casseroles en acier inox avec couvercles en verre trempé Vendues à l'unité À compter de 29.99$ Cour. jusqu'à 159,99 $
Batterie de qualité supérieure 17 pièces Acier inox 18/10 Garniture dorée 599.99$ Cour. 1 499,99 $
GRATUIT! Marmite 16 pintes Valeur de 100 $ À l'achat d'une batterie Milano 10 pièces
BENIX & CO. IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ
Lundi-mercredi 10 h - 18 h Jeudi-vendredi 10 h - 21 h Samedi 9 h - 17 h Dimanche 10 h - 17 h
Faites vite pour profiter du meilleur choix. Nous pouvons limiter les quantités.
* PASSEZ À L'UN DE NOS 2 MÉGA-ENTREPÔTS ! DEUX IMMENSES MAGASINS REMPLIS D'AUBAINES !
7335 BOUL. DÉCARIE angle Jean-Talon station Namur
3213 AUTOROUTE 440 Chomedey, en face du Carrefour Laval, à côté de Yellow Plus

Le Fonds de solidarité pèse 1,7 milliard

PAUL DURIVAGE

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) a salué hier, par un bilan financier plus que positif, le départ de son président du conseil, Clément Godbout, qui a aussi assisté à la naissance du Fonds.

Les investissements à impact économique québécois du Fonds atteignent maintenant 1,7 milliard de dollars, dont 614,2 millions de dollars uniquement cette année, une performance sans précédent, a souligné le président-directeur général, Raymond Bachand, lors de la quinzième assemblée générale annuelle du Fonds.

Autre record, a-t-on rappelé, le bénéfice net a atteint 184,8 millions de doliars ce qui s'est traduit par un bénéfice par action de 1,64 $. La valeur de l'action de catégorie A s'élève maintenant à 21,72 $. L'an dernier, elle s'établissait à 20,18 $ et à 18,95 $ l'année précédente.

Le rendement annuel du Fonds s'établit ainsi à 8,1 %, un résultat comparable à la performance moyenne obtenue au cours des cinq derniers exercices. Si le fonds a sous-performé les fonds communs de placement durant les années de fort marché haussier, les porteurs peuvent se réjouir de la stabilité de leurs parts maintenant que le vent tourne. La performance du Fonds est par ailleurs comparable à celle des certificats de placement garantis, une mesure plus réaliste.

Plus étonnant, le Fonds a émis pour 361,5 millions de dollars d'actions, ce qui constitue la deuxième meilleure performance de son histoire. Les crédits d'impôts accordés et les plafonds autorisés sont pourtant moindres qu'aux premières années

« Cette année, l'assemblée annuelle est teintée d'émotion. Il s'agit de la dernière présidée par Clément Godbout, qui a annoncé en septembre dernier sa décision de quitter la présidence de la FTQ et par conséquent du conseil d'administration du Fonds d'ici la fin de l'année », a tenu à souligner M. Bachand.

Clément Godbout a été l'un de ses plus fervents promoteurs du Fonds. Il a fait partie, comme directeur du Syndicat des métallos, du premier conseil d'administration du Fonds avant d'en devenir le secrétaire, puis le président depuis les trois dernières années.

Le fonds d'origine syndicale a identifié des secteurs économiques spécifiques porteurs comme prioritaires pour les années à venir. Il s'agit des biotechnologies, du récréotouristique, des technologies de l'information, du minier et de l'agro-alimentaire.

L'exportation prendra également une place importante dans les interventions du Fonds au cours des prochaines années, compte tenu de son impact sur le développement économique du Québec, précise-t-on.

Entre autres faits marquants de la dernière, le Fonds dit « mission accomplie » après la vente de Nova Bus à Volvo : « Des centaines d'emplois ont été créés, maintenus ou sauvegardés et c'est à Montréal qu'est aujourd'hui situé le siège social du plus important fabricant d'autobus en Amérique du Nord. »

Au 30 juin 1998, le Fonds comptait près de 350 000 actionnaires et son actif net dépassait les 2,6 milliards de dollars. Quinze ans après sa création, le Fonds, bien que très modeste si on le compare à d'autres institutions financières en Amérique du Nord, est devenu une des plus importantes institutions de capital de risque au Québec et au Canada.

loto-québec résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 98-10-31 : 3 11 24 37 38 39 — Numéro complémentaire: 42

Québec 49 — Tirage du 98-10-31 : 5 11 12 13 43 44 — Numéro complémentaire: 48 — Ventes totales: 591 817 $

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	1	50 000,00 $
5/6	19	500,00 $
4/6	1024	50,00 $
3/6	21 975	5,00 $

Sanéo — Tirage du 98-10-31 : 3 5 8 10 11 13 19 23 25 29 39 45 47 48 51 53 54 56 63 69

La Québécoise — Tirage du 98-10-31 : 3 4 717 2131

Extra Vendredi — Tirage du 98-10-30 — NUMÉRO: 141597

Extra Samedi — Tirage du 98-10-31 — NUMÉRO: 197759

Super 7 — Tirage du 98-10-30 : 6 14 16 20 21 23 37 — Numéro complémentaire: 30 — Ventes totales: 13 986 184 $ — Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 $

	GAGNANTS	LOTS
7/7	1	10 000 000,00 $
6/7+	1	262 131,40,00 $
6/7	61	3 760,10 $
5/7	5 234	156,50 $
4/7	112 146	10,00 $
3/7+	104 026	10,00 $
3/7	950 467	partic. grat.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Le monde s'ouvre à vous!
DERNIÈRE JOURNÉE!
10 ANS
SALON INTERNATIONAL TOURISME VOYAGES
PLACE BONAVENTURE • MONTRÉAL
30 OCTOBRE AU 1er NOVEMBRE 1998
DÉCOUVREZ!
• Plus de 100 pays représentés
• Des pavillons vedettes: *France, Mexique, Venezuela, République Dominicaine, l'Asie, l'Orient, la Méditerranée...*
• La grande place d'animation 10e anniversaire: *des voyages racontés par vos artistes préférés*
• La place du cinéma, des images à faire rêver: *Vietnam, Maroc, Provence, Grèce, Égypte, Irlande...*
• Les nouveautés au salon: *Texas, Louisiane, Corée, Puerto Rico...*
PROFITEZ!
• Plus de 400 spécialistes pour répondre à toutes vos questions
• Des centaines de forfaits avantageux dont les tout inclus
• Des dizaines de croisières à votre portée: *les Caraïbes, la Méditerranée, l'Alaska...*
• L'endroit idéal pour choisir votre prochaine destination soleil pour le temps des fêtes et cet hiver
AUJOURD'HUI AU SALON
Place d'animation
11h00 Démonstration du chien détecteur. Présenté par : l'Agence canadienne d'inspection des aliments
12h00 The Turkish-Quebec Folk Dance Group. Présenté par : Turkish Embassy Tourism Section
13h00 Hong-Kong, SVP dessine-moi un costume
14h00 Visiter le Portugal à travers la danse. Présenté par : Estrella Do Atlantico
15h00 Les soleils de Francine Grimaldi
16h00 Danse folklorique mexicaine, Ballet Folklorico México-Magico. Présenté par : l'Office de tourisme du gouvernement mexicain
Place du cinéma
10h30 Prague, ville dorée. Présenté par : CSA Czech
12h30 Un pays unique. Présenté par : Turkish Embassy Tourism Section
13h30 Voyages en France. Présenté par : La Maison de la France
13h45 Paris, le plus beau des voyages. Présenté par : La Maison de la France
13h50 Venez au Texas. Présenté par : Texas Department of Economic Development
14h30 Impressions d'Allemagne. Présenté par : l'Office national allemand du tourisme
14h55 Les charmes de l'Irlande. Présenté par : l'Irlande
16h30 Malte, carrefour de la Méditerranée. Présenté par : Malta National Tourist Office
N.B. Horaires sujets à changements sans préavis.
HEURES D'OUVERTURE
Vendredi: ..11h à 20h
Samedi: ...11h à 21h
Dimanche: .10h à 18h
La billetterie fermera une heure avant la clôture du salon.
PRIX D'ENTRÉE (taxes incluses)
Adultes: ..... 9 $
Carte Accès Mtl: ..... 7 $
Aînés et étudiants: .... 7 $
Enfants (6 à 12 ans inclus): 4 $
Un événement PROMEXPO En association avec AGTA En collaboration avec Canada direct La Presse TVA CKOI 96,9 FM

Élections 98

Charest, « l'homme du refus du Québec ? »

Bouchard accuse le leader libéral de ne pas aimer le Québec « tel qu'il est maintenant »

MARTIN PELCHAT
SHERBROOKE

De passage hier à Sherbrooke, le fief de Jean Charest, Lucien Bouchard a poussé d'un cran ses attaques contre le chef libéral en affirmant qu'il était « l'homme du refus du Québec » et qu'il n'aimait pas le Québec « tel qu'il est maintenant ».

« Jean Charest n'aime pas le Québec... tel qu'il est à son identité profonde », a lancé M. Bouchard devant des militants du comté de Saint-François, voisin de celui de M. Charest, où l'ancien président du Comité des jeunes du Parti québécois, Frédéric Dubé, se mesure au chef de l'opposition officielle, Monique Gagnon-Tremblay.

« Je dis que c'est l'homme du refus du Québec, dans le sens du refus de l'identité québécoise, dans le sens que, même du point de vue économique par exemple, il y a des choses que nous faisons qui ne sont pas des miracles, mais qui nous ressemblent et qui ont été très importantes dans l'épanouissement économique du Québec. »

M. Bouchard fait notamment allusion aux attaques de M. Charest contre la Société générale de financement, à qui il veut, selon lui, « arracher les ailes ».

Lors du point de presse qui a suivi son discours, le premier ministre s'est bien défendu de prétendre que son adversaire n'aimait pas le Québec. « Je sais qu'il est très engagé envers le Québec. Ce n'est pas la question. La question est qu'il n'aime pas le Québec tel qu'il est maintenant, avec un profond engagement envers les valeurs de compassion, avec un gouvernement qui a le rôle de protéger les valeurs de compassion, avec un gouvernement qui a le rôle d'agir en concertation. »

Aux journalistes qui voyaient dans sa dernière charge une attaque personnelle contre Jean Charest, M. Bouchard a répondu que M. Charest l'attaquait « très personnellement depuis longtemps ».

Il s'est aussi défendu de briser la tradition en se rendant faire campagne à Sherbrooke, même s'il se trouvait hier dans une partie de la ville qui appartient au comté de Saint-François et non au comté de M. Charest. « La tradition, c'est que les chefs de parti ne se visitent pas dans leurs comtés respectifs. C'est une tradition que j'ai l'intention de respecter. »

Les deux chefs se sont par ailleurs lancés depuis vendredi dans une guerre de chiffres autour de leurs promesses respectives de réduction d'impôts. Hier, M. Bouchard accusait Jean Charest de faire « volte-face » par rapport à son programme économique en affirmant que la taxe sur le capital ne serait éliminée qu'au cours de la seconde année du mandat.

M. Bouchard affirme aussi que le PQ n'a jamais dit qu'il ne formulerait pas de promesses chiffrées de baisses d'impôts pendant la campagne. C'est pourtant ce qu'avait indiqué Bernard Landry il y a dix jours, a souligné vendredi Jean Charest.

« On n'a jamais dit ça, lance M. Bouchard. On n'a jamais dit qu'on n'allait pas promettre de baisser les impôts, au contraire. Depuis le discours du budget, en mars dernier, on a annoncé que nous allions consacrer la moitié du surplus qui sera dégagé après l'atteinte du déficit zéro à la réduction des impôts des particuliers. »



PHOTO RYAN REMIORZ, *Presse Canadienne*

Le premier ministre a été chahuté lors de son départ de Sherbrooke par trois groupes de manifestants, soit des ambulanciers, des membres du Syndicat des enseignants de l'Estrie, venus revendiquer l'équité salariale, et une trentaine de citoyens du Val Saint-François, opposés au tracé de la ligne de 735 kV qu'Hydro-Québec veut ériger entre les postes Hertel et Des Cantons.

Le premier ministre a été chahuté lors de son départ de Sherbrooke par trois groupes de manifestants, soit des ambulanciers, des membres du Syndicat des enseignants de l'Estrie, venus revendiquer l'équité salariale, et une trentaine de citoyens du Val Saint-François, opposés au tracé de la ligne de 735 kV qu'Hydro-Québec veut ériger entre les postes Hertel et Des Cantons. C'est d'ailleurs sous les cris de « Bouchard, dictateur » scandés par ces derniers que le premier ministre est monté dans sa limousine.

Vendredi, un comité a jugé qu'Hydro-Québec pouvait faire mieux pour diminuer les impacts liés à la construction de la ligne. Hier, M. Bouchard a souligné que l'analyse du comité Blanchette ne concernait pas la phase 1, celle de la ligne de 230 kV des Cantons-Saint-Césaire, qui doit assurer, dès cet hiver, l'approvisionnement du poste Saint-Césaire, en prévision d'un éventuel verglas.

Les recommandations concernent les deux autres phases, qui elles doivent se réaliser l'hiver prochain et dans deux hivers, a noté M. Bouchard. Elles sont présentement étudiées par le ministère de l'Environnement et Hydro, qui feront connaître leurs réactions au cours des prochains jours.

98

Intentions de vote

(après répartition des indécis)

En pourcentage

	PQ	PLQ	ADQ	Autres
Léger & Léger *(28 au 30 octobre)*	47,5	46,2	5,7	0,6
SOM *(23 au 27 octobre)*	44,7	46,5	6,6	2,2
CROP *(15 au 21 octobre)*	44	45	9	2

Infographie *La Presse*

Béton ou sables mouvants ?

ANDRÉ PRATTE

À la lumière de trois sondages (déjà !) publiés depuis le début de la campagne électorale, il faut se demander si les intentions de vote des électeurs ne sont pas en train (déjà !) de se cimenter.

Les enquêtes réalisées au cours des deux dernières semaines amènent toutes la même conclusion : après s'être effrités durant plusieurs semaines, les appuis du PLQ se retrouvent aujourd'hui au niveau de ceux du PQ, ce qui voudrait dire, s'il y avait des élections aujourd'hui, le retour au pouvoir du gouvernement Bouchard.

Le sondage Léger & Léger publié hier par le *Journal de Montréal* et le *Globe & Mail* est le premier fait depuis le déclenchement de la campagne électorale. Si on le compare au CROP-*La Presse*-TVA réalisé dix jours avant le déclenchement (officiel) des hostilités, on constate que pratiquement rien n'a bougé. Une fois accordés au PLQ environ les deux tiers du vote des discrets, selon la méthode généralement admise, Léger & Léger donne 46,2 % du vote aux libéraux et CROP 45 %. Pour ce qui est du PQ, le CROP lui accorde 44 %, le Léger & Léger 47,5 %. Compte tenu de la marge d'erreur, on ne peut dire si cette différence de 3,5 points représente une réelle augmentation des appuis au PQ entre les deux enquêtes.

L'intérêt du Léger & Léger vient du fait qu'il est le premier sondage réalisé après les déclarations controversées du premier ministre du Canada Jean Chrétien. L'enquête ayant été effectuée entre le 28 et le 30 octobre, les personnes interrogées avaient en outre eu amplement le temps de digérer les grandes lignes du programme économique de Jean Charest, de même que l'épouvantail Mike Harris planté par Lucien Bouchard. À première vue, ces moments dramatiques ont eu peu d'impact sur l'opinion publique.

La prochaine salve de sondages sera par conséquent déterminante. C'est là qu'on verra si vraiment, le béton (des intentions de vote) est pris. Si c'est le cas, Jean Charest aura matière à inquiétude, puisque refaire couler du béton séché relève du miracle. Batailleur de nature, le chef libéral préférera y voir la fin de sa glissade, et une base solide d'où regagner les cinq ou six points qui lui manquent pour obtenir une majorité de sièges.

Cela dit, les plus récents sondages ne permettent pas aux péquistes de respirer à l'aise, malgré le titre (prématuré) du *Journal de Montréal*, « Le PQ en avance ». Si l'on tient compte de la marge d'erreur de 3 % en effet, il faut convenir que personne n'est en avance.

D'autant plus qu'un SOM-*Le Soleil-The Gazette* réalisé dans la semaine suivant le conseil général du PLQ, où Jean Charest avait tourné la page sur la Révolution tranquille, est plutôt favorable aux libéraux, leur donnant deux points d'avance après répartition des indécis. Serait-ce la fin de l'effritement du vote libéral ? « C'est une possibilité, mais il va falloir attendre d'autres sondages pour le confirmer », a dit à *La Presse* le président de SOM, Gilles Therrien.

Si ces prochaines enquêtes devaient au contraire confirmer le résultat du Léger & Léger, cela signifiera que la descente des libéraux amorcée en août se poursuit. Alors, il ne faudra plus parler de béton, mais de sables mouvants. Et il sera difficile pour Jean Charest, malgré ses talents considérables, de s'en sortir.

Bien des choses peuvent se passer au cours des prochaines semaines, soulignent avec raison les sondeurs. Cependant, une donnée du SOM publié vendredi et hier ne peut qu'ajouter à l'inquiétude des partisans libéraux : 43 % des Québécois croient que le PQ l'emportera, tandis que seulement 33 % prévoient une victoire du PLQ. « La tendance lourde, c'est le climat qui est créé, note Jean-Marc Léger, grand patron de Léger & Léger. Tout le monde dans la rue commence à dire que c'est le PQ qui va gagner, et ça c'est dur à contrer. Si M. Charest ne casse pas ça tout de suite, il ne sera pas capable de faire les derniers milles de la campagne. »

Étrange situation tout de même, quand on sait que selon le SOM-*Le Soleil-The Gazette*, 64 % des Québécois s'attendent à ce que M. Bouchard tienne un autre référendum sur la souveraineté s'il est réélu, un référendum dont plus de six électeurs sur dix ne veulent pas.

Marc-Yvan Côté vient prêter main-forte au PLQ

KATIA GAGNON
CHARLESBOURG

Au cours des quatre dernières années, le ministère de la Santé a exercé une « quasi-dictature » sur les régies régionales de la santé, qui sont devenues les « perroquets » du ministre Rochon, estime l'ex-ministre de la Santé, Marc-Yvan Côté, qui est venu hier prêter main-forte à Jean Charest dans un comté symbolique pour les libéraux : celui de Jean Rochon.

« On s'est retrouvé en quasi-dictature de la part du ministère. Tout le monde qui pense que les régies régionales ont pris les décisions au cours des quatre dernières années se trompent : les décisions sont venues de chez Rochon. Il n'y a pas eu un ministre aussi interventionniste que Rochon pour imposer ses diktats au réseau. Les régies sont devenues le perroquet du ministre », a déclaré M. Côté, qui était venu assister à l'assemblée libérale à titre de « simple citoyen de Charlesbourg ».

Après le sénateur Jean-Claude Rivest, c'est donc un autre vieux routier libéral qui vient donner un coup de main à Jean Charest, à qui un nouveau sondage Léger & Léger a apporté de mauvaises nouvelles hier matin : le Parti québécois continue sa lente remontée dans les intentions de vote et dépasse maintenant le PLQ d'un point de pourcentage.



PHOTO DIDIER DEBUSSCHÈRE, *Reuters*

Jean Charest à l'hôpital Chauveau, devenu un centre de soins prolongés lors du virage ambulatoire, où tant les patients — vieillards en perte d'autonomie ou personnes lourdement handicapées — que les infirmières se sont plaints du manque criant de personnel.

L'ancien ministre de la Santé, qui avait donné le coup d'envoi de la réforme, avait pourtant tenu des propos élogieux à l'endroit de Jean Rochon il y a deux ans. « Je demeure convaincu que ce qui se passe aujourd'hui est nécessaire », avait-il déclaré en avril 1996 devant les directeurs d'établissements de santé réunis en congrès, en défendant la fermeture de l'hôpital Chauveau, un des arrêts de la tournée de Jean Charest hier. « Nous avons été chanceux comme citoyens d'avoir un homme de cette trempe », ajoutait-il en parlant du ministre Rochon.

Mais en pleine campagne électorale, son jugement se fait plus tranchant. « Lucien Bouchard a callé la shot. L'objectif premier, c'était le déficit zéro, ça n'était pas la réforme de la santé. C'est la santé qui a payé le prix. J'avais mis M. Rochon en garde contre le danger de devenir un président du Conseil du Trésor ou un ministre des Finances, mais il est tombé dans le panneau », estime-t-il.

D'ailleurs, ajoute M. Côté, le premier ministre Bouchard « ment effrontément » lorsqu'il accuse les libéraux d'avoir manqué de courage en passant outre à une nécessaire réforme du système de santé. « La réforme s'est mise en train du temps des libéraux, pas du temps des péquistes. Rochon a fait une chose : le virage ambulatoire. Mais jamais Robert Bourassa n'aurait permis des compressions dans le réseau de la santé comme Lucien Bouchard l'a fait », tranche M. Côté.

Pour sa part, Jean Charest a invité les 150 militants libéraux rassemblés au local du candidat libéral, l'avocat Denis Roy, à lancer un message clair en matière de santé au gouvernement péquiste. « Il y a un débat qui se fera ici qui touche l'ensemble du Québec. Le soir du 30 novembre, la population de Charlesbourg a l'occasion de marquer le pas pour le Québec et de dire à celui qui a permis ce dérapage dans la santé qu'il est congédié », a lancé M. Charest.

Le chef libéral avait d'ailleurs fait hier de la santé le thème principal d'une tournée dans la région de Québec. En matinée, il a visité l'hôpital Chauveau, devenu un centre de soins prolongés lors du virage ambulatoire, où tant les patients — vieillards en perte d'autonomie ou personnes lourdement handicapées — que les infirmières se sont plaint du manque criant de personnel. « Les infirmières, elles courent, c'est incroyable. Ce n'est pas humain », déplore France Michaud, une patiente atteint de sclérose en plaques, qui a l'intention de donner son vote à Hélène McLean, la candidate libérale, qui était jusqu'à tout récemment infirmière à l'hôpital Chauveau.

Puis, en après-midi, M. Charest s'est rendu dans Lotbinière, un comté détenu par une mince majorité par le péquiste Jean-Guy Paré, où le centre d'accueil local est sur le point de fermer à la suite de décisions de la régie régionale de Québec. Devant un auditoire de 250 militants, des personnes âgées pour la plupart, Jean Charest a promis, s'il était porté au pouvoir, la réouverture du foyer Le Riverain.

98

Les chefs aujourd'hui

■ Le chef du Parti québécois Lucien Bouchard fera campagne dans les Laurentides et à Montréal. Il donnera une conférence de presse à Sainte-Agathe-des-Monts en matinée et participera au gala de l'ADISQ en soirée.

■ Le chef du Parti libéral Jean Charest fera campagne dans la région de Montréal. Il visitera un foyer pour personnes âgées et participera à l'ouverture officielle du comité électoral du comté de Lafontaine. En soirée, il sera présent au gala de l'ADISQ.

■ Le chef de l'Action démocratique Mario Dumont fera campagne dans le comté de Rivière-du-Loup, où il est candidat. Un rassemblement de militants aura lieu en matinée.

EN BREF

La FTQ n'appuie aucun parti

■ La FTQ n'appuiera aucun parti dans le cadre des élections provinciales. C'est ce qui a été décidé hier au Conseil général de la centrale, à Montréal. La FTQ entend toutefois intervenir activement dans le débat électoral. Le Conseil général a adopté une plate-forme électorale qui sera présentée aux chefs des partis et à tous les candidats, en vue d'obtenir des engagements clairs de leur part. La FTQ se dit déçue de plusieurs politiques du gouvernement Bouchard, mais se dit encore plus inquiète des orientations du Parti libéral.

Ministre oublié

■ Une omission a été constatée dans la liste des ministres du gouvernement Bouchard confrontés à une réélection publiée hier en page B8 du cahier Plus. Il s'agit du ministre des Affaire municipales, Rémy Trudel. Député du comté Rouyn-Noranda-Témiscamingue depuis 1989, M. Trudel a été élu en 1994 avec une confortable majorité de plus de 7000 voix.

Saint-Ludger manifeste

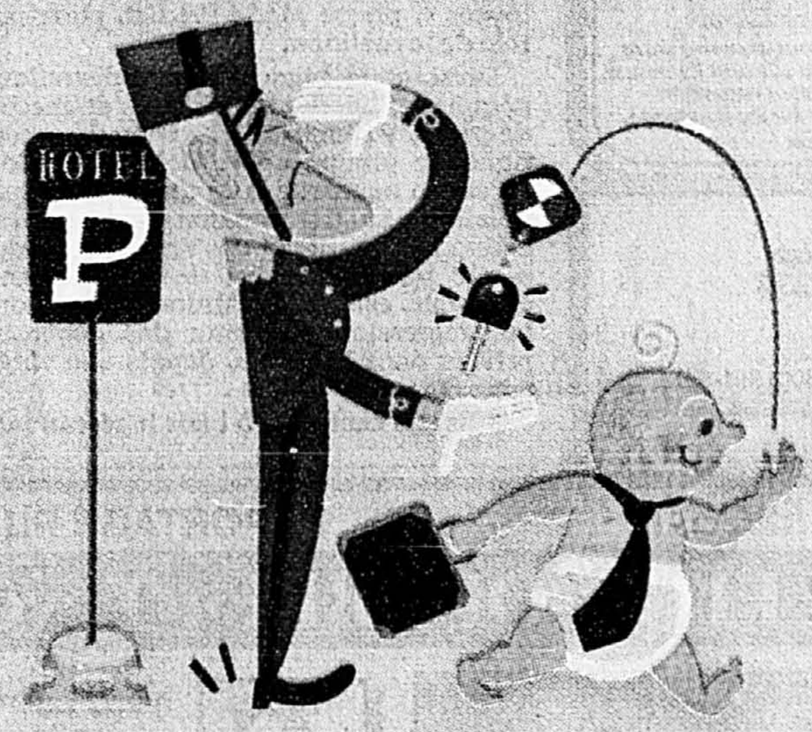
■ Les citoyens de Saint-Ludger, en Estrie, qui manifestaient hier contre la femeture d'un centre pour personnes âgées, ont récolté près de 400 signatures dans une pétition qu'ils remettront au ministre de la Santé, Jean Rochon. Les citoyens de la petite municipalité de 1300 habitants ont distribué des feuillets d'information aux automobilistes qui circulaient entre Saint-Georges-de-Beauce et Lac-Mégantic. La Maison paternelle de Saint-Ludger est menacée de fermeture et ses occupants sont contraints à partir pour deux autres établissements de la région.

Soyez à votre affaire !

LISEZ LE CAHIER
Économie
DU LUNDI AU SAMEDI
La Presse

MAIGRIR SANS OBSESSION
Motivation - reprogrammation
Raymonde Forget, B. Sc. O.T.
maître-praticienne en PNL
Information / consultation
(514) 990-6914
2688722 2686169-D

La Presse rejoint 73% des bébés qui ont une voiture neuve et font des voyages d'affaires et d'agrément en avion.



En passant par leurs parents, bien sûr. Car *La Presse* rejoint efficacement une multitude de groupes cibles et l'ÉQIP PMB II vous permet d'en faire un portrait d'une précision inégalée.

La Presse

Source : L'Étude sur les quotidiens et informations-produits PMB II 1998, Montréal français, adultes 18+, revenu familial de 50 000 $ et plus, deux parutions en semaine, une le samedi.



20h
BROKEN ARROW



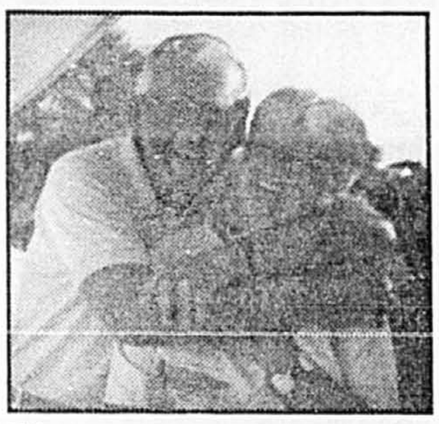
VOTRE SOIRÉE TVA
18 h Le TVA, édition 18 heures
18 h 30 La vie est un sport dangereux
19 h Fort Boyard
20 h Ciné-dimanche : *Broken Arrow* Avec John Travolta
22 h 30 Le TVA, édition spéciale
23 h 30 Le TVA sports

TVA
Le réseau d'ici
2681190-D

FORT BOYARD Ce soir 19h



Célébrités...



50e ANNIVERSAIRE DE MARIAGE
de Lucille Lamoureux et Jean Lacroix
Il y a 50 ans, le 6 novembre 1948, vous avez uni votre destinée. Vos filles Jocelyne, Diane et Carolle sont heureuses de souligner cet événement pour vous remercier. Bon anniversaire. Santé et bonheur encore longtemps. Félicitations à vous deux !

Célébrités...
Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274
La Presse
Appels interurbains sans frais : 1 (800) 361-5013
2696871-D

Élections 98

Malavoy croit pouvoir battre Charest

MARTIN PELCHAT
UPTON

Avec un premier sondage indiquant que le Parti québécois prend un point d'avance dans les intentions de vote sur les libéraux, Marie Malavoy dit croire de plus en plus en ses chances d'infliger la défaite à Jean Charest dans Sherbrooke.

« Je mise sur le fait que le comté de Sherbrooke est un comté qui, par tradition, sans exception depuis 1944, vote du côté du pouvoir, dit-elle. Tout ce qui peut confirmer que M. Bouchard sera le prochain premier ministre, pour moi, va dans le sens de donner envie aux gens de Sherbrooke de voter du côté du pouvoir, donc de voter pour moi. »

Mme Malavoy, qui accompagnait son chef Lucien Bouchard en tournée hier dans la région de l'Estrie, avait fait son entrée à l'Assemblée nationale en l'emportant par 1300 voix sur son adversaire libéral Gilles Lapointe, en 1994.

La tâche, évidemment, sera plus ardue cette année contre Jean Charest, dont Mme Malavoy ne nie pas l'ascendant. « Je reconnais très très bien les qualités de cet homme-là, dit-elle. Je dirais le charisme qu'il a et le fait que les gens aiment bien lui parler, le côtoyer, et ont espoir qu'il les représente. »

« D'autre part, il se trouve, c'est tant mieux pour nous, que M. Bouchard aussi est un homme plein de charisme et de talent et que les gens aiment côtoyer », poursuit Marie Malavoy, qui est encouragée également par la récente élection du bloquiste Serge Cardin dans Sherbrooke comme successeur de Jean Charest au fédéral.

Lucien Bouchard a commencé sa journée à Upton en visitant la ferme d'un producteur laitier, Yves Lacoste, qui n'a pas manqué l'occasion de le sensibiliser au problème de la relève.

Quand il a pris celle de son propre père, en 1979, M. Lacoste a reçu une subvention de 7500 $ de l'État. Présentement, le gouvernement verse 15 000 $. « Ce n'est pas suffisant », dit M. Lacoste, qui s'attend à ce que ses deux fils lui succèdent. Ce sera la quatrième génération de producteurs.

Environ 70 % des producteurs qui prévoient prendre leur retraite dans les cinq prochaines années ont déjà identifié leur successeur, mais 50 % seulement sont admissibles à l'aide à l'établissement.

Le premier ministre a reconnu qu'il fallait améliorer cette aide, présentement étudiée par un groupe de travail. « J'ai l'intention durant la campagne de prendre un engagement plus précis », a dit M. Bouchard.

« On connaît la problématique, ajoute-t-il. Vous avez investi des capitaux considérables et pour qu'un jeune puisse du jour au lendemain prendre ça en charge et en même temps vous donner la valeur de ce que vous avez investi durant votre vie pour continuer dans votre retraite, il y a comme un problème. »

Le chef du PQ s'est fait passer deux autres messages lors de ce bref passage dans le comté de Johnson, représenté à l'Assemblée nationale par le péquiste Claude Boucher. Le maire d'Upton, Yves Croteau, lui a rappelé que le pont du rang de la Chute, qui relie Upton à Saint-Valérien, vers Granby, avait plus que fait son temps et qu'il fallait procéder à sa réfection « dans les plus brefs délais ». Des travaux évalués à près de 2 millions.

Le maire de Saint-Théodore d'Action, Richard Gauthier, a pour sa part souligné au premier ministre que la MRC d'Acton avait absolument besoin d'une deuxième ambulance.

La santé atteinte de privatisation larvée

MARIE-CLAUDE GIRARD

Si le Parti libéral a fait de la santé un des thèmes clés de sa campagne, aucun parti n'a encore formulé de promesses suffisamment claires pour assurer la préservation du système public, estime la coalition Solidarité Santé, un regroupement d'une vingtaine de syndicats, groupes sociaux et associations d'aînés et de consommateurs.

« Arrêtez de faire de la surenchère électorale et donnez l'heure juste aux citoyens », presse Marie Pelchat, porte-parole de la coalition.

Dressant le bilan des administrations péquiste et libérale et des idées de chacun de partis, y compris de l'Action démocratique, le groupe arrive à la conclusion qu'aucun ne mérite la confiance de la population. La privatisation dans le domaine de la santé et des services sociaux est le principal enjeu de la campagne électorale, estime la coalition, qui déplore la progression constante des dépenses privées dans le réseau, depuis une vingtaine d'années.

S'ils ont contribué à bâtir le réseau public lors de leur passage au pouvoir, ni le Parti libéral ni le Parti québécois n'ont enchâssé dans la loi les principes d'un système de santé universel, public, accessible et gratuit, souligne-t-on.

Tous deux ont eu plutôt pour objectif de réduire le nombre de travailleurs dans le réseau, reproche le regroupement, qui compte une douzaine d'organisations syndicales.

À ce chapitre, le parti de Mario Dumont n'apparaît pas comme une solution. « L'ADQ, à ce qu'il nous semble, recommande plutôt de réduire la taille de l'État. Elle ne recommande pas la préservation du système public », note Mme Pelchat.

Par les compressions dans le réseau, le gouvernement Bouchard a favorisé le recours aux services privés, notamment chez ceux qui veulent « contourner les listes d'attente », ajoute-t-elle. Du côté des libéraux, l'ex-ministre de la Santé, Claude Castonguay, prône une privatisation active et accrue des services de santé.

La coalition accuse les deux grands partis de ne pas avoir eu le courage de remettre en cause la rémunération à l'acte des médecins. Elle leur reproche aussi d'avoir appuyé la Loi fédérale de protection des médicaments brevetés qui a porté à 20 ans la période d'exclusivité, « même si cela devait signifier une hausse significative du coût des médicaments » tant pour l'État que pour les citoyens.

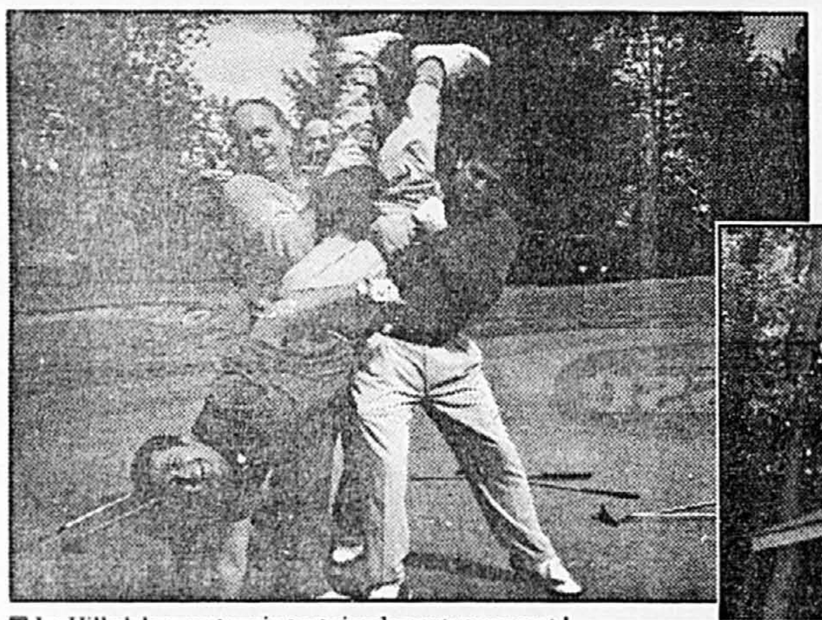
« Dans le programme libéral, au lieu de s'attaquer au fait que les médecins boudent les CLSC, on va proposer que les CLSC soient réservés au maintien à domicile ou aux missions sociales. Et on va remettre toute la santé dans les mains des cabinets privés. Ça ne nous semble pas une solution très porteuse d'avenir », soutient Mme Pelchat.

« Le Parti libéral a bien joué son rôle d'opposition. Mais il ne semble pas mettre de l'avant de solutions permettant de sortir des problèmes engendrés entre autres par la privatisation du système de santé. »

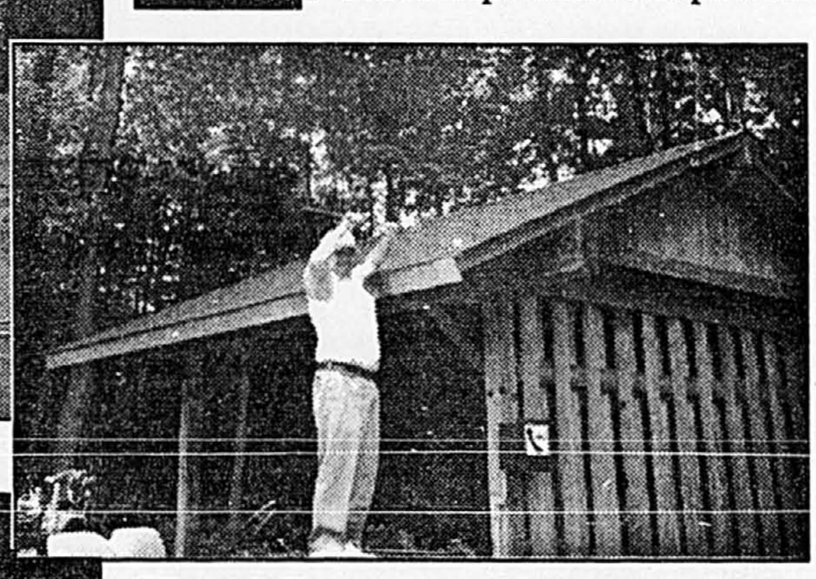
La coalition invite les citoyens à pousser les candidats à prendre des engagements précis dans leur comté. Elle publiera d'ailleurs sous peu un guide électoral. « Plus la population sera précise dans ses demandes, et moins ils pourront s'esquiver », estime Mme Pelchat.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

GROUPE SUTTON-QUÉBEC : l'événement le plus attendu de l'année.



Le Hillsdale : un terrain tout simplement renversant !



Pas besoin d'être un pro pour participer au tournoi de Groupe Sutton-Québec, mais...



C'est par une journée de pluie que l'on peut reconnaître les VRAIS amateurs de golf !!!

Eh oui! La troisième édition du tournoi annuel de Groupe Sutton-Québec laquelle s'est tenue le 8 septembre dernier est devenu **« l'événement de l'année »**. Plus de 520 agents ainsi qu'une quarantaine de commanditaires ont eu le plaisir de participer à ce tournoi dont la réputation n'est plus à faire.

Pourquoi l'événement de l'année? Rassemblez une équipe de bénévoles du tonnerre, une pelletée de commanditaires plus que généreux, deux parcours de golf à vous couper le souffle, une montagne de cadeaux et voyages, saupoudrez le tout d'une pléiade d'invités tous plus enjoués les uns que les autres, et vous obtiendrez malgré la pluie, la réponse à cette question.

Monsieur **Christophe Folla**, président de Groupe Sutton-Québec, a une toute autre explication à cet engouement général. Il croit tout simplement que les agents **Sutton** ont maintenant compris que lorsque le réseau les conviait à un événement, ils ne se déplaçaient jamais pour rien.

Preuve à l'appui, puisque près de 850 agents ayant assisté au lancement provincial de septembre dernier, sont repartis des outils plein les poches, et des images plein la vue. En effet, nouvelle promotion hypothécaire **«Sutton 76 »** incluant les frais de notaire, matériel promotionnel gratuit, des voyages pour les clients et les agents, image corporative revampée à l'odeur de l'an 2000, site Internet **www.sutton.com**, faisaient partie des projets promis et livrés aux agents du Réseau Sutton.

Vous n'êtes toujours pas convaincus?! Attendez de voir la suite. Avec plusieurs autres surprises en réserve prévues pour très bientôt, vous comprendrez pourquoi Sutton est un Réseau définitivement tourné vers l'avenir...

Pour terminer ces quelques lignes en beauté, Groupe Sutton-Québec par le biais de son président Christophe Folla et son directeur Julie Gaucher, désire remercier CIBC, Inspec Tech, La Personnelle, Labre & associés, Bell mobilité, Aventure électronique, GE Capital, Décoration 2000, Ladouceur & Associés, tous ses franchisés, courtiers hypothécaires et notaires affiliés, ainsi que tous ses autres commanditaires sansexception et nombreux bénévoles grâce à qui de tels événements sont rendus possibles.
Mille fois merci!!!



Groupe Sutton-Québec, par le biais de son président Christophe Folla et ses deux comparses Julie Gaucher et Martin Des-Côtes, a réussi une fois de plus, à surprendre le marché avec sa nouvelle promotion Sutton. Qui dit mieux...



L'annonce de la promotion a causé tellement d'émotion, que certains on eu peine à retenir leurs larmes...

Félicitations et merci à tous nos agents qui font le succès du Groupe Sutton !

2696307-D

Les esprits malfaisants étaient aussi de la partie

CHRISTIANE DESJARDINS

Le lion s'est retrouvé sans tête, des masques d'horreur ont été découpés et volés, le gros monstre est disparu, et une statue a été renversée et brisée. Malgré le saccage de leur magnifique décor d'halloween pendant la nuit de vendredi, Pierrette Lanoie et Armande Paquette, deux résidantes de la rue Fabre à Montréal, étaient tout sourire pour accueillir les petits monstres, princesses et autres personnages fantastiques, hier soir.

« J'ai découvert le vol vendredi matin, en me levant. On a tout refait du mieux qu'on a pu pour être prêtes pour ce soir (hier), mais ce n'est pas aussi beau qu'avant, s'est désolée Mme Lanoie. Je trouve ça bien de valeur pour mon gros monstre et surtout ma statue. Elle était là depuis 20 ans. »

La maison de Pierrette Lanoie, située au 5192, rue Fabre, est une attraction dans le quartier, à l'halloween, comme à Noël.

Depuis quatre ans, elle décore sa façade avec force détails pour les deux grandes fêtes, et toujours de façon différente. Sa voisine, Armande Paquette, lui donne un coup de main pour confectionner le décor, composé de mannequins et d'un tas d'accessoires et agrémenté de sons et lumières. Cette tâche leur prend un temps fou et coûte pas mal cher.

« Pour l'halloween, on a travaillé à peu près deux mois, à raison de deux à trois heures par soir, et ça a coûté environ 1000 $, estime Mme Paquette. Avec les bonbons. »

Des bonbons, il en faut beaucoup, car les décorations agissent comme un aimant sur les enfants... et leurs parents. Hier, ça ne désemplissait pas à la porte de Mme Lanoie.

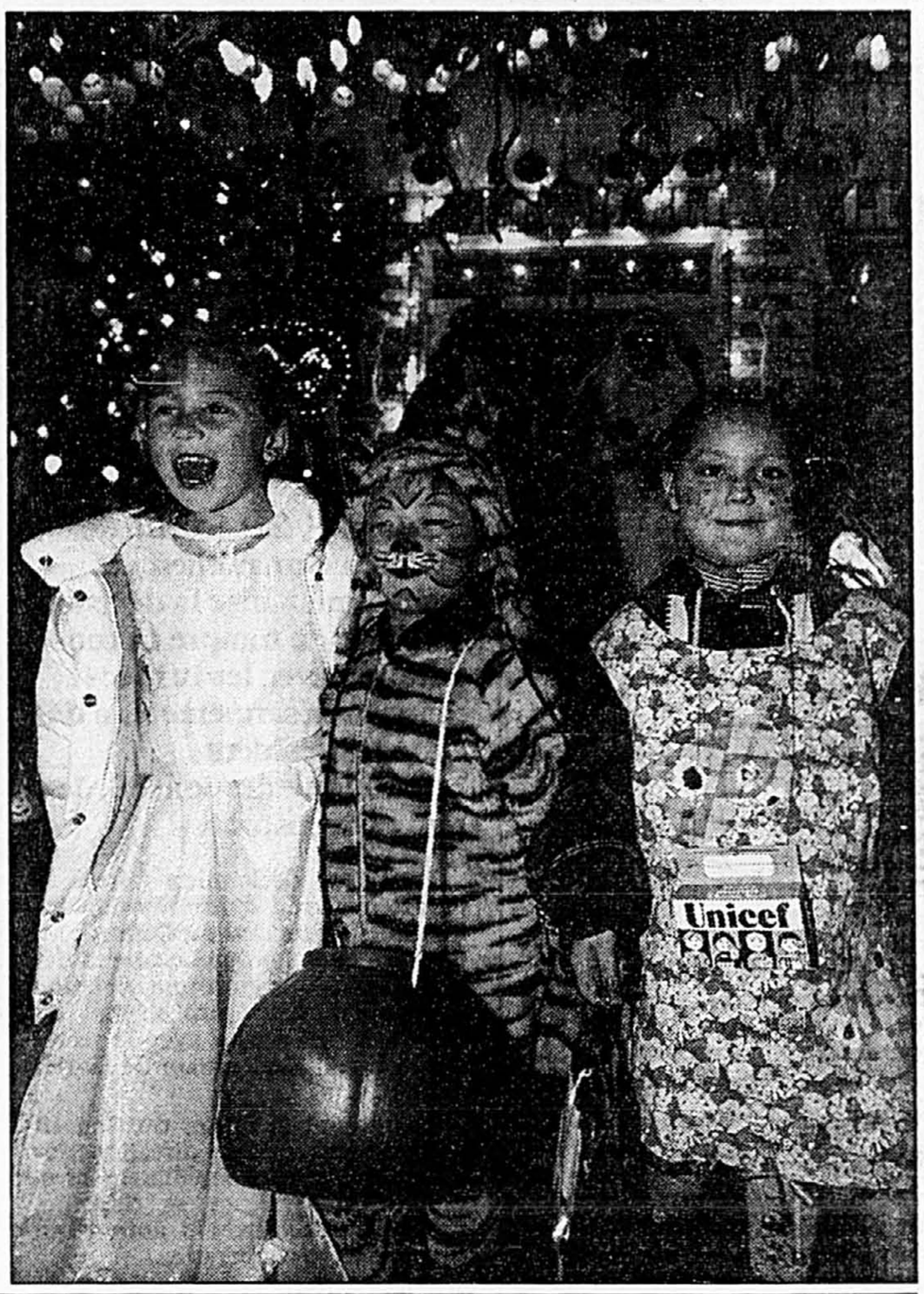
« L'an passé, on a donné 710 sacs. Cette année, on en a fait 1000, mais il va falloir en faire d'autres, on va en manquer », a rigolé Mme Lanoie, en distribuant ses sacs de friandises. Un à Blanche-Neige, un à Tintin, un au pirate...

Ailleurs sur le Plateau, Centraide invitait les enfants à venir emplir leur citrouille à la Maison d'Aurore, situé au 826, boulevard Saint-Joseph Est. Pour l'occasion, André Barbe, scénographe professionnel, avait confectionné, à l'intérieur de la maison, un labyrinthe enchanté, où les enfants pouvaient déambuler et amasser des bonbons dans les détours.

Les techniciens ambulanciers d'Urgence Santé ont de leur côté agrémenté la journée des enfants malades dans divers hopitaux montréalais, pour ensuite veiller à la sécurité des petits quêteux dans les rues de Laval et de Montréal.

Aujourd'hui c'est dimanche. Les milliers de petits monstres qui ont sillonné les rues pourront relaxer et goûter au fruit de leur labeur.





PHOTOS ROBERT SKINNER et ANDRÉ FORGET, *La Presse*

Ci-dessus, accompagnée de sa fille « lapine », une technicienne d'Urgences Santé a égayé la journée du petit Simon, 2 ans, que l'on voit ici dans les bras de son père, Vincent Dionne, à l'hôpital Sainte-Justine. Ci-contre, princesse Florence, 7 ans, tigresse Sophie, 5 ans, et Élisabeth Fifi Brindacier, 7 ans, ont réalisé toute une collecte hier soir. À l'arrière, le décor de Pierrette Lanoie, de la rue Fabre.

Mort suspecte à Shawinigan

Une femme de 75 ans a été retrouvée sans vie hier, peu après 16 h, au second étage de sa maison du 3925, 5e Avenue à Shawinigan-Sud, en Mauricie. En soirée, la Sûreté du Québec considérait l'événement comme une « mort suspecte, probablement un meurtre ».

Vers 16 h, la fille de la victime, qui venait la visiter avec son conjoint, a trouvé une des portes avant ouverte. Le couple a alors appelé la résidante. N'obtenant pas de réponse et craignant le pire, les deux personnes ont tout de suite alerté les policiers de la sûreté municipale.

« Ce sont les agents qui ont découvert la femme, gisant sur le dos, dans une pièce servant au rangement. Elle avait un blessure très apparente à la tête mais dont la nature exacte n'a pas encore été déterminée », a indiqué l'agent Daniel Lamirande de la SQ. C'est l'escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec, district de la Mauricie et du Centre du Québec, qui est chargée de l'enquête.

La Gaspésie se remet des inondations

Presse Canadienne
GASPÉ

Au grand soulagement des intervenants et des citoyens résidant à proximité des rivières, le niveau des différents cours d'eau avait passablement baissé hier à l'extrémité orientale de la péninsule gaspésienne.

« Nous demeurons toutefois très vigilants et prêts à intervenir », a dit hier Henri Bernier, coordonnateur du plan d'urgence à la ville de Gaspé.

Au cours de la journée de vendredi, près de 120 millimètres de pluies sont tombées sur la région, provoquant le gonflement des rivières et des inondations de routes et de résidences.

Déjà hier, à Rivière-au-Renard, la plupart des 30 familles évacuées avaient regagné leurs résidences.

L'ÉVÉNEMENT

« IMAGINEZ-VOUS EN CHRYSLER »

GAGNEZ 25 000 $† en crédit applicable à l'achat ou à la location de votre prochain véhicule Chrysler



(Photo à titre indicatif seulement)

DODGE DAKOTA SPORT 1999 – 4X4, À CABINE CLUB

L'ENSEMBLE 24B + DSA + LNJ + ADA COMPREND : Moteur Magnum V6 de 3,9 litres • Transmission automatique à quatre rapports • Glaces teintées • Essieu à différentiel autobloquant • Direction assistée • Banquette divisée 40/20/40 • Radio-cassette AM/FM stéréo avec quatre haut-parleurs • Phares antibrouillards • Système d'échappement en acier inoxydable • Roues en aluminium

POUR SEULEMENT 299 $* PAR MOIS

Location, terme de 36 mois. Comptant initial de 3 235 $. Avec 0 $ de comptant initial, 398 $ par mois.

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

24 558 $**

(Photo à titre indicatif seulement)

DODGE RAM 1500 SLT 1999 – 4X4, À CABINE QUAD

L'ENSEMBLE 28G COMPREND : Moteur Magnum V8 de 5,9 litres • Transmission automatique à quatre rapports • Climatiseur • Régulateur de vitesse • Volant inclinable • Glaces teintées • Lève-glaces et verrouillage à commande électrique • Banquette divisée 40/20/40 en tissu de catégorie supérieure • Radio-cassette AM/FM stéréo avec quatre haut-parleurs • Roues 16 po X 7 po en fonte d'aluminium • Compte-tours

POUR SEULEMENT 449 $* PAR MOIS

Location, terme de 36 mois. Comptant initial de 3 137 $. Avec 0 $ de comptant initial, 548 $ par mois.

TAXE SUR LE CLIMATISEUR, TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

31 379 $**

TAXE SUR LE CLIMATISEUR INCLUSE.

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.

CHRYSLER Dodge Camions Dodge | CHRYSLER Plymouth Jeep | Eagle

† L'événement « Imaginez-vous en Chrysler » est en vigueur du 12 octobre au 30 novembre 1998. Le tirage aura lieu le 14 décembre 1998 à 15 h chez Chrysler Canada ltée au 3000, route Transcanadienne, Pointe-Claire (Québec) H9R 1B1. Les chances de gagner dépendent du nombre de bulletins de participation reçus. Aucun achat requis. 18 ans et plus. Détails et règlement complets chez votre concessionnaire Chrysler participant. * Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Comptant initial ou échange équivalent, immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada ltée. Le premier versement et un dépôt de sécurité seront exigés. Location pour usage personnel. Le locataire est responsable du kilométrage excédentaire après 61 200 km, au taux de 12 ¢ le km. Rachat non requis. ** Transport (920 $ pour le Dodge Ram et 715 $ pour le Dodge Dakota), immatriculation, assurances et taxes en sus. Le prix reflète la prime d'encouragement du fabricant consentie au concessionnaire. Offres d'une durée limitée chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut vendre/louer à prix moindre et avoir à commander.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.

CHRYSLER

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

ULSTER

Meurtre sectaire

■ Un jeune catholique a été tué par balles dans le nord de Belfast, dans la nuit de vendredi à hier, dans ce qui pourrait être un meurtre intercommunautaire. L'homme, âgé d'une trentaine d'années et dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué de deux balles dans la tête et trois dans le dos, dans une rue d'un quartier catholique du nord de Belfast, juste à la frontière avec un quartier loyaliste protestant.

d'après AFP

POLOGNE

Croix à Auschwitz

■ Deux habitants de Cracovie ont planté les quatorze stations d'un chemin de croix devant plus de 200 croix installées à la lisière de l'ancien camp nazi d'Auschwitz. Chaque station est constituée d'un poteau d'un mètre et demi, au sommet duquel se trouve une L'un des deux Cracoviens a déclaré que le chemin de croix avait été érigé en hommage aux Polonais qui avaient péri en ce lieu. Le conflit autour des croix d'Auschwitz dure depuis mars dernier. L'annonce que la « croix du pape », utilisée en 1979 lors d'une messe célébrée par Jean-Paul II et installée devant l'ancien Carmel dix ans plus tard, allait être déplacée à la demande de milieux juifs, avait provoqué une réaction d'un groupuscule de nationalistes, qui ont placé autour d'elle d'autres crucifix.

d'après AFP

ÉGYPTE

Extradition d'Équateur

■ L'Équateur a extradé vers l'Égypte un islamiste égyptien impliqué dans l'attentat de Louxor qui a coûté la vie à 58 touristes en novembre 1997, a annoncé le président égyptien. Hosni Moubarak a révélé l'extradition de Mohamed Abid Abdel Aal lors d'une rencontre à Charm el-Cheikh (dans le Sinaï) avec des rédacteurs en chef de journaux français.

d'après AFP

TIMOR

Entretiens informels

■ Les quatrièmes entretiens informels inter-timorais ont commencé au château de Krumbach (au sud de Vienne) pour tenter de progresser sur l'avenir de l'ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1976. L'annexion du Timor oriental, à la suite d'une invasion militaire fin 1975, n'a pas été reconnue par l'ONU qui considère toujours le Portugal comme la puissance administrante du territoire. Le président indonésien Habibie a proposé d'accorder au territoire un statut d'autonomie en échange de la reconnaissance par la communauté internationale de son appartenance à l'Indonésie.

d'après AFP

AFGHANISTAN

Massacre de civils

■ Les taliban, au pouvoir à Kaboul, ont massacré quelque 2000 civils en août dernier lors de la prise de Mazar-i-Sharif, ancien fief de l'opposition dans le nord du pays, rapporte à New York l'organisation de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch. Les milices intégristes auraient notamment passé la ville au peigne fin, arrêtant et exécutant des hommes de l'ethnie Hazara, de confession shiite.

d'après AFP

ÉTATS-UNIS

Pinochet inquiète

■ L'affaire Pinochet pourrait rebondir aux États-Unis. La famille d'Orlando Letelier, ancien ministre des Affaires étrangères chilien assassiné en 1976 en plein Washington par les services secrets chiliens, demande à l'administration Clinton de rouvrir une enquête sur l'implication du général Augusto Pinochet dans cet attentat. Les proches du chef de la diplomatie chilienne sous le président Salvador Allende ont écrit au ministre de la Justice Janet Reno et au secrétaire d'État Madeleine Aibright.

d'après AFP

L'Irak dit non aux inspections et le Conseil de sécurité le fustige

Agence France-Presse
NATIONS UNIES, New York

Le Conseil de sécurité de l'ONU a « unanimement condamné » hier la décision de l'Irak de rompre sa coopération avec les inspecteurs en désarmement, a déclaré le président britannique du Conseil, Jeremy Greenstock.

Dans une déclaration faite à la presse à l'issue d'une réunion informelle à huis clos du Conseil, M. Greenstock a souligné que « la décision irakienne était une violation flagrante » des résolutions de l'ONU et de l'accord avec le secrétaire général Kofi Annan de février dernier.

Les quinze membres du Conseil « demandent que la direction irakienne revienne immédiatement et sans conditions sur sa décision, comme sur celle du 5 août » qui suspendait sa coopération.

L'Irak « doit reprendre une coopération immédiate, entière et inconditionnelle avec l'UNSCOM et l'AIEA » (Agence internationale pour l'énergie atomique).

L'Irak a annoncé hier sa décision de rompre immédiatemment sa coopération avec les inspecteurs de la Commission spéciale chargés de son désarmement (UNSCOM) qu'il accuse d'agir sous les directives des États-Unis pour maintenir l'embargo en place depuis huit ans.



PHOTO AFP

Le président irakien Saddam Hussein présidant hier le Conseil de commandement de la révolution à Bagdad.

Il a cependant permis aux experts de l'AIEA de poursuivre leurs activités de surveillance.

Le Conseil a également tenu à maintenir la porte ouverte à Bagdad en se déclarant « prêt à mettre en oeuvre une revue globale » des sanctions une fois que l'Irak sera revenu sur sa décision.

Le chargé d'affaires américain, Peter Burleigh, qui avait proposé le texte de la déclaration, a souligné de son côté qu'il s'agissait d'une « réaction unanime, très solide, très forte du Conseil ».

Selon des diplomates, le représentant russe, Serguei Lavrov, s'est aussi déclaré devant le Conseil « extrêmement alarmé par cette décision totalement inacceptable ».

Un diplomate a affirmé qu'il n'y avait pas eu de division au sein du Conseil pour une réponse ferme à Bagdad, alors que les quinze sont traditionnellement divisés entre les partisans d'une ligne ferme et les partisans du dialogue.

Les membres du Conseil ont également apporté leur « soutien total » au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan ainsi qu'à l'UNSCOM et à l'AIEA, a dit M. Greenstock.

Des diplomates ont indiqué que le Conseil avait chargé M. Greenstock d'expliquer à M. Annan, pour qu'il en fasse part aux Irakiens, le contenu d'une lettre qu'il a adoptée vendredi soir sur le déroulement d'une revue globale des sanctions réclamée par Bagdad.

Selon le Conseil, il s'agit d'un engagement à mener à bien cette revue si l'Irak reprend sa coopération, alors que Bagdad y voit au contraire la confirmation que les sanctions ne seront jamais levées.

Le chef adjoint de l'UNSCOM, Charles Duelfer, a transmis aux membres du Conseil une lettre détaillant les cinq points de la décision irakienne de « suspendre, arrêter ou cesser toutes les activités de la Commission spéciale, y compris la surveillance ».

Le chef de l'UNSCOM, le diplomate australien Richard Butler, qui était en Californie, devait rentrer ce week-end à New York.

L'Irak a affirmé qu'il reprendrait sa coopération quand le Conseil aura limogé M. Butler, et « recomposé » l'UNSCOM dans un sens moins favorable aux États-Unis.

Informé de la décision irakienne, le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, a annoncé qu'il interrompait son voyage vers l'Asie et rentrait précipitamment à Washington, annulant sa visite à Hong Kong, en Corée du Sud et au Japon.

À Washington, le Conseil national de sécurité (NSC) s'est réuni pendant deux heures, hier après-midi, sous la présidence du conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale, Sandy Berger, pour évaluer la décision irakienne.



PHOTO AFP

Un rappel de Rabin

Plus de 300 000 personnes étaient rassemblées hier soir sur la place Yitzhak Rabin à Tel Aviv à la mémoire de l'ancien premier ministre assassiné il y a trois ans, le 4 novembre 1995, par un extrémiste de droite juif, Yigal Amir. Cet immense rassemblement, l'un des plus importants de l'histoire du pays, marque le début des commémorations de l'assassinat de M. Rabin. Une cérémonie officielle aura lieu aujourd'hui au cimetière du Mont Herzl à Jérusalem où est inhumé l'ancien premier ministre. Le Parlement tiendra le même jour une session spéciale à sa mémoire.

REPÈRES / *Moyen-Orient*

Wye entretient-il le terrorisme?

JOONEED KHAN

Le grand mérite de l'Accord de Wye, c'est qu'il a forcé Benjamin Netanyahu et Ariel Sharon à adhérer à un processus de paix qu'ils dénonçaient à un point tel qu'il coûta la vie à Yitzhak Rabin, il y aura trois ans cette semaine.

Leurs partisans, les plus intégristes des colons juifs, avaient fini par qualifier de « traître » le premier ministre travailliste, et héros national, pour avoir décidé de faire la paix avec l'OLP.

Les rôles sont maintenant inversés. Sharon entretient toujours l'équivoque, mais Netanyahu figure maintenant sur les posters des colons affublé du keffieh et dénoncé comme « vendu ».

Si bien qu'à nouveau la menace d'un assassinat politique hante Israël. « Je ne dors plus depuis que j'ai entendu les détracteurs (de Netanyahu) scander le mot *traître* », a dit un garde du corps du premier ministre cité par le quotidien *Maariv*.

Crainte réelle ou *spin* excessif? Au moment où Netanyahu signait l'Accord de Wye, des intégristes lançaient une nouvelle colonie sioniste à Jérusalem-Est. Ils étaient toujours là 10 jours plus tard : en laissant faire, Netanyahu a en fait dit aux colons que Wye n'avait rien changé à leurs pratiques.

La grande faille de Wye, signé après neuf jours de marchandages en vase clos ponctués de pressions et menaces de rupture, c'est que l'encre était à peine séchée au bas de l'accord que la police de Yasser Arafat arrêtait 11 reporters et caméramen de la presse mondiale, plusieurs de nationalité palestinienne, et confisquait leur matériel, devant la résidence du cheikh Ahmad Yassine, chef du mouvement islamiste Hamas, à Gaza.

C'était l'entrée en scène immédiate de « l'État policier » que des organismes de droits de la personne, comme le PHRMG palestinien et le HRW américain, reprochent aux exigences israéliennes de « sécurité » et aux menées officielles de la CIA de promouvoir dans les territoires occupés, où deux millions de civils sont soumis à l'asphyxie permanente.

La semaine écoulée depuis la signature de Wye a montré combien la faille est béante : Netanyahu exige d'Arafat « le plan détaillé de lutte anti-terroriste » convenu à Wye en préalable à tout geste de sa part, même celui de soumettre l'Accord de Wye à son cabinet, qu'il a reporté à « la semaine prochaine ».

Netanyahu et Sharon semblent être enfin entrés dans le processus de paix non pas pour le faire avancer mais pour mieux le saboter de l'intérieur : l'exigence de sécurité à tout prix pour Israël, via la répression des droits civils palestiniens par l'Autorité (municipale) d'Arafat soutenue par Tsahal et la CIA, n'est rien de moins que la recette pour relancer l'industrie du terrorisme.

Terrorisme au nom duquel le Likoud ira de refus en refus, et de répression en répression. Car la « sécurité » du Palestinien, elle, compte pour moins que rien : mise en chômage forcé après bouclage quasi-permanent des Territoires occupés, démolition des maisons, refoulement meurtrier de malades et mères enceintes aux barrages de l'armée, arrestations et détentions arbitraires par l'Autorité d'Arafat elle-même, tortures et décès en détention.

Dans cet état de strangulation collective entretenu par Israël, une bonne partie de l'oxygène qui maintient les Palestiniens en survie provient des institutions d'entraide et de bien-être du Hamas. Or Wye réclame d'Arafat qu'il s'attaque aux « terroristes » en démantelant leur « infrastructure » — et la CIA y veillera.

Le scénario de la brutale mise au pas du peuple palestinien par l'OLP elle-même ne saurait mieux s'articuler. C'est finalement là le (mauvais) génie de Wye : un accord intérimaire mineur arraché en plein mélodrame par un président américain en mal de réussite, pour faire confirmer à un dirigeant israélien la signature qu'il refuse d'honorer depuis 18 mois — mais aussi un accord qui change les règles d'Oslo, occultant la terre (palestinienne) pour faire de la sécurité (d'Israël) la valeur d'échange contre la paix.

Avant même de s'envoler pour Israël (sans l'espion Pollard à bord comme il le voulait), Netanyahu refusait en interview calendrier et échéance, précisant que le 4 mai 1999 pour la conclusion d'une entente définitive avec les Palestiniens méritait d'être oublié.

Présentant mercredi l'Accord de Wye au comité central du Likoud, Netanyahu a souligné que sur les 13 % de Cisjordanie que Tsahal doit évacuer sur 12 semaines, 3 % iront à une « réserve naturelle » où Israël aura « le contrôle total ». Le retrait ultérieur « ne sera pas supérieur à 1 % et nous seuls en fixeront l'étendue », a-t-il ajouté, dénonçant les travaillistes « qui avaient promis 90 % de la Cisjordanie aux Palestiniens ».

Le Hamas à l'intérieur et les Palestiniens dans la Diaspora ont ainsi dénoncé Wye, la presse arabe parle d' « humiliation » et de « menace de guerre civile entre Palestiniens ». Mais les milieux occidentaux ne sont guère plus optimistes. Le *New York Times* se demande : « Si cela a pris 19 mois de sang et d'insultes et neuf jours d'âpres marchandages juste pour faire ce qui aurait dû être déjà fait, quelle intervention surhumaine sera-t-elle nécessaire pour surmonter les vrais obstacles des réfugiés, de Jérusalem, et de l'eau ? ».

Obstacles qui sont à mesurer contre le fait que l'AP d'Arafat ne contrôle entièrement que 3 % de la Cisjordanie. Si Israël honore Wye, cette superficie passera à 17 % (zone A, contrôle total) — plus 23 % de territoire de zone B (contrôle conjoint avec Israël). La zone C, où se trouvent entre autres les colonies juives, Wye n'en parle pas ; Oslo prévoit qu'elle revienne aux Palestiniens.

Face à la perversion programmée de son pays en laboratoire de la CIA et de Tsahal, Yasser Arafat a cependant un acquis, l'aéroport qu'il s'apprête à inaugurer à Gaza, et un atout : sa volonté de proclamer après le 4 mai 1999 un État palestinien indépendant. Il l'a dit en Autriche où il s'est arrêté au lendemain de Wye pour prendre à témoin la Communauté européenne, réunie au sommet.

À l'heure où les amis d'Israël au Congrès américain avancent un projet visant à interdire aux États-Unis la reconnaissance d'un éventuel État palestinien, l'espoir d'Arafat est en Europe. Et à l'ONU : des experts convoqués jeudi à Genève ont constaté que les violations commises par l'occupant israélien sont « une longue liste d'horreurs » et demandé « des mesures pour éviter de telles atrocités ».

La presse d'ailleurs

parcourue par Réal Pelletier

The Washington Post BusinessWeek The New York Times The Boston Globe

L'« enfer » du jeu brille de tous ses feux

L'industrie du jeu est en pleine expansion aux États-Unis, des centaines de casinos ayant droit de cité dans 26 États. Après les monstres que sont devenus Las Vegas et Atlantic City, on évoque désormais une troisième place forte du jeu en Amérique du Nord : le petit État pauvre du Mississippi, avec plein de complicités républicaines — et pas des moindres —, s'est équipé de 29 casinos en quelques années et en projette plusieurs autres. Cette phénoménale expansion de l'industrie du jeu aux États-Unis fait grimper dans les rideaux ceux qu'inquiètent les effets sociaux de cette activité : ils promettent déjà d'en saisir les candidats aux élections présidentielles de l'an 2000. Dans l'intervalle, des référendums vont régler le sort de plusieurs projets de casino lors des élections américaines de mardi, à Detroit notamment où des milliers de joueurs vont pour l'instant enrichir les coffres de la ville voisine de Windsor, en Ontario.

Point obscur sur les cartes géographiques vieilles d'à peine 10 ans, la petite ville mississippienne de Biloxi, en bord de mer, à quelque 200 kilomètres du lucratif marché de la Nouvelle-Orléans, compte déjà 10 casinos et d'autres prennent forme sur les planches à dessin. Le Cirque du Soleil a flairé le vent et y inaugurera au début de l'été 1999 un chapiteau permanent, après s'être installé à Las Vegas. Le *New York Times* rappelle qu'un hôtel-casino de 600 millions US, le Beau Rivage, financé par des intérêts de Las Vegas, y ouvrira ses portes à la même date, avec ses 32 étages qui en feront l'immeuble le plus élevé de tout l'État du Mississippi, sorte de version moderne de la cathédrale des pauvres. Mais une cathédrale qui rapporte : l'industrie du jeu compte déjà pour 10 % des revenus de l'État. Le nord de l'État a aussi sa part : le seul comté de Tunica affiche neuf casinos qui drainent, eux, la clientèle de Memphis, du Tennessee voisin. Le comté disposait de 16 chambres d'hôtel en 1992, il en compte aujourd'hui 5000, signale le *Washington Post*.

Vaste champ de coton au nord, le Mississippi ne dispose au sud que d'un faible segment de rivage sur la mer. Et encore, ce rivage étant marécageux, il recèle des sanctuaires naturels que protègent jalousement des mouvements écologistes, ce qui a toujours gêné le développement d'une industrie touristique viable. L'avènement des casinos est venu contourner (partiellement) ce problème.

Mais la multiplication des casinos dans l'ensemble du pays force les grandes places d'affaires comme Las Vegas, Atlantic City et même la jeune Biloxi, à redéfinir leur vocation.

Les grands se recyclent

Quand Vegas et Atlantic bénéficiaient d'une exclusivité qui leur venait de lois adoptées par le Nevada et le New Jersey, leur succès coulait de source. Mais le paysage a changé radicalement ces dernières années : d'ici l'an 2000, pas moins de 90 % des Américains auront accès à un casino dans un rayon de 200 milles de chez eux. Une ville comme Las Vegas ressent déjà la concurrence, mais au lieu de baisser les bras, elle a entrepris de transformer son image, devenant un centre touristique à volets multiples plutôt qu'une simple agglomération de casinos. Et dans la foulée du nouveau concept, de plantureux établissements surgissent.

Le Cirque su Soleil n'est d'ailleurs qu'un ingrédient parmi bien d'autres dans la recette pour attirer une nouvelle clientèle. Le dernier-né des hôtels-casinos de Las Vegas, le Bellagio — un investissement de 1,6 milliard US — ne se contentera plus d'afficher les Liza Minelli et autres Neil Sedaka sur ses marquises ; il annoncera aussi « les Van Gogh, Monet, Renoir, Cézanne, avec les Pablo Picasso et Henri Matisse en vedettes spéciales », dit *Business Week*. Las Vegas, capitale du kitsch s'il en est, se mue en métropole du divertissement, du luxe, avec prétentions à la culture. Le seul Bellagio compte acquérir pour 300 millions de dollars d'oeuvres d'art pour épater une clientèle qu'il veut internationale. Il y aura des « showgirls » dans la tradition, mais aussi des « spas » au goût du jour ; des buffets à 2,95 $, mais aussi une brochette de restaurants cinq étoiles.

Les politiciens s'en mêlent

La multiplication des casinos partout aux États-Unis, cela veut dire aussi la multiplication des foyers de résistance — religieux, sociaux, voire environnementalistes dans le cas du Mississippi — et pour en venir à bout, faut pouvoir compter avec les politiciens. Or, les républicains occupant une position maîtresse au Congrès des États-Unis et promettant de renforcer leur pouvoir aux élections de mardi, ce sont eux qui bénéficient le plus présentement des contributions électorales des magnats de l'industrie du jeu, qui dominent Las Vegas mais qui sont aussi très puissants dans l'ensemble de l'industrie.

En 1992, les républicains ne touchaient que 36 % des dons de l'industrie du jeu ; en 1998, c'est 66 %. Dans le cas des candidats républicains au Sénat, l'industrie du jeu est devenue leur deuxième souscripteur en importance, après l'industrie des assurances, note *Business Week*. Ce qui agace profondément des militants de base du parti, souvent mus par des préoccupations morales ou religieuses. Ou les deux.

John D. Ashcroft, sénateur républicain du Missouri et candidat potentiel à la présidentielle de 2000, est allé jusqu'à dénoncer publiquement cette alliance, flanqué de conservateurs chrétiens, en pleine salle de casino à Biloxi. Et un présidentiable plus gros, le gouverneur George Bush fils, du Texas, sentant la soupe chaude, a, lui, vendu discrètement ses parts d'une société immobilière, juste avant que celle-ci n'acquière des intérêts dans des casinos de Las Vegas, signale le *Washington Post*.

Mais d'autres républicains en vue, comme Trent Lott, qui n'est rien moins que leader de la majorité républicaine au Sénat, marche à fond dans le sillage de l'industrie. Après le boom qu'a connu Biloxi au Mississippi, un autre super développement est attendu du côté de la baie de St. Louis, plus à l'est, plus compliqué celui-là à cause de son impact environnemental, mais le sénateur a réglé tous les problèmes, bousculant au passage non seulement les groupes d'écolos mais même les agences fédérales parties au dossier.

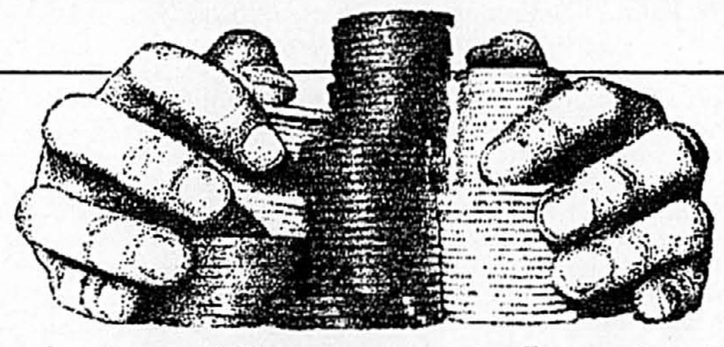
Les investissements dans les casinos aux États-Unis ont atteint une telle taille qu'on ne peut pratiquement plus les interdire. Ce que craint l'industrie désormais, c'est plutôt une réglementation fédérale porteuse d'une sorte de « taxe sur le péché » frappant les casinos. On finance alors les républicains qui contrôlent le Congrès et ceux-ci, partagés entre leur intérêt pour les investissements et leur attachement aux valeurs traditionnelles, vivent des déchirements appelés à s'accroître à propos de l'industrie du jeu. D'autant plus que cette industrie, qui a vécu jusqu'ici des classes moyennes et aisées, rejoint de plus en plus tant les jeunes que les retraités.

Les jeunes et les vieux

Après le premier baiser et la première bière dans un bar, écrit le *New York Times*, l'accès au casino est devenu lui aussi un rituel de passage à l'âge adulte dans la culture des jeunes Américains. Fut un temps, note un psychologue de Harvard, où un jeune homme disait : « J'ai 21 ans, je fête l'événement en entrant dans un bar. » Aujourd'hui, il dira aussi : « J'ai 21 ans, je m'en vais au casino. »

Une étude menée dans l'État voisin du Mississippi, la Louisiane, a démontré qu'un jeune de 18 à 21 ans sur sept éprouve des problèmes de dépendance à l'égard du jeu. Une autre étude, à l'échelle des États-Unis, indique que chez les adolescents qui s'adonnent au jeu, la dépendance est deux plus forte que chez les adultes. Enfants et adolescents n'ont pas accès aux casinos, mais c'est plutôt par les loteries d'État qu'ils s'initient au jeu. Et aussi par l'entremise de leurs parents qui les amènent respirer l'atmosphère de ces villes de jeu devenues « centres de vacances familiales » que sont les Las Vegas, Atlantic City et, désormais, le Mississippi.

Par contre, tant le *New York Times* que le *Boston Globe* offraient à leurs lecteurs récemment des images plutôt sympathiques de retraités fréquentant les casinos. Il s'agit souvent de personnes seules, qui ont peu joué dans leur vie, qui trouvent, dans ces petits voyages organisés en cars une ou deux fois par mois, une occasion de voir du monde, même de se faire des amis, à travers la magie des sons et lumières. Des gens qui ont inscrit rigoureusement le poste « casino » à leur budget de dépenses et qui dans beaucoup de cas s'y conforment. D'autres pas. Évidemment.

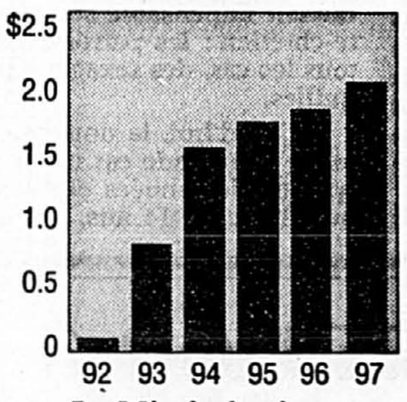


Après Las Vegas et Atlantic City voici le Misssississippi

Le Mississippi compte 29 casinos d'État en activité

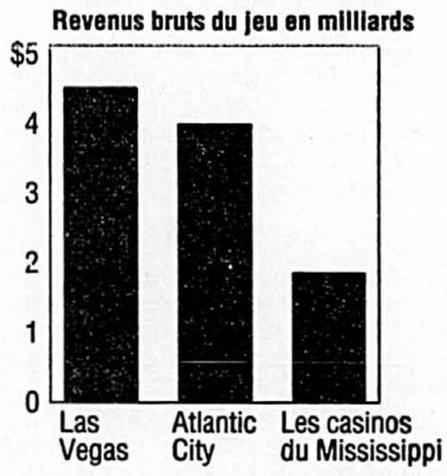


Les revenus totaux du jeu au Mississippi : 2 milliards US



Le Mississippi est devenu le troisième centre du jeu aux E.-U.

Revenus bruts du jeu en milliards



Source: La commission fiscale du Mississippi

Infographie *The Washington Post* / *La Presse*



Los Angeles Times

Pékin

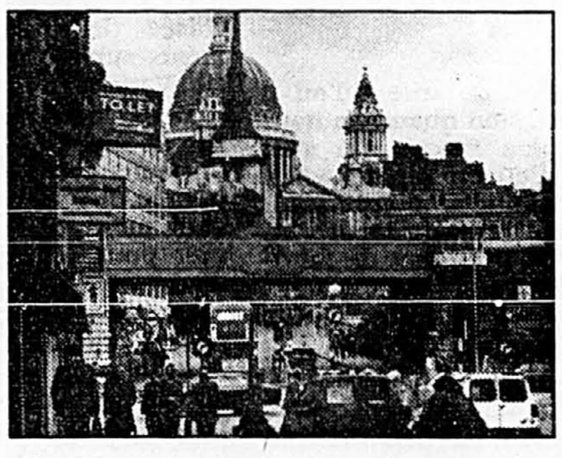
■ Le « progrès » est en voie d'escamoter une des images les plus familières que les Pékinois — et les amoureux de Pékin — peuvent avoir de cette ville : des hordes de cyclistes couvrant les grandes artères. Le *Los Angeles Times* a noté qu'une rue comme la Xisi Est, courte mais fort achalandée, à proximité de la Cité interdite, est de plus en plus envahie par les automobiles qui gênent les cyclistes. Plus : les autorités municipales viennent, après six mois d'études bien sûr, d'interdire complètement le vélo sur cette artère entre 7 h et 8 h. Pendant que dans plusieurs villes occidentales — à Paris notamment — on tente tant bien que mal de réinsérer le vélo comme moyen de transport urbain au quotidien, Pékin emprunte le chemin inverse. Les médias écrivent que les restrictions appliquées à la rue Xisi Est se multiplieront dans les mois à venir. Ce qui mènera bientôt Pékin à des niveaux de pollution entre deux et cinq fois celui qu'on enregistre à Los Angeles, ce qui n'est pas banal. Huit vélos circulent à Pékin pour chaque automobile, mais le rapport va changer. Sous la Révolution culturelle, le vélo composait, avec la machine à coudre et la montre-bracelet, le trio essentiel de propriété de tous les ménages. Au point que des femmes écartaient les avances de soupirants ne pouvant offrir ce triptyque.



The New York Times

Johannesburg

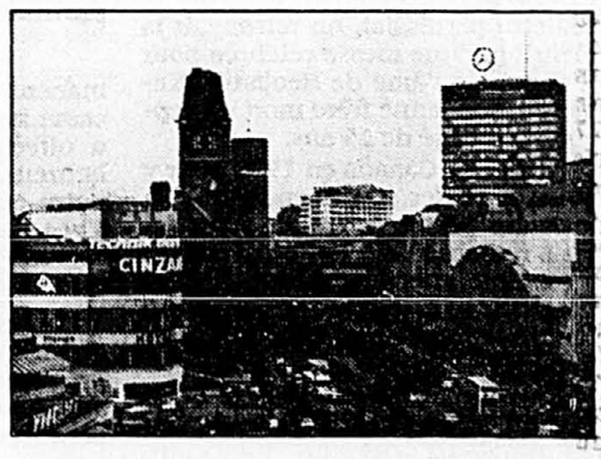
■ Le merveilleux monde des investisseurs a plusieurs visages. Quand par exemple, au Sky Dome, à deux pas de Bay Street, l'axe Toronto-Ottawa réserve à ce grand sage de la planète qui s'appelle Nelson Mandela un traitement qu'il n'accorde même plus à ses visiteurs royaux, il se plie de bonne grâce à une rectitude politique universelle. Mais quelques jours plus tard, la compagnie sud-africaine la plus importante et la plus connue, Anglo American, décidait de déménager son siège social de Johannesburg à Londres, cessant d'être sud-africaine et devenant ainsi britannique. Anglo American ne fait pourtant pas dans l'industrie mobile, mais dans ce qu'il y a de plus intimement sud-africain : ses mines. Il y a peu, Anglo American comptait à elle seule pour 25 % du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud. Sûr, l'entreprise a diversifié ses activités à travers la planète et son inscription comme londonnienne facilitera ses mouvements de Bourse. En fait, les patrons donnent, dans le *New York Times*, plein de bonnes raisons « financières » pour avoir déménagé leur siège à Londres. Et de grands noms sud-africains veulent imiter le geste de Anglo American : Billiton (mines) ; Old Mutual et Liberty Life (deux des plus importants assureurs d'Afrique du Sud) ; South African Breweries (quatrième brasseur au monde). Mais dans l'intervalle, pour tous ces gens-là, Nelson Mandela est une soie, n'est-il pas.



The New York Times

Londres

■ Donc, de grands patrons blancs d'Afrique du Sud déménagent à Londres. La City n'a pas le temps de s'en féliciter trop puisque la guette un danger venu du continent européen. Le 4 janvier 1999, soit dans 64 jours, un gros bidule va entrer en action à Francfort, qui s'appelle la Banque centrale européenne, gestionnaire de la nouvelle monnaie, l'euro, à propos de laquelle la Grande-Bretagne a choisi la position pas très confortable de s'asseoir sur la clôture. C'est que Francfort n'est pas seulement le siège de la Banque européenne, mais aussi une place financière qui, la première, conteste l'hégémonie de Londres en matière de services financiers en Europe. Les analystes financiers des grandes maisons sont souvent bavards, mais l'un d'eux, de Goldman Sachs, à Londres, a gardé l'anonymat en confiant au *New York Times* que tout le paysage européen pourrait changer si Londres n'adhère pas à l'euro d'ici trois ou quatre ans, la City pouvant devenir un « outsider ». Le seul avènement de l'euro, le 4 janvier prochain, va créer du coup un marché unique de deux trillions de dollars US de dettes gouvernementales, soit les quatre cinquièmes du marché du Trésor aux États-Unis. Mais Londres reste officiellement confiante. Sa City emploie 600 000 personnes dans 580 institutions financières, ce qui rejoint presque l'ensemble de la population de Francfort, qui fait 650 000.



Herald Tribune

Berlin

■ Si Francfort prend du coffre comme place financière européenne, c'est dû à la présence chez elle de la nouvelle Banque centrale européenne, mais aussi au déplacement progressif chez-elle de services financiers installés jusque-là dans d'autres métropoles régionales allemandes, de Hambourg à Munich. Mais dans l'intervalle, le grand espoir de croissance qui animait Berlin depuis la réunification allemande bat de l'aile. La redésignation de Berlin comme capitale de l'Allemagne ne paraît encore avoir entraîné de croissance que dans l'installation de services fédéraux, sans enclencher le boom escompté dans le secteur des investissements privés, note le *International Herald Tribune*. Des cent plus importantes affaires allemandes cotées en Bourse à Francfort, aucune n'a déménagé ses pénates à Berlin, deux seulement y maintenant une présence traditionnelle, Siemens et Scherring. Au plan international, seuls Coca-Cola et Sony y ont installé leur siège européen. Les nouveaux grands hôtels enregistrent une fréquentation inférieure à celle d'autres capitales européennes. Au plan des médias, seule la deuxième chaîne de télé en importance a opté pour un déménagement à Berlin. Plus grave : l'activité économique de Berlin a fléchi de 0,6 % durant les premiers six mois de 1998 et les perspectives pour 199 ne sont guère meilleures. Le talon d'Achille de Berlin paraît avoir été la perte de 200 000 emplois industriels depuis la réunification. Décidément, les « Brasilia » du monde n'ont pas de veine.

Vent de jeunesse sur l'Europe



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

Entré pour la première fois en 1983 au Bundestag (le Parlement fédéral allemand), le nouveau député vert Joshka Fischer — jeans et tennis réglementaires — avait lancé au président de l'Assemblée : « Sauf votre respect, monsieur le président, vous êtes un connard ! » Quinze ans plus tard, le même Joshka Fischer vient d'être nommé ministre des Affaires étrangères — et vice-chancelier d'Allemagne — par Gerhard Schröder, vainqueur des élections du 27 septembre.

De Gerhard Schröder, 55 ans, que tout le monde considérait d'abord comme un ambitieux dépourvu de vraies convictions, on attendait une orientation politique extrêmement prudente : même si le candidat social-démocrate annonçait, en principe, une alliance avec les verts (entre 7 et 10 % des voix selon les élections), il semblait en son for intérieur souhaiter une victoire si étroite qu'elle le forcerait à une grande coalition avec le centre ou la droite démocrate-chrétienne.

Vu l'importance et la clarté de la majorité de gauche (15 sièges d'avance sur la droite, non comptés les 35 ex-communistes de l'ancienne RDA), Schröder ne pouvait plus reculer devant l'alliance rouges-verts. Mais il pouvait essayer de leur en donner le moins possible, ou presque rien : les verts avaient eu un peu moins de sept pour cent, les sociaux-démocrates, 41 % des voix. En France, après la victoire-surprise de la « gauche plurielle » en juin 1997, le très honnête socialiste Lionel Jospin s'était contenté de faire à ses verts (3,5 %) l'aumône d'un seul ministère, incluant bien sûr l'Environnement, et sans leur faire de grandes promesses.

La simplicité et la clarté avec laquelle l'« habile » Schröder a conclu un accord avec les écologistes allemands avaient donc de quoi étonner. Grand coup de barre à gauche en Allemagne ? Schröder a décidé de tout assumer, et de jouer franc-jeu. Sous la pression des verts, il a accepté une première mise en cause du droit du sang : désormais les immigrés de la « deuxième génération » — Turcs en majorité — auront droit à la double nationalité, ce qui constitue une révolution. Quelques centrales nucléaires, les plus anciennes, seront tout simplement fermées, avec pour objectif une suppression progressive du programme nucléaire (à long terme). Pour l'Allemagne de l'après-1945, qui a toujours craint par-dessus tout les changements brusques, c'est déjà une petite révolution.

Les verts font surtout souffler sur l'Allemagne un vent de jeunesse qui, malgré les qualités du sortant Helmut Kohl, 68 ans, paraissait impensable sous le régime démocrate-chrétien : les patrons d'hier étaient, dans tous les cas, des sexagénaires solides et tranquilles.

Aujourd'hui, le nouveau chef de la diplomatie allemande est un ancien « gauchiste » typique des années 60-70 : « drop-out » depuis l'âge de 14 ans, chauffeur de taxi, ouvrier, libraire, compagnon de Daniel Cohn-Bendit dans une commune libertaire, etc. À 50 ans, il a encore l'allure d'un éternel étudiant. Ce qui ne l'empêche pas d'être, de l'avis général, une « bête politique ».

Aux verts, Schröder a également donné comme il se doit le portefeuille de l'Environnement, avec comme titulaire le leader de l'aile gauche du Parti, chargé de calmer les ardeurs militantes de la base. Enfin, le ministère de la Santé échoit également à un vert, qui en l'occurrence est UNE verte, âgée de 36 ans, Andrea Fischer (sans lien avec l'autre). Cela reflète le renouvellement du Bundestag, qui compte 31 % de femmes, et 35 députés de moins de 40 ans.

Trois ministères importants sur quinze : Schröder n'a pas craint d'afficher les couleurs. Reste à voir comment fonctionnera l'attelage, où l'on retrouve également au contrôle des Finances et de l'Économie le vrai patron du SPD, Oskar Lafontaine, social-démocrate plutôt orthodoxe et keynésien. Mais dans ce pays où la prudence a toujours été la vertu principale, le nouveau chef du gouvernement a pris des risques qu'on pourrait qualifier de rafraîchissants.

■■■

De manière un peu moins claire, l'Italie vient, il y a moins de deux semaines également, de vivre une nouvelle révolution « tranquille ». En tout cas de violer un vieux tabou.

Suite au renversement du gouvernement de centre-gauche du « catholique » Romano Prodi organisé par les durs de Rifondazione comunista, c'est le jeune Massimo d'Alema, 49 ans, qui s'installe aux commandes du pays. En principe pour deux ans et demi, si la majorité qu'il vient de rassembler au Parlement tient la route. D'Alema, brillant stratège politique et communicateur — malgré une moustache à la Figaro que chacun lui avait conseillé de couper — est ni plus ni moins que le premier « postcommuniste » à devenir premier ministre en Europe de l'Ouest. Enfant, il récitait des poèmes au leader communiste Togliatti. Dans la vingtaine, il devenait président des Jeunesses communistes, avant de devenir un apparatchik du Parti communiste, un PCI tout de même déjà passablement « libéral » depuis de longues années. Suivant une vieille méthode éprouvée, il avait évincé le dernier leader du PCI, le brave Achille Occhetto, en s'appuyant sur l'aile la plus orthodoxe du parti. Avant de devenir le meilleur avocat d'une conversion au « social-libéralisme ».

Il y a, dans la constitution de cette nouvelle coalition, qui va des dissidents de Rifondazione comunista aux démocrates-chrétiens de Francesco Cossiga, un léger parfum de combinazione typiquement italienne : on voit nettement l'ambition de Cossiga de prendre à terme le contrôle du centre-droit, et celle de d'Alema de fédérer toute la gauche, à la faveur d'un prochain changement de scrutin.

Et en même temps, on ne peut nier ce petit vent nouveau, avec au ministère de la Culture une PDS (ex-communiste) de 36 ans, et à celui chargé de la lutte contre la corruption un dissident de Rifondazione comunista. Dans un pays qui, à la fin des années 80, était pratiquement « tenu » par les septuagénaires mâles.

Ces deux nouveaux-venus de poids sur la scène européenne s'ajoutent au précurseur Tony Blair, qui reste une grande vedette dans son pays, et, dans une moindre mesure, car il a 61 ans, au socialiste français Lionel Jospin, dont le gouvernement paraît en comparaison bien sage. Tout cela va, a priori, dans le sens du progrès et de la relance économique. Mais aussi du pragmatisme.

Le monde a bien changé : des curés africains dans des paroisses canadiennes...



Gérald LeBlanc

La télévision diffusait récemment un captivant reportage sur une paroisse catholique de Belgique dont le curé et le vicaire étaient des prêtres venus du Congo, en Afrique.

Ce spectaculaire retour du balancier missionnaire se manifeste aussi chez nous, comme j'ai pu le constater, il y a quinze jours, dans les paroisses St. Peter d'Ottawa et Saint-Pierre de Wakefield.

C'était alors journée mondiale des missions, l'occasion de se pencher sur notre Église qui n'exporte plus de missionnaires mais importe maintenant les curés de ses propres paroisses.

Samedi soir, à St. Peter, quartier sud de la capitale nationale, le curé Jacques Kabangu semblait avoir toujours vécu au Canada. Il allait même le lendemain célébrer, avec *sa* communauté, son quinzième anniversaire de prêtrise. Et dans le bulletin paroissial, on retrouvait la mention d'une messe célébrée pour le repos de l'âme de Benjamin Kabangu, son jeune frère mort en septembre à l'âge de 25 ans.

Arrivé au Canada en 1990 pour y poursuivre des études en théologie, le jeune prêtre congolais n'est jamais retourné chez lui, où sévit une incessante guerre ethnique, mais a fait venir sa mère, veuve depuis un certain temps, ses deux frères et un cousin.

Ayant maîtrisé l'anglais et étant devenu citoyen canadien, ayant fait du ministère dans l'une ou l'autre langue du pays, le père Kabangu a même été incorporé au diocèse d'Ottawa, où il compte bien terminer sa carrière pastorale. Les paroissiens rencontrés samedi après la messe seraient bien peinés de le voir partir car ils l'aiment bien, leur curé africain.

« C'est lui qui a amené ce genre de rencontres », disait un pilier de la paroisse autour du café et des beignes offerts à ses ouailles par le père Kabangu pour avoir l'occasion de causer avec eux.

Le dimanche c'est de l'autre côté de la rivière des Outaouais, le long de la rivière Gatineau, à une quarantaine de kilomètres de Hull, que j'ai assisté à ma deuxième messe du week-end, célébrée par le père Pascal Nizigiyimana.

Un curé venu du ciel

N'osant prononcer son nom, les braves paroissiens de Saint-Pierre de Wakefield se contentent de parler du père Pascal, en termes élogieux et reconnaissants.

« Après trois mois sans curé, on s'était presque fait à l'idée que nous n'aurions plus de prêtre permanent. Inutile de dire qu'on a sauté sur l'occasion quand on nous a offert le père Pascal, qui s'est heureusement adapté rapidement à notre communauté », me dit Jean-Yves Mathé, entrepreneur en construction et président de fabrique à Saint-Pierre.



Affiche de la campagne de sensibilisation du diocèse d'Ottawa sur l'avenir des paroisses.

De son côté, Louise Leblanc-Sarrasin, mère de jeunes adolescents et présidente du comité de pastorale, apprécie surtout l'attention que le père Pascal porte aux jeunes de la paroisse.

Durant la messe, on fait sortir les enfants pour leur propre célébration de la parole dans la sacristie et ils reviennent entourer le père Pascal pour la récitation du *Notre Père*.

Frère enseignant au Burundi, Pascal était venu étudier la théologie et l'animation communautaire à l'université Saint-Paul d'Ottawa. Il devait retourner au Burundi mais devant les dangers courus là-bas, il s'est fait ordonner prêtre ici et vient de demander la citoyenneté canadienne.

Le père Pascal ne sait plus s'il retournera un jour au Burundi, où vit toujours le reste de sa famille, ou s'il fera carrière au Canada, son pays d'adoption dans lequel il se plaît grandement.

Une solution à la pénurie de prêtres ?

On pourrait aussi parler de Louis Fossier, prêtre camerounais qui vient d'être nommé administrateur de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes d'Ottawa, et de maints autres prêtres africains qui font du ministère dans les paroisses et les hôpitaux de Hull et d'Ottawa.

Il s'agit de prêtres venus étudier à l'université Saint-Paul et ne pouvant, ou ne voulant, retourner dans leur pays d'origine, où sévit à divers degrés la guerre civile.

Des prêtres qui sont heureux de pouvoir envoyer un peu d'argent à leur famille et des paroisses canadiennes qui ont besoin d'eux : vient-on de trouver une solution à la pénurie de prêtres d'ici ?

Pas vraiment, selon les témoignages de responsables des diocèses de Hull et d'Ottawa mais aussi de Montréal et de la Rive-Sud.

(À Montréal, c'est surtout pour remplacer durant les vacances d'été que viennent prêtres haïtiens ou africains. Ils en profitent pour suivre des cours de pastorale et d'animation.)

On souligne d'abord qu'il n'est pas toujours facile pour ces prêtres, habitués à une église plus hiérarchisée, de s'adapter aux changements survenus ici depuis le concile Vatican II.

Dans le diocèse de Saint-Jean, sur la Rive-Sud, on a demandé à un jeune prêtre africain de retourner étudier la pastorale à Saint-Paul, car on ne le sentait pas encore prêt pour le ministère paroissial d'ici.

Et l'on vient de vivre une chicane de famille à la paroisse Saint-Matthieu de Gatineau, où le curé africain refusait que le grand chant pascal *Exultet* soit chanté par une femme. L'évêque est venu réconcilier les partisans et adversaires de la méthode africaine du curé, qu'on a transféré ailleurs.

On souligne aussi le paradoxe de prêtres venant travailler ici alors qu'on manque de prêtres en Afrique, où les conditions d'exercice sont cependant plus difficiles et moins rémunératrices.

Un évêque du Ghana, en visite à Ottawa l'an dernier, faisait part des pressions exercées sur lui par ses prêtres désireux de venir au Canada, et d'y rester, pour aider leurs familles.

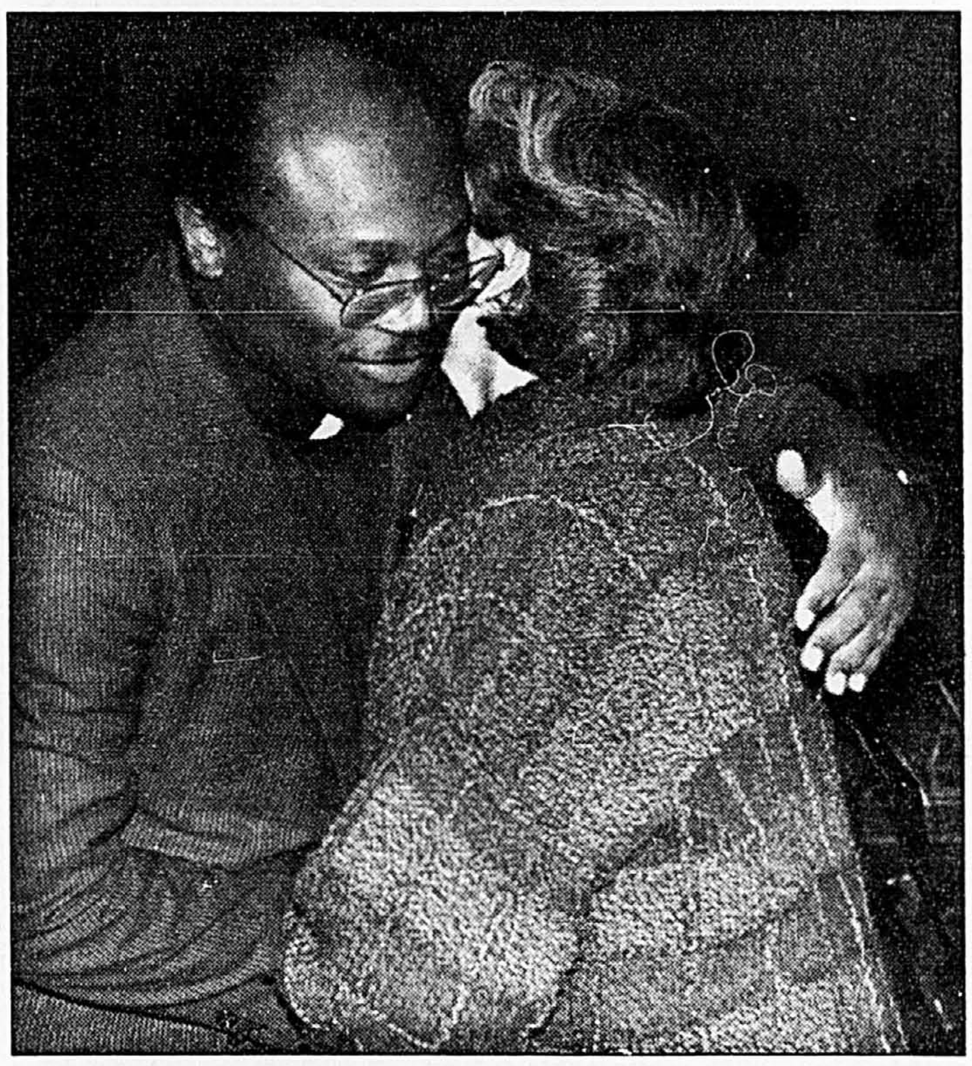


PHOTO PC

Le père Jacques Kabangu donnant l'accolade à une paroissienne, après la messe de samedi soir à la paroisse St. Peter d'Ottawa.

Élargir le bassin des futurs prêtres

Mgr Paul Marchand, évêque auxiliaire d'Ottawa, estime qu'il ne faut pas y voir une voie d'avenir pour les paroisses. « Le père Kabangu constitue un cas exceptionnel. C'est exigeant d'être pasteur. Il faut bien connaître son peuple. »

Le diocèse d'Ottawa se demande justement cette année que deviendront les paroisses catholiques. « Notre paroisse aura-t-elle un curé dans cinq ans ? C'est le temps d'y penser ! » lit-on sur le poster annonçant cette campagne de réflexion.

Tout en soulignant lui aussi la difficulté d'adaptation des prêtres étrangers parachutés dans des paroisses d'ici, Normand Carpentier, vicaire général du diocèse de Hull, ajoute qu'il faut élargir l'accès à la prêtrise, que Rome limite obstinément aux hommes célibataires.

« On assiste présentement à une inacceptable division entre les agents de pastorale, des laïcs et à 90 % des femmes, et les prêtres qui ne font que dire la messe », dit l'ancien curé de la paroisse Saint-Matthieu de Gatineau, où il avait fait une grande place aux laïcs, tout sauf la messe et les confessions.

Normand Provencher, professeur de théologie à l'université Saint-Paul, va plus loin. « En dissociant le pasteur et le célébrant de l'eucharistie, on est en train de rompre avec la tradition catholique, sous prétexte de conserver une règle disciplinaire du XIe siècle », selon le père oblat.

« Dans quelques années, écrivait-il déjà en 1996, des communautés animées par des laïcs demanderont à leur évêque d'imposer les mains sur celui ou celle qui exerce des ministères avec la fécondité de l'Esprit. Et l'évêque, je l'espère, réagira à la façon de Pierre, celui sur qui Jésus a fondé son Église. »

C'est ce que demandait la semaine dernière le groupe Culture et Foi aux évêques canadiens rassemblés à Niagara Falls.

C'est ce qu'a tenté de faire, sans succès, l'évêque des Territoires du Nord-Ouest, dont nous évoquons l'expérience ci-dessous.

... et des curés polonais chez les autochtones

Quand le père Denis Croteau a été nommé évêque de McKenzie-Fort-Smith dans les Territoires du Nord-Ouest en 1965, il s'est retrouvé à la tête d'une équipe de 62 prêtres.

Il ne lui reste maintenant que trois pères oblats (le plus jeune est âgé de 66 ans) et deux prêtres venus d'autres diocèses canadiens. Ce sont donc les laïcs qui s'occupent de tout, sauf des confessions et de la messe, que le prêtre de passage célèbre deux à trois fois par année.

Ce n'est donc plus la messe du dimanche, mais la célébration dominicale ou la « messe de la soeur », comme on dit dans cette église où les femmes font souvent tout le travail du prêtre sans en porter le titre.

En 1988, lors de sa visite quinquennale à Rome, Mgr Croteau a demandé, aves les autres évêques du Nord, la permission d'ordonner des hommes mariés, bons chrétiens et leaders dans leur village.

« Disons que ça n'a pas été très loin », dit-il à propos de sa démarche pour élargir l'accès à la prêtrise. Il est revenu à la charge en 1994, en demandant la permission d'ordonner un vieux Montagnais, veuf et leader liturgique dans sa communauté.

« Quatre mois plus tard, Rome m'a fait part de son refus en alléguant qu'il était trop vieux (86 ans) et qu'il ne possédait pas les prérequis théologiques », raconte l'évêque têtu.

« J'ai appris depuis, ajoute-t-il, qu'il appartenait à l'évêque de juger de la formation théologique et je me suis remis à chercher un veuf qui ferait un bon président de l'eucharistie dans son village. »

Ne pouvant ordonner des autochtones mariés, Mgr Croteau a fait venir des confrères oblats de Pologne, le pays de Jean-Paul II qui regorge de prêtres. Il en est venu six en l'espace de cinq ans et ce ne fut pas un trop grand succès.

« C'était très difficile pour eux de travailler avec les laïcs, surtout avec les femmes, dont le rôle se résume encore chez eux à faire la cuisine du curé et à réparer les chaussettes, comme c'était le cas au Québec, il y a 50 ans, avant la révolution de Vatican II.

« Il aurait fallu préparer une équipe au sud, à Regina par exemple, avant de les parachuter dans nos paroisses. C'est ce que nous ferons la prochaine fois. »

Il faudra en effet importer d'autres prêtres d'Afrique et de Pologne tant que durera le règne de Jean-Paul II, le pape polonais qui a cependant ouvert toutes grandes les portes aux prêtres anglicans mariés qui trouvaient leur Église trop progressiste. Ce sont les seuls prêtres mariés tolérés dans l'Église du pape polonais.

On raconte dans les couloirs du Vatican avoir récemment intercepté une conversation entre Jésus et son pape vieillissant qui aimerait bien rester en poste en l'an 2000.

- Jean-Paul : Y aura-t-il un jour des prêtres mariés ?
- Jésus : Pas de ton vivant, tu le sais !
- Jean-Paul : Et des femmes prêtres ?
- Jésus : Pas de ton vivant, voyons !
- Jean-Paul : Y aura-t-il un jour un autre pape polonais ?
- Jésus : Certainement pas de mon vivant !

Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

La Maison des enfants

Donner à Centraide permet de soutenir l'action bénévole de 250 organismes communautaires dans la région de Montréal. La Presse *vous donne rendez-vous le dimanche pour découvrir quelques-uns des organismes que Centraide finance, mais aussi pour rencontrer leurs bénévoles et connaître les impacts de leurs actions.*



Denis Lavoie



PHOTO RÉMI LEMEE, *La Presse*

Dans la pièce « Aux Découvertes », les enfants (Merline, Éric, Sabrina, Dominic, Alexandre, Jackson et Tatiana) peuvent laisser libre cours à leur imagination.

À Montréal, les enfants ont une maison bien à eux, un lieu où on les respecte en tant que personnes, une maison aménagée selon leurs souhaits, car on les a consultés avant de créer cette sorte de cocon, ou de lieu saint pour enfants.

C'est grâce à Centraide et sa politique de soutien aux organismes innovateurs, ainsi qu'au programme de soutien aux organismes communautaires de la régie régionale de la santé et des services sociaux, que la maison a vu le jour et subsiste, grâce aussi à des dons en biens et services.

À entendre sa directrice et cofondatrice (avec 25 autres adultes), Pierrette Gélineau, cette maison est comme un paradis, sans autorité, ni laisser-aller. « Notre action est centrée sur les besoins de l'enfant et notre responsabilité sociale », précise-t-elle.

Chaleureuse, amicale, sûre, la maison est habitée d'enfants qu'accueillent, à compter de 14 h, des adultes compréhensifs, réceptifs, sensibles, formés au respect des enfants et de leur famille. Et il y a des animaux, exotiques, comme l'ont demandé les enfants. Une seule activité est structurée, les groupes-classes un jour par semaine.

La solide et claire maison du boulevard Pie IX, au sud de la rue Ontario, comprend un coin pour jaser, un coin pour la créativité, un endroit pour cuisiner (car c'est aussi une « vraie » maison), un autre pour se maquiller, une pièce pour méditer, etc. « Ici, les activités sont un prétexte pour écouter les enfants », dit Isabelle Morin, responsable des bénévoles.

« D'après moi, les enfants ont besoin au moins d'une personne à qui ils pourraient faire confiance », témoigne dans ses mots un enfant.

La règle d'or ici, c'est la confiance, qui est comme la clef qui ouvre la porte de cette maison, où les enfants se savent respectés, non infantilisés, et ont l'assurance que leurs secrets seront bien gardés. « On peut te parler, te dire nos secrets », confie Judy, 6 ans.

À la Maison des enfants, on ne donne pas d'ordre, même pas de conseil. On laisse venir les réponses des enfants. On ne gronde pas, on ne punit pas. Pourtant, l'ordre règne.

« Moi, je crois qu'il faut bercer les enfants. Sans forcer. Sans insister... Plutôt que de voir un enfant en difficulté, on s'attache à connaître ses besoins... Les enfants portent une force intérieure, mais ils sont fragiles, dépendants des adultes, et ont surtout besoin d'amour », explique Pierrette Gélineau. Philosophe, elle fait accoucher les malheurs des enfants pour, telle une marraine fée, les transformer en bonheurs.

Les bénévoles

Ici, les bénévoles sont importants, pour écouter, aider, administrer et faire l'indispensable travail de bureau. Le personnel payé est limité au strict minimum.

Ce qu'on attend des bénévoles, c'est cette tendresse, cette délicatesse, ce doigté que la directrice de la maison semble transmettre à la maisonnée.

« Moi, quand je suis malheureuse, je parle à un adulte et je me sens mieux », écrit une enfant. Et un autre encore : « C'est l'fun parce que les bénévoles préparent la collation et ils prennent le temps pour que ça soit bon. »

Tout comme on respecte l'enfant, on respecte également le droit des parents. « On ne peut tout de même pas être les amis des enfants. C'est le rôle de leurs parents, qui sont les personnes les plus importantes dans la vie de l'enfant », précise Mme Gélineau. La Maison des enfants se sent par ailleurs responsable de voir si l'enfant a prévenu ses parents de ceci ou cela, jamais en l'y obligeant.

À la Maison des enfants, on croit à la famille, au savoir-faire des parents qui veulent tous que leurs enfants réussissent dans la vie.

« Notre lien avec les parents est essentiel pour préserver le lien parent-enfant », dit Lucie De Lafontaine, responsable des jeunes de 11 et 12 ans, qui sont prêts à prendre des responsabilités, à aider les plus jeunes.

« On fait confiance aux enfants, car ceux d'aujourd'hui ont une grande capacité d'analyse », affirme Pierrette Gélineau.

BÂTIR UN RÉSEAU D'ENTRAIDE
Centraide

Au delà de ses murs, la Maison des enfants entretient un contact avec les enfants d'écoles grâce aux boîtes aux lettres qui y sont installées. Une équipe de bénévoles de la maison voit à répondre à ces missives enfantines (environ 10 000 par an), à ces confidences parfois désarmantes. « On peut juste adoucir leur peine », confie une bénévole.

La Maison des enfants de l'île de Montréal a vite fait de susciter l'intérêt et des établissements du genre ont vu le jour dans le quartier Rosemont, à Laval, Baie Comeau et Rouyn-Noranda, avec chacun sa personnalité.

** Les témoignages d'enfants sont tirés du plus récent rapport de la Maison des enfants de l'île de Montréal. Il ne s'agit pas de confidences, mais de l'expression sincère et volontaire d'enfants ayant accepté que leurs témoignages soient publiés.*

Cette semaine, nous présentons un des 3 finaliste de la catégorie *distinction* (plus de 5 ans de bénévolat), ainsi que les trois finalistes de la catégorie *doyen* (au moins 30 ans de bénévolat), du volet *bénévole*, et les trois finalistes de la catégorie *municipalité* du volet *soutien au bénévolat*.

■■■

■ Jovial et d'une simplicité désarmante, Jules Baribeau, de Louiseville, est considéré comme l'ambassadeur de la région Maskinongé tant il s'y est dévoué comme bénévole, tout particulièrement en incarnant le père Sarrasin, personnage clé du Festival de la galette de sarrasin qui attire quelque 200 000 personnes à Louiseville. Outre cet engagement qui l'a mené à « vendre » sa région jusqu'en Belgique, Jules Baribeau collabore à des organisations sportives et culturelles, participe à la promotion touristique de l'église Saint-Antoine-de-Padoue et a été président-fondateur de l'organisation du hockey mineur locale.



Jules Baribeau Louiseville

■■■

SAINT-CHARLES-BORROMÉE

■ Les 500 bénévoles de Saint-Charles-Borromée peuvent compter sur une grande disponibilité des ressources de leur municipalité, pour la réalisation d'activités culturelles et sportives. Personnel et équipements municipaux, argent ainsi qu'une multitude de formes d'encouragements sont autant de moyens mis en oeuvre pour soutenir l'action bénévole dans cette municipalité qui s'est tout particulièrement engagée dans l'activité Mémoire et racines. Une soirée en l'honneur des bénévoles est tenue chaque année.

■■■

■ Bénévole au sein de nombreux organismes de Châteauguay depuis 50 ans, Raymond Gariépy a été successivement entraîneur de hockey et de baseball, directeur du Club nautique de Beauharnois, solliciteur pour le Grand Orchestre de Châteauguay, et a participé à la réalisation d'émissions d'information régionale pour la mise en valeur du bénévolat. Somme toute, s'il ne décrochait pas les honneurs, le titre de « doyen » bénévole lui convient bien. Et il a maintes fois vu son engagement bénévole pour la réalisation d'activités récréatives et sportives être récompensé.



Raymond Gariépy Châteauguay

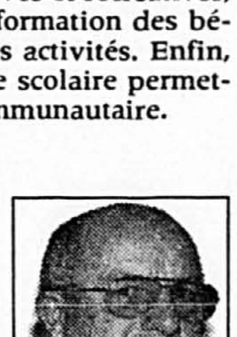
■■■

HULL

■ La Ville de Hull a tenu à établir des règles de conduite bien claires pour encadrer le partenariat entre son service des loisirs, les organismes, événements et initiatives du milieu. Les ressources financières, techniques et professionnelles de l'administration municipale sont ainsi aisément disponibles pour la réalisation d'activités sportives et récréatives, la Ville assumant aussi la formation des bénévoles et la promotion des activités. Enfin, des ententes avec le monde scolaire permettent d'harmoniser la vie communautaire.

■■■

■ La carrière bénévole de Jacques Beaudry, de Hull, a débuté alors qu'il n'avait que 15 ans. Il était donc tout désigné pour devenir le président-fondateur de nombreux organismes locaux dont le club de judo, sa plus fière réalisation, avec ses 200 membres, de 5 à 60 ans. Il a mis cette expérience à profit pour mettre sur pied plusieurs autres organismes locaux, et instaurer des compétitions sportives d'envergure régionale et même nationale.



Jacques Beaudry Hull

■■■

SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE

■ Depuis quelques années, la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville considère les organismes bénévoles comme des partenaires et coopère donc à la réalisation de leurs activités récréatives et sportives en leur offrant un service de formation, et le soutien d'un employé municipal. De plus, les bénévoles sont invités à participer au processus décisionnel en matière de loisir et de sport, et bénéficient d'une « carte privilège » donnant un accès gratuit à certaines activités dites libres.

■■■

■ Instigateur du service de loisirs de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Claude Barrette y fait figure de pionnier, ayant contribué au développement d'organismes locaux depuis 36 ans, à titre d'organisateur bénévole. Il est à l'origine du centre sportif local, d'un terrain de baseball et de la tenue d'activités sportives dans une multitude de disciplines. M. Barrette s'est fait un point d'honneur de s'entourer de jeunes et de les encourager à participer à l'organisation des loisirs.



Claude Barrette Ste-Geneviève-de-Batiscan



Dons de 250 000 $ à deux hôpitaux

Les hôpitaux St. Mary et Maisonneuve-Rosemont se partageront les 250 000 $ qui ont été amassés à l'occasion de l'activité sportive amicale *Relais des entreprises*. Dans l'ordre habituel : les coprésidents d'honneur, Gaétan Boucher et Nathalie Lambert, Mike Pogue (Ascenseurs Drolet Koné), Claude Tessier et Rachel Renaud, qui représentaient respectivement les hôpitaux Maisonneuve-Rosemont et St. Mary.

La personnalité de la semaine

La Presse

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF



PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*

La recette de la réussite :
« Il faut croire en ce qu'on fait,
aimer ce qu'on fait.
Mais vous n'arriverez à rien
si vous ne travaillez pas.
On ne fait rien à peu près ! »

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 1er novembre 1998

Mercedes Palomino

JEAN-PAUL SOULIÉ

Dimanche dernier, dans la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts de Montréal, Mercedes Palomino, directrice générale du Théâtre du Rideau Vert, a reçu le titre de docteur honoris causa de l'Université du Québec à Montréal, en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle au développement et au rayonnement du théâtre québécois. Cette distinction vient s'ajouter à une longue liste d'honneurs et de prix que Mme Palomino s'est vu remettre en un demi-siècle de carrière artistique au Québec.

La Presse souligne les 50 années de vie artistique de Mercedes Palomino au Québec en la nommant **Personnalité de la semaine.**

C'est le 30 novembre 1948 qu'est née l'idée qui allait aboutir à la création du Rideau Vert. Madame Palomino se souvient. « C'était l'anniversaire d'Yvette Brind'Amour. C'était la fête ! Tout le monde parlait de théâtre. Si on trouvait une pièce ? On n'a rien fondé, on a trouvé. Une pièce américaine, *Les Innocentes*. La question suivante était : on va jouer où ? On nous a prêté la salle des Compagnons de saint Laurent, pour deux soirées, les 17 et 19 février 1949. » Ensuite, la troupe naissante a fait le Gesù le Monument-National, le théâtre Anjou. « Et puis un jour, grâce au maire Jean Drapeau, qui aimait le théâtre et la musique, nous avons appris que le Stella, rue Saint-Denis, allait être fermé. C'était en 1960. » Le Rideau Vert venait de trouver sa maison.

Pour Mercedes Palomino, le premier contact avec une scène remonte à ses cinq ans. Née à Barcelone, fille d'un journaliste catalan émigré en Argentine, elle se revoit, enfant, à Mendoza, province proche des Andes et du Chili. « Il y avait un Centre catalan, la vie culturelle était très active. Nous faisions partie des choeurs, et de la troupe de théâtre. Je me souviens de la première fois où je suis entrée en scène avec les grands, dans une pièce en catalan du grand poète Santiago Rossignol. Mes parents étaient dans la salle. Ça a été un choc ! C'était la fête ! J'ai vécu dans ce bain, entre mon père qui jouait merveilleusement de la guitare et ma mère qui s'intéressait beaucoup aux arts. »

Après des études au conservatoire d'art dramatique d'Argentine, Mme Palomino se lance dans le journalisme et la radio. « J'ai fouillé partout, dit-elle. La chance, on se la fabrique. On se casse le nez ? On recommence ! » Au début des années 40, elle participe à deux saisons de théâtre au Chili, comme comédienne. Sa famille s'installe ensuite au Pérou, et elle devient directrice de la section théâtre de Radio-Lima, tout en faisant de la mise en scène au théâtre. En 1946, elle passe un an à la Columbia Broadcasting Corporation , pour la Chaîne des Amériques. Elle est ensuite correspondante à Paris pour le journal La Prensa de Lima, et elle arrive à Montréal en 1948, pour réaliser une série de reportages sur le Canada. Codirectrice avec Yvette Brind'Amour du Rideau Vert depuis 1948, puis directrice générale de ce théâtre, Mme Palomino a été, de 1953 à 1965, réalisatrice au service espagnol de Radio-Canada International, où elle sera à la fois auteur, comédienne, traductrice de textes dramatiques.

À une étudiante de l'Université du Québec qui lui demandait dimanche dernier si elle avait une recette de réussite, Mme Palomino a répondu qu'elle en avait une : « Prenez note ! Il faut croire en ce qu'on fait, aimer ce qu'on fait. Mais vous n'arriverez à rien si vous ne travaillez pas. On ne fait rien à peu près ! On peut se tromper, mais on recommence ! »

Immigrante qui, en arrivant ici, parlait « le français de l'école », Mme Palomino s'est tout de suite sentie bien, dès le premier jour. Elle se défend d'avoir « mené la barque ». « Seule, dit-elle, on ne va pas loin ! Je ne me prends pas pour Dieu le Père ! Mais quand je m'embarque dans quelque chose, c'est parce que j'y crois, et qu'il y a des collaborations sincères. C'est comme ça que le Rideau Vert existe ».

Les grands moments ont été nombreux, en un demi-siècle. Mme Palomino se souvient d'une pièce que personne ne voulait monter, parce qu'il y avait trop de personnages. C'était *Les Belles-Soeurs*, de Michel Tremblay. « J'ai demandé le texte et je vous avoue que j'ai fait une première lecture laborieuse. Mais j'ai vu un tableau, une tranche de vie d'ici ! J'ai dit : on la monte ! Il y avait Tremblay, Brassard, les filles... On l'a montée en plein mois d'août. Tout le monde pensait qu'on allait se casser la figure ! On a fêté le trentième anniversaire l'été dernier. »

« La chance, on se la fabrique. On se casse le nez ? On recommence ! »

Même aventure exaltante pour *La Sagouine* d'Antonine Maillet. Une pièce qui ira à Avignon. Car le Théâtre du Rideau Vert voyage beaucoup, en 50 ans. La première fois à l'invitation d'André Malraux, qui avait beaucoup apprécié *L'Heureux Stratagème* de Marivaux. Il invite la troupe au Théâtre des Nations, à Paris. Par la suite, le Rideau Vert se produira à Leningrad, à Moscou, à Paris encore, au théâtre de l'Odéon, et invitera ici des tournées prestigieuses, et des visites exceptionnelles, comme Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, Madeleine Robinson, l'Avogaria de Venise, et le théâtre d'art de Moscou, et la troupe du Rideau Vert se déplacera en France, en Belgique, en Suisse, en Italie, etc.

Présidente, depuis 1985, des Théâtres associés, qui regroupe les théâtres institutionnels francophones, Mme Palomino reconnaît qu'elle a sans aucun doute « de la force de caractère ». « Mais je ne veux pas jouer les patrons. J'aime les gens, je veux communiquer. Ce en quoi je crois le plus, c'est l'amitié. L'amour ? C'est un enfant de Bohème ! L'amitié, c'est sacré ! » Après le théâtre, pour elle, il y a la musique, les concerts de l'OSM. Et pour fêter ses amis, elle adore cuisiner.

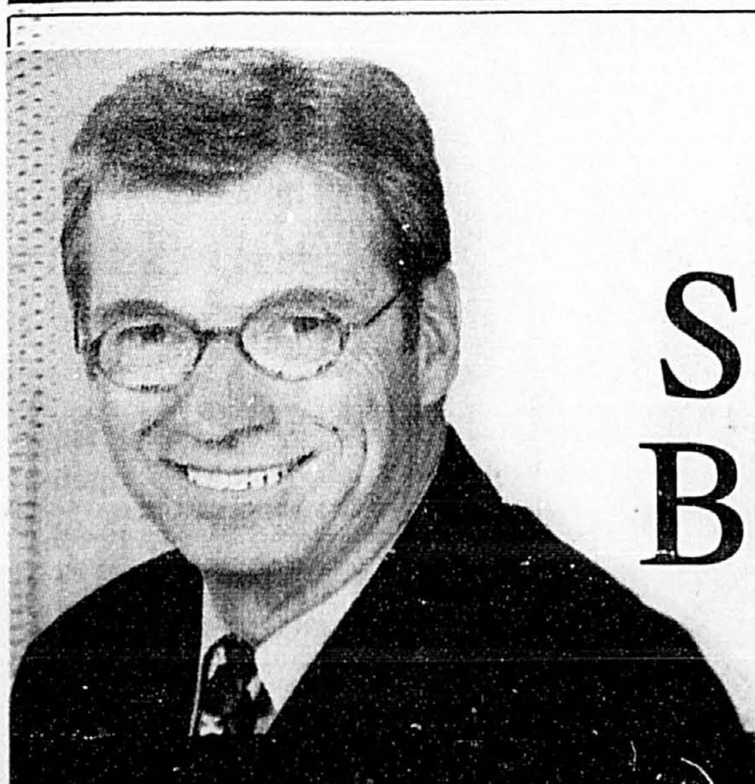
BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

loto-québec

Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

ALCAN

Hydro Québec



Salut Bonjour du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité La Presse de la semaine

TVA